

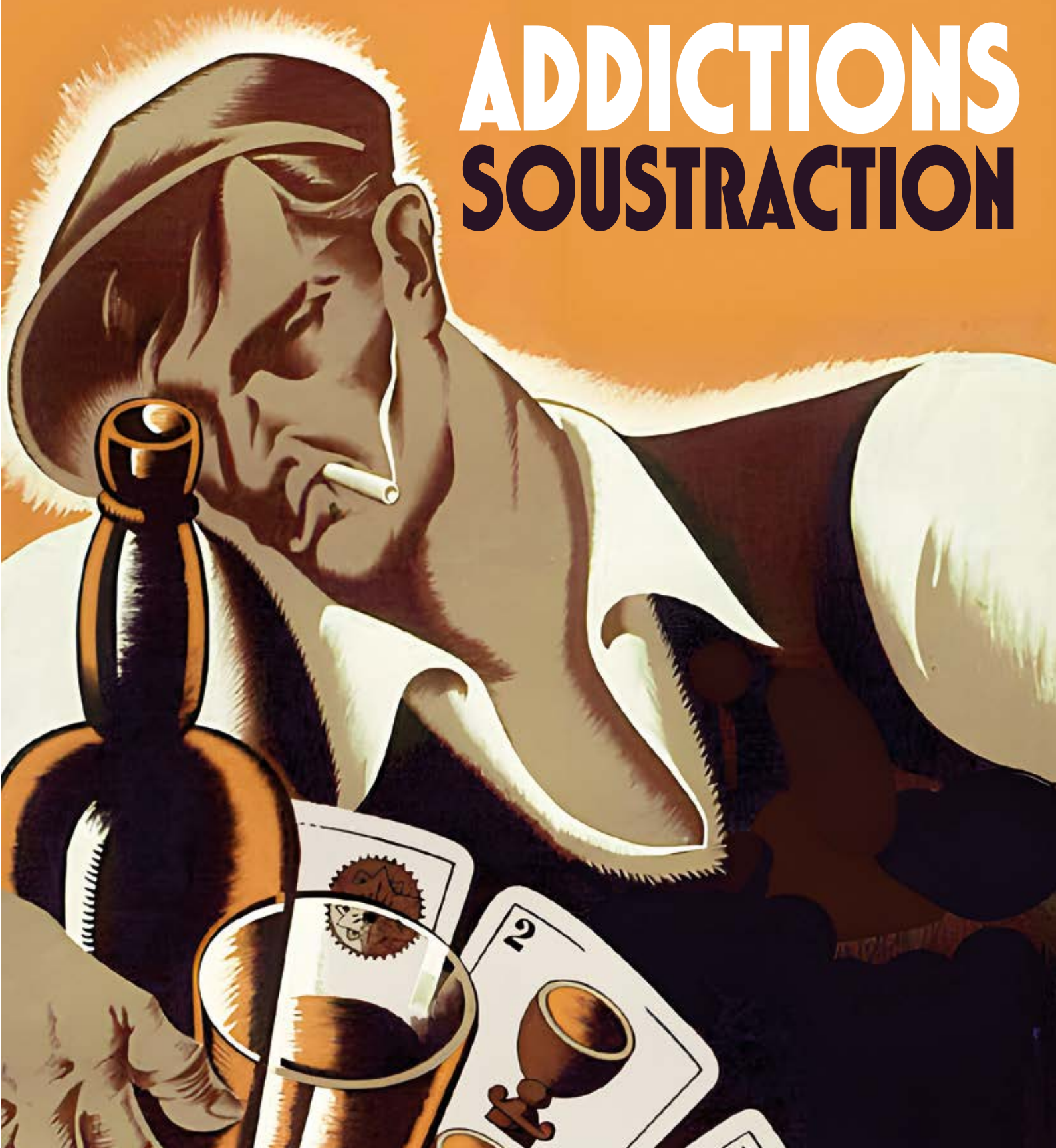
LE MONDE LIBERTAIRE

N° 1876 OCTOBRE 2025 5 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES



ADDICTIONS SOUSTRACTION



- 1 Affiche de la CNT AIT
3 **Édito** Picole, picolé, gramme... Bourré, bourré, ratatam !
3 **Strip** Monsieur L'Homme

TERRAINS DE LUTTES

- 4** Le Monde libertaire reçoit le collectif La Horde
[première partie]
- 7** Guadeloupe, une vie toujours chère [première partie]
- 10** Échos du 10 septembre
- 15** Lyon. Bakounine! Au s'cours!
- 17** Rentrée libertaire à Besac
- 18** À Saint-Martin-de-Boscherville (76), un dangereux curé
traditionaliste
- 19** **Faits d'hiver** Lettre ouverte à M. le Président du Tribunal
judiciaire de Tarbes
- 20** **Crise** de foi Un long chemin de croix!
- 20** Compagnes et compagnons d'hier

PASSE-PORTS

- 21 Indonésie** Déclaration du PPAS sur les émeutes
« Exigez l'impossible ! »
- 22 Ukraine** Le viol est une arme de guerre
- 24 République Centrafricaine** Nom de code :
Opération Bangui
- 26 Québec** Déjà un an pour le « Cercle des ami-e-s
de l'AIT de Montréal » !
- 27** Librairie L'Insoumise de Montréal
- 29** Le mouvement social et libertaire au Québec

ADDITIONS SOUSTRACTION

- 30** Regard libertaire sur les drogues...
- 32** Les addictions : miroirs des aliénations contemporaines
- 34** Paris sportifs en ligne : l'addiction, c'est dans la poche!
- 36** Alcool, non merci!
- 37** Alcoolisme, Alcooliques Anonymes et Anarchisme
- 38** Les cartels de drogues : une addiction capitaliste...

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je choisis mon abonnement

☐ FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM

● **tarif réduit** : chômeur·se·s, étudiant·e·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

| abonnement | standard | soutien | tarif réduit |
|--------------------------------|---------------------------------|---------------------------|-----------------------------|
| un an numérique | ☐ 11 numéros 23 € | ☐ 11 numéros 45 € | ☐ 11 numéros 11 € |
| un an papier + numérique | ☐ 11 numéros 55 € | ☐ 11 numéros 96 € | ☐ 11 numéros 27 € |
| durée libre papier + numérique | prélibrement automatique | | |
| | ☐ 13,75 € / trimestre | ☐ 24 € / trimestre | ☐ 6,75 € / trimestre |
| offre d'essai 3 mois | ☐ papier + numérique 6 € | | |

☐ **ÉTRANGER** abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)

● **tarif réduit** : chômeur.se.s ● **gratuit** pour les détenu.e.s.

| abonnement | standard | soutien | tarif réduit |
|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Union Européenne et Suisse (si paiement en €) |  11 numéros 60 € |  11 numéros 100 € |  11 numéros 29 € |
| reste du monde |  11 numéros 76 € |  11 numéros 116 € |  11 numéros 37 € |

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :
Les Publications libertaires – 145 rue Amelot 75011 Paris

- ☐ **par chèque bancaire** : libellé à l'ordre de « Les Publications libertaires »
☐ **par virement bancaire** : IBANFR76 42559100 0008 0015 1423 617 - BIC CCOPFRPPXXX
☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** **JOINDRE UN RIB**

COMPTE À DÉBITER TITULAIRE :.IBAN : BIC :

- 39** Prohibition, piège à c...
- 40** Errico Malatesta au sujet de la cocaïne
- 41** Témoignage
- 41** ADN : ne lâchez rien!

HISTOIRE

- ## 42 Mes rencontres avec May Picqueray et ses quatre-vingts ans d'anarchie

RÉFLEXIONS

- 46** Note sur l'écofascisme
- 48** À propos de la loi Duplomb...
- 50** Conséquences de l'exclusion
- 52** Une journée d'embrigadement pour tous les jeunes de 16 à 25 ans : non!
- 53** Déserte Hachette!
- 54** Cinéma La Mort n'existe pas
- 56** Jean-Jacques Cellier, décédé le 30 août 2024, à 78 ans.

FICHES DE LECTURE

- 58 Essais féministes de résistance
- 58 Plus tard et plus loin la Commune
- 59 Par elles-mêmes, pour elles-mêmes et au-delà...
- 59 Le début d'un débat
- 60 Les drames d'Ibsen
- 60 Haut les crêtes

LA FÉDÉRATION

- 61 Éditions du Monde libertaire**
Sylvie Gillot et Hélène Hernandez
De Ève à Philomène sans oublier les autres
- 61 Le Monde libertaire en ligne**
- 62 Radio libertaire** La grille des programmes
- 63 Annuaire** des groupes et liaisons de la FA
- 64 Librairie Publico** dernières parutions

LE MONDE
LIBERTAIRE



mon adresse de livraison

Nom

Prénom

Adresse

Code Postal

Ville

Date : | | | | | | | |

signature :

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel :

administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL ÉMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :.....

ÉDITO

Picole, picolé, gramme... ... Bourré, bourré, ratatam !

L'addiction est une hydre à mille têtes qui nous fait trop souvent perdre la nôtre. Comme pléthore de problèmes qui affectent notre société – subis par les uns, entretenus par les autres – il nous faut trouver le moyen de composer avec.

Il y a celles qui rythment, modulent et modèrent notre sociabilité. Il y aussi les autres qui, plutôt, la désaccordent, la fracturent.

Tantôt tangibles, tantôt éthérées, souvent insidieuses, elles se font chimiques, psychologiques, idéologiques, voire religieuses : les substances, habitudes, croyances et dogmes. Nous ne les connaissons que trop bien... chez les autres, chez les nôtres.

Trop souvent même, les phénomènes d'addiction se complètent, se renforcent, s'intensifient, s'aggravent de la combinaison de ces éléments. Les fronts sont multiples.

Plus classiques, il y a celles qu'on dit « douces » ou « dures », voire « pharmaceutiques » : celles qui se boivent, s'inhalent, s'ingèrent ou s'injectent.

Plus modernes, il y a aussi celles que l'on nomme « numériques », « digitales », ou « technologiques » : celles que l'on zieute, reluque, scrute, sur lesquelles on clique et on scrolle.

Certaines se réjouissent d'être « récréatives », d'autres se targuent d'être « thérapeutiques ». Quand bien même, jusqu'à addiction délétère, il n'y a parfois qu'une frontière ténue.

Mais elles ont bon dos, les addictions ! Elles ne nous viennent pas de nulle part. Qu'on n'en oublie pas celles et ceux qui les génèrent, les diffusent, les entretiennent et les adaptent — pour leur profit : jouir de ce que l'on consomme, de ce qui nous consume.

Libertaires, continuons à analyser aussi finement que possible les causes et conditions des addictions, dans toutes leurs complexités, afin de mieux en attaquer les racines pour prémunir l'individu comme le collectif de sa nocivité.

L'exercice reste subtil : avancer sur le fil du rasoir sans jamais tomber ni dans une moralisation stérile ni dans une tolérance indifférente.

Nicolas

Comité de rédaction du *Monde libertaire*

«Bloquons tout !».

C'est en plein bouclage de ce *Monde libertaire* qu'ont eu lieu les différentes actions de blocage. Nous avons réservé des pages pour publier des témoignages, des échos. Ce ne sera certainement pas à la hauteur de l'événement. Mais pour nous, il y avait un impératif : « Bouclons tout ! »

Le CRML

MONSIEUR L'HOMME

NOUS AVONS TOUS
NOS ADDICTIONS...

AU SPORT, AUX ÉCRANS,
AU SEXE, À LA BIÈRE...

LA BIÈRE,
C'EST À PART !

FABER

**LE MONDE
LIBERTAIRE**

145, rue Amelot 75011 Paris

Direction
de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 5 €

Dépôt légal :
1^{er} trimestre 1977

N°ISSN : 0026-9433

Commission paritaire :
1225 D 80740

Numéro d'imprimeur :
22080280

Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau



Du nouveau dans les tarifs...

Comme tu auras pu le remarquer, le prix du *Monde libertaire* de septembre était de 5 euros. Une explication s'impose.

À l'heure où la presse papier s'efface devant le tout numérique, ton journal préféré résiste plutôt bien, sans publicité ni milliardaire pour lui dire ce qu'il doit écrire. Et nous avons réussi à te proposer le *Monde libertaire* à un prix inchangé depuis dix ans ! Qui si ce n'est les anarchistes peut réaliser un tel tour de force ?

À regret, et en pestant contre les profiteurs d'inflation, nous changeons nos tarifs pour faire face à l'augmentation de nos coûts d'imprimerie et d'acheminement, comme tu peux le voir en parcourant la grille ci-contre. Pour le reste, ton *Monde libertaire* ne change pas : pugnacité, impertinence, lucidité, courage, il ne lui manque rien !

Administration du Monde libertaire

LE MONDE LIBERTAIRE **première partie** REÇOIT LE COLLECTIF LA HORDE

Bonjour SB, est-ce que tu pourrais nous présenter La Horde? C'est un collectif, une association? Combien êtes-vous? Comment êtes-vous organisés? Etc.

La Horde est un petit collectif antifasciste qui a une particularité : on ne fait pas un travail de terrain, on n'est pas implantés localement comme l'essentiel des groupes antifas. On est plutôt comme une boîte à outils, c'est-à-dire qu'on propose des moyens de lutte aux groupes antifascistes ou aux individus qui le souhaitent, quel que soit leur ancrage local. Ainsi, certain-es sont en ville, d'autres, à la campagne, ce qui nous permet d'avoir une approche plurielle de la lutte antifa; mais comme on est dispersés, le fonctionnement collectif à distance n'est pas évident. C'est compliqué parfois de vraiment tout faire ensemble, il y a donc une espèce de petite spécialisation des tâches, d'autant qu'il y a aussi de la variété au niveau des générations : les plus ancien-nes ont commencé à militer à la fin des années 80 et les plus jeunes ont une vingtaine d'années. Donc chacun-e fait aussi selon ses habitudes militantes.

Parfois il y a des gens qui nous demandent si on peut rejoindre *La Horde*. C'est possible bien sûr, mais notre but n'est pas d'être le plus nombreux possible, c'est de développer des outils. Quand on nous contacte pour militer sur le terrain, on renvoie vers les groupes antifas locaux ou on donne des conseils pour en monter un. Donc les gens qui nous rejoignent, ce sont des gens qui ont quelque chose à proposer, qui ont une compétence particulière dont iels pensent qu'elle peut être utile pour ce qu'on fait. Dans cet esprit, on a fait récemment des collaborations avec des artistes. Ça s'est concrétisé avec les illustrateur-trices Boutanox et Hélène Aldeguer, avec qui on a d'abord fait des stickers, et comme ça s'est très bien passé, avec lesquel-les on a d'autres projets à venir.

Comment s'est constitué votre collectif?

Le collectif existe depuis 13 ans maintenant et il est parti d'un constat qu'il y avait de l'activité antifasciste dans notre pays, mais qu'en l'absence de réseaux, comme il y avait dans les années 1990 et 2000, cette activité a manqué de coordination. C'est-à-dire que des groupes pouvaient agir les uns à côté des autres sans forcément se connaître et la mise en relation n'était pas toujours évidente. Beaucoup d'antifas qui luttait sur le terrain se sentaient très isolé-es et aussi parfois un peu démunies.

Et puis il y avait des militants, dont on était, qui avaient aussi des compétences dont ils ne savaient plus trop quoi faire. Auparavant, au sein des réseaux, des revues ou des brochures étaient produites, des livres, du matériel, des stickers, des affiches. On n'avait plus cet espace-là, et c'est ainsi

qu'un des premiers outils qu'on a fait (en collaboration avec le site *REFLEXes*), c'était le schéma de l'extrême droite. Par la suite, on l'a remis à jour plusieurs fois; on en est maintenant à la 16e version. On a aussi assez vite réalisé et diffusé des autocollants; ce n'était pas facile pour les gens de trouver des autocollants antifas avec la disparition du réseau. Il ne restait plus que des produits commerciaux, parfois sur internet, sans trop savoir qui les faisait ni pourquoi ils les faisaient. Certains groupes militants n'avaient pas non plus les moyens de produire du matériel ni de le diffuser. On s'est donc dit : ça, c'est des choses qu'on sait faire, produire du matériel, l'imprimer, le diffuser. Pour le financement, on s'est débrouillés, et on a été bien aidés au début par un imprimeur militant, Michel du Ravin Bleu. Il y a aussi beaucoup de gens qui nous ont soutenu-es : la CCC de la rue Voltaire à Paris, par exemple, qui a organisé un concert de soutien. Très vite, la vente des stickers a permis de financer les frais postaux et la production du reste du matériel.

L'autre objectif important pour nous, c'était de donner de la visibilité aux actions des groupes antifascistes de terrain et, pour ça, on a créé un site internet sur lequel on publie toutes les initiatives dont on entend parler, un peu sur le modèle de ce que fait le *Réseau Mutu*. La différence c'est que notre site n'est pas participatif, on n'invite pas les gens à publier tout simplement parce qu'on n'a pas les moyens de faire la modération. Sur le site, il y avait aussi quelque chose qu'on a un peu abandonné avec le temps, mais qui était important au départ : mettre en ligne des articles de recherche sur l'extrême droite, surtout dans les angles morts de la presse à l'époque. Aujourd'hui, il y a des médias qui se sont spécialisés un peu sur cette question. Il y a *Street press*, *Mediapart*...

Bon, c'est à travers le filtre journalistique souvent sensationnaliste, donc ce n'est pas toujours ce qu'on voudrait, mais en tout cas on ne peut pas dire qu'il n'y a pas d'information disponible sur le sujet. Il y a un vrai travail qui est fait et souvent d'ailleurs les journalistes travaillent en collaboration avec des militants antifascistes, ils ne font pas le travail tout seuls.

Désormais, on se focalise vraiment sur l'antifascisme. Pour le coup, cette presse-là s'en fout un peu de ce que les antifascistes font et le relaient très peu. Nous, on pense que là, il y a toujours un travail à faire. Pareil pour le matériel spécifique, ça ne bouge pas. Mais voilà, il y avait ça quand même au départ, cette dimension d'apporter un regard militant sur l'extrême droite et on continue de le faire, mais différemment.

On vous connaît mieux désormais sous ce prisme pratique et historique. Quelles sont les réalisations, actions, publications et autres matériaux de lutte produits en ce moment?

La Horde ne produit pas d'affiches, seulement des stickers, tout simplement parce que les affiches c'est compliqué



à stocker. D'ailleurs, on n'a pas de vocation à faire de la vente par correspondance, et nous ça nous prend déjà beaucoup de temps. On ne fait pas de publicité pour le matériel, et on diffuse quand même près de 100.000 stickers par an. On continue cette activité-là parce qu'on voit qu'il y a une demande importante. C'est un premier aspect du matériel pédagogique auquel on tient.

Outre le schéma, on a réalisé une carte des groupes d'extrême-droite locaux qu'on met à jour une fois par an : il y a des groupes qui disparaissent, d'autres qui apparaissent, et ça permet de voir les évolutions de l'extrême droite à travers le temps si on regarde les différentes versions. On a fait une chronologie aussi du Front national - Rassemblement national de sa création jusqu'à nos jours.

Notre première publication, aux éditions *Libertalia*, est une traduction d'une histoire du mouvement antifasciste allemand écrit par un militant antifasciste de longue date, Bernd Langer, qu'on avait rencontré au tout début des années 90. Ce n'est pas un universitaire, c'est un historien autodidacte, mais surtout, et c'est ça qui nous intéressait, qui écrit dans une perspective militante et qui, sur la période contemporaine, parle de choses auxquelles il a participé. Et puis le mouvement antifasciste allemand, c'est une source d'inspiration pour beaucoup d'antifascistes dans le monde. Pour la petite histoire, Bernd Langer, qui est aussi un artiste, c'est celui qui a redessiné le logo aux deux drapeaux qui est devenu l'emblème international de l'antifascisme autonome.

À la suite de ça, toujours chez *Libertalia*, on a sorti un jeu de société qui s'appelle *Antifa Le Jeu*. Au-delà de la polémique, c'est un outil qui s'est révélé utile d'un point de vue militant, que les gens se sont tous approprié. On a vu que c'était quelque chose qui fonctionnait bien pour faire découvrir le militantisme.

Puis on a écrit un livre, toujours aux éditions *Libertalia*, « *Dix questions sur L'antifascisme* ». C'est difficile d'écrire à plusieurs, donc il y a une personne qui écrit, mais on l'a fait collectivement, c'est-à-dire que tout le monde a contribué, parce que, dans chaque aspect, on a un peu nos spécialités. Il fallait que le livre corresponde à tout le monde et que les expériences soient variées. On voulait aussi, comme avec *Antifa le Jeu*, déconstruire les idées reçues sur l'antifascisme, c'est-à-dire l'idée d'une lutte qui se limiterait en gros à des affrontements physiques d'un groupe contre un autre, quelque chose qui serait un peu hors sol, quelque chose qui serait aussi un peu élitiste, voire un peu marginal ou un peu débile. Ça n'empêche pas de voir aussi les errements de l'antifascisme, de voir les moments où, comme dans n'importe quelle lutte, elle peut être parfois contre-productive, et on ne fait pas l'impasse là-dessus dans le bouquin.

Enfin, on sort à l'automne un deuxième jeu de société, qui s'appelle *Fachorama* et qui est un jeu de cartes. Pour ceux qui avaient trouvé *Antifa Le Jeu* trop difficile, là c'est vraiment un jeu très simple, cette fois centré sur l'extrême droite et ses représentations.

Les idées reçues sur l'antifascisme, on voit grosso modo d'où elles viennent. Les gens sont scotchés sur les médias mainstream capitalistes où on ne va montrer que l'action violente. Mais derrière, on ne parle pas du fond, pourquoi on en arrive là ? Évidemment, c'est toujours l'antifasciste qui a tapé le premier, ce ne sont jamais ni les flics ni les fachos d'en face. C'est donc évident, les gens sont manipulés par l'« information ».

C'est sûr qu'il y a une responsabilité des médias. Après, nous on sait bien qu'on ne peut pas compter sur la presse bourgeoise pour rendre compte de nos activités. Mais c'est vrai que c'est toujours un peu rageant de voir que finalement, y compris des médias amis, s'il n'y a pas quelque chose qui va faire un petit peu sensation, comme une action violente, on n'en parle pas. Je pense à ça par rapport, par exemple, au 9 mai 2025. Il y a une grosse couverture sur la manifestation de l'extrême droite parce qu'elle est anxiogène. Voilà, ça c'est du sensationnel, ça « frappe », c'est visuel, et puis ça fait peur. Donc on en parle beaucoup et, dans le même temps, il y avait par exemple un village antifasciste qui était organisé, qui a regroupé beaucoup plus de monde (3 fois plus que les données de la manif des FAFS), et personne n'en a parlé dans la presse parce que c'est un village qui se passe bien, où il y a une bonne ambiance, où il y a des débats intéressants. Ça ne les intéresse pas. Il y a une responsabilité médiatique, et là je ne parle même pas des médias hostiles parce qu'eux, à la limite, c'est normal.

Et puis sur le plan politique, c'est la même chose. Bon, de la part de l'extrême droite, c'est normal, c'est une bonne guerre. Elle a besoin qu'émerge dans l'imaginaire collectif une autre figure politique que tout le monde adore détester qui ne soit pas le « facho ». Ils ont tout intérêt à ce que ça dévie et que la nouvelle figure honnie soit le « gauchiste » ou « l'antifa ». Il y a un travail qui est fait par l'extrême droite et la droite pour faire passer l'idée qu'en fait la gauche, c'est pire que l'extrême droite. La diabolisation de LFI entre dans cette logique.

Oui, et si tu milites sur l'écologie, tu es un écoterroriste. Pour l'égalité des genres et contre le genrisme, t'es un pauvre wokiste ridicule.... Et on va jusqu'au masculinisme...

Voilà. La terreur féministe, c'est tout un vocabulaire à l'extrême droite, et ça a tendance à un peu à se banaliser. ●●●

LE MONDE LIBERTAIRE REÇOIT LE COLLECTIF LA HORDE



● ● ● **Après, ce qu'on a comme univers politique devant nous, en ce moment, c'est bien une grande alliance qui, disons, va de la droite du PS jusqu'à Zemmour. On est vraiment dans l'autoritarisme absolu. Ça commence à tourner mal de ce côté-là. Évidemment, il n'y a plus de véritable opposition sur la scène politique, parlementariste. Ils font tous sans arrêt du bashing LFI et, pendant ce temps-là, votent ensemble toutes les mesures liberticides et antisociales. C'est la démonstration même que le canal parlementaire ne peut toujours déboucher sur rien.**

Sinon, de quels événements importants actuels ou passés pour *La Horde* et pour la militance Antifa, il serait bon de parler. Qu'est-ce qui est marquant ?

Le collectif s'est monté à l'été 2012. C'est le moment où le site internet devient accessible, en septembre, que l'activité démarre vraiment. Et quelques mois après, il y a la mort de Clément Méric sous les coups de néonazis de *Troisième Voie*.

Cet événement est un choc terrible, bien sûr, dans le milieu antifasciste, mais au-delà, dans la société. Et c'est malheureux que ça soit à l'occasion d'un événement comme celui-là, la mort d'un camarade, que s'ouvre une nouvelle période antifasciste.

Pour ce qui nous concerne, nous, à *La Horde*, on connaissait Clément et on était aussi proches d'un certain nombre de ses amis. Très vite, on a pu mettre nos outils à leur disposition, et le site de *La Horde* a été un espace sur lequel ils pouvaient s'appuyer. Encore aujourd'hui, on peut trouver beaucoup d'informations sur notre site à la fois sur Clément lui-même, sur ce qui s'est passé ce jour-là, sur les différents procès, mais aussi sur toutes les manifestations de soutien qu'il y a eu en France et dans le monde.

Oui, il y a une extrême droite violente. Tout simplement. Et ça, après, plus personne ne pouvait le nier. Alors qu'avant, c'était quoi, trois pelés et deux tondus ? Enfin, surtout des tondus, et voilà.

Ça montrait les risques que prenaient celles et ceux qui s'opposaient à l'extrême droite, mais dans un esprit d'auto-défense collective ; ce n'était pas de la martyrologie. D'autant qu'il y a eu une exploitation ignoble de la mort de Clément par les médias et les politiques : au départ, les tout premiers jours, c'est une pauvre victime, un gentil défenseur de la démocratie, mais très vite, on l'a rendu responsable au même titre que son agresseur, et c'est là qu'a émergé cette figure de « l'antifa ».

Qui s'est confondue avec celle du « black bloc »...

Oui, ça a notamment été entretenu par les médias de droite et les forces politiques de droite. « Antifa » c'était encore

mieux que « black bloc » qui n'était pas clairement identifié politiquement alors que « antifa » c'est clairement être contre l'extrême droite. L'idée est de faire que les gens acceptent cette idée que l'antifa est intolérant, violent, horrible, qu'il met en danger la société. En creux, ça voudrait dire que finalement l'extrême droite c'était pas si mal. Les flics aussi s'y sont mis. Il y a eu tout un travail de syndicats policiers autour de la figure de l'antifa comme un nouvel ennemi intérieur.

Et il y a quand même là une inversion magistrale des genres.

On ne pense pas que les fafs aient vraiment réussi à faire que, dans la tête de l'opinion, un antifa et un facho ça soit pareil. Facho ça reste une insulte, antifa non, en tout cas pas encore. Mais cette criminalisation de l'antifascisme a accompagné la normalisation de l'extrême droite.

Alors actuellement, qu'est-ce qui est engagé, quels sont les projets ?

Sur le site, on va essayer vraiment de mettre plus en valeur à la rentrée notre carte des groupes antifascistes autonomes, qu'on essaie de tenir bien à jour. On va vraiment essayer de le faire connaître, de le populariser, d'inviter les gens à nous signaler des groupes qu'on ne connaîtrait pas. Comme on est devenu un peu malgré nous une « référence » - c'est-à-dire que, quand les gens veulent vérifier quelque chose, souvent ils se tournent vers nous -, on essaie que la liste des groupes soit complète, mais on veut être sûrs que les groupes ont vraiment une activité. Et puis les groupes ne nous tiennent pas forcément informé-es, c'est normal, ni de leur apparition ni de leur disparition.

N'est-il donc pas important que les informations locales se partagent et se diffusent au niveau de toutes les organisations se réclamant notamment de la lutte contre l'autoritarisme ?

Bien sûr. Il y a une collaboration aussi qui va se mettre en place avec les sites du *réseau Mutu* pour, un peu sur le modèle de ce que tu dis, partager de l'info. On n'est pas présent partout, on n'est pas au courant de tout non plus.

[À suivre...]

Philippe
liaison FA Calvados
pour le Monde Libertaire

GUADELOUPE

UNE VIE TOUJOURS CHÈRE

[première partie]

10 septembre 2025, en métropole, l'heure est aux blocages. Septembre 2024, il y a un an, dans les Caraïbes, le temps était aux émeutes contre la vie chère. Retour...

Pour lutter contre la cherté de la vie en Guadeloupe, le syndicat CGTG, l'association MIR et un citoyen ont décidé d'adjoindre aux mobilisations de rue des actions judiciaires. En juin 2024, une plainte était déposée devant le parquet national financier contre X, le *Groupe Bernard Hayot* et la *CMA CGM*. En avril 2025, les plaignants ont décidé de saisir un juge d'instruction.

« *T'as pas deux euros chef?* ». Hélé par un homme assis par terre, devant le buraliste de la rue Amédée Fengarol, à deux pas du Palais de justice de Basse-Terre, je cherche dans ma poche et tends la pièce demandée. L'interaction n'en demeure pas là, mon interlocuteur me faisant noter que les prix tant de la bouteille d'eau que de la canette de *Coca-Cola* ont augmenté ces derniers temps. Il me cite les augmentations de différents produits au centime près, sur les deux dernières années, avec plus de précisions que *l'Insee*. Lui, qui se fait brûler par le soleil de plomb, sans tee-shirt, la peau abîmée par la vie. Lui, peut parler des centimes perdus, qui, à moi, ne manquent pas. Je lui réponds que c'est la « *vie chère* » et m'apprête à discuter avec lui deux minutes des causes de celles-ci, mais il me coupe en concluant, « *c'est dur* ». Fin du débat.

Aux Hexagonaux qui ne connaissent pas le concept, parler de « *vie chère* » aux Antilles et en Guadeloupe en particulier, ce n'est pas seulement dire que « *la vie est chère* » et que l'inflation gonfle le prix des achats du week-end. L'expression, ici, évoque tout un phénomène de société : une cherté aux effets



DIMANCHE 8 SEPTEMBRE 2024, UNE PETITE DÉLÉGATION DE MANIFESTANTS ANTI-VIE CHÈRE ABANDONNE LES CADDIES À LA CAISSE D'UN HYPERMARCHÉ DE BAS-DU-FORT. FRANCE-ANTILLES & FRANCE-GUYANE. CAPTURE D'ÉCRAN DAILYMOTION

violents, car touchant les citoyens les plus pauvres de France ; une cherté qui empêche certains de s'habiller et de manger convenablement ; une cherté surtout, « *dure* » car injuste et illégitime : on « *sait* » que certains *pwofit*, mais on ne l'a jamais prouvé.

À Pointe-à-Pitre, le constat est le même qu'à Basse-Terre. Corinne, la patronne de la boulangerie populaire *Jobix*, à côté de la place du marché aux épices, et Frédéric, un habitué, discutent de l'avenir de leur lieu de travail pour l'une, et de socialisation pour l'autre.

“Une cherté aux effets violents, car touchant les citoyens les plus pauvres de France.”

Corinne est imposante, derrière sa vitrine remplie de pâtés de morue, de mousses coco et de plats de *donm-bré* aux lambis en préparation pour la pause méridienne. Elle se tient droite, dans son polo rose estampillé du nom de son commerce, doublé d'un tablier

en plastique. Seule sa queue de cheval dépasse de sa charlotte. Elle évoque une possible fermeture de sa boutique : « *On peut même pas vendre au vrai prix. On vend à un prix cassé. On a dû ouvrir une autre petite boulangerie à Bergevin car il y a une école et des médecins qui achètent. La plupart des gens qui habitent Pointe-à-Pitre n'ont pas d'argent. Ceux qui travaillent ici, ceux qui ont de l'argent, n'habitent pas ici et ne consomment pas ici. Ils vont même manger ailleurs.* » Et de rajouter : « *La boîte de beurre est à 116 €. Avant elle était à 60 €. C'est fait maison ici, on fait tout. Malgré ça, il n'y a personne. C'est trop cher pour les gens.* »

Elle poursuit sa tirade et cite les différentes fermetures de magasins aux alentours : « *Le nouveau glacier là-bas, pété¹ ! Celui qui faisait des photocopies, pété, hier-même ! Baguette Shop sur l'avenue, pété. Joséphine coiffure, pété, la semaine dernière ! Il y avait un stade, trois cinémas ici, un centre des arts aussi. Tous fermés. Les jeunes n'ont plus rien pour s'amuser. Avant ils allaient dans ces endroits. Maintenant, c'est le trafic de drogue. On vient de m'appeler, ●●●*

GUADELOUPE UNE VIE TOUJOURS CHÈRE

● ● ● *une copine s'est faite agresser à la sortie du Leader Price. »*

Ce lien de cause à effet entre vie chère et délinquance est partagé jusque dans les Grands fonds de la Grande-Terre. Dans son bar de Mare-Gaillard, Jean-Charles Nicolo dit « *Poupoune* » l'a bien saisi. Ce célèbre et populaire joueur et chanteur de *ka*² joue comme il vit : à la tranquillité et la légèreté des mots succède une éruption d'énergie soudaine et vivace. Il maintient qu'une des chansons qui l'a fait connaître, *La Gwadeloup ka pati*, sortie en 1993, est toujours d'actualité. Pour lui, la vie trop chère et ses responsables, qui s'enrichissent toujours plus, sont ceux qui indirectement « *fout toujours nos ti-moun an lari a 16 an* ». Autrement dit, il y aurait peut-être moins de jeunes prenant les armes pour voler des scooters³ si la vie était moins chère. Poupoune alterne entre sourires et regards profonds. Un ami passe en voiture et le klaxonne. Il le salue avec emphase. Mais, après avoir reposé son *ka* et son verre de rhum, il revient à son air grave.

Les Guadeloupéens se sont déjà soulevés contre la vie chère.

En vain. Le 20 janvier 2009 et à l'appel des syndicats, les Guadeloupéens se joignent à une grève générale entamée quelques mois plus tôt en Guyane. 10.000 personnes défilent dans les rues de Pointe-à-Pitre. La situation est proche de l'insurrection : barrages sur les routes et confrontations avec la police sont quotidiens. Émerge alors le *Liyannaj Kont Pwofitasyo*⁴ ou *LKP*, un collectif d'associations et syndicats. Son porte-parole, M. Elie Domota, signe le 5 mars 2009, après 44 jours de conflit ayant immobilisé l'île, un protocole d'accord avec le préfet : si l'augmentation générale des salaires de 200 euros est une victoire, les causes de la vie chère

ne sont pas adressées et ses responsables ne sont pas inquiétés.

Plus de quinze années après, la situation s'est empirée. Les 200 euros d'augmentation ont à peine fait illusion et le dernier rapport de l'Insee de 2023⁵ place la Guadeloupe en tête des territoires les plus chers de France : les prix à la consommation alimentaire sont 42% plus chers que dans l'Hexagone. S'il est question de nourriture, pour laquelle les consommateurs pauvres sont *de facto* orientés vers les produits les moins chers et donc aux qualités nutritives les plus dégradées, d'autres produits comme les fournitures scolaires, par exemple, sont très onéreux et empêchent nécessairement l'alphabétisation totale du territoire⁶.

Mais qui pwofit de cette vie chère ?

Frédéric, l'habitué de chez *Jobix*, peut apporter des éléments de réponse. Il vient manger à la boulangerie tous les midis puis fait une pause l'après-midi, à l'ombre avec ses *bougs*⁷ du côté de la darse. Quand il n'est pas absorbé par les telenovelas espagnoles diffusées en boucle sur *Guadeloupe Première*, il commente le journal des actualités. Il se dresse contre les *békés*, les descendants des maîtres d'esclaves ayant fait fortune grâce à la culture de l'« *or blanc* »⁸, aujourd'hui toujours à la tête d'une partie du pouvoir économique antillais : « *Personne ne peut rien contre ces gens-là. C'est les boss. Tu pourras jamais rien contre eux.* » Il fait le lien entre la paupérisation de Pointe-à-Pitre et l'émergence de nouveaux centres commerciaux et zones industrielles périurbaines : « *Qu'est-ce qui a détruit Pointe-à-Pitre ? Jarry et Zabym*⁹. *Pointe-à-Pitre est mort, alors que quand tu vas à Destreland, le parking est toujours rempli.* »

Destreland, un hypermarché situé sur la commune de Baie-Mahault, représente en Guadeloupe un des pans de l'empire du *Groupe Bernard Hayot* ou *GBH*, ciblé par Frédéric. Fondé en 1960, *GBH* est présent dans de nombreux pays et territoires notamment d'outre-mer¹⁰, dispose de plus de 16 000 salariés et son chiffre d'affaires global atteindrait 5 milliards d'euros annuels. Se présentant lui-même comme un groupe « *100% familial* », la famille Hayot descend directement de *békés* arrivés en 1680 en Martinique. Et l'héritage est lourd. Un parent de M. Bernard Hayot, devant les caméras de l'ORTF en 1960, livrait par exemple son point de vue sur la société antillaise. À la question du journaliste « *C'est facile à mener des ouvriers noirs ?* », Monsieur Hayot rétorquait en toute logique – la sienne – : « *Oui. Le Noir c'est comme un enfant. Il faut être juste ; on en obtient ce qu'on veut.* »¹¹. Et à la question : « *Qu'est-ce qu'un béké ?* », à lui de répondre : « *C'est ce qu'il y a de mieux. Les békés sont les descendants des blancs, européens, qui se sont reproduit en race pure dans les colonies.* »

La famille Hayot se serait par ailleurs retrouvée à de nombreuses reprises associée à des scandales économiques, sanitaires et sociétaux restés gravés, si ce n'est dans la mémoire de la justice, dans celle des Antillais, parmi lesquels notamment un massacre de grévistes au début du siècle dernier¹², mais aussi et surtout l'affaire de l'empoisonnement au chlordécone. Ce pesticide cancérigène a notamment été commercialisé et utilisé dans les bananeraies des Antilles au cours des années 1980 et 1990 par l'entreprise *Laguarigue*, dirigée par M. Yves Hayot, frère de M. Bernard Hayot. À l'inverse de son frère, M. Bernard Hayot ne s'est pas uniquement focalisé sur l'agro-alimentaire et la banane¹³ mais a créé un empire économique très diversifié avec une large concentration horizontale. En témoigne cet « *inventaire*



à la Prévert » non exhaustif permettant d'illustrer les différentes activités du groupe, en Guadeloupe et en dehors, très souvent dans le cadre de franchises commerciales : distribution automobile (*Renault, Citroën, Dacia, Toyota, Nissan, Hyundai, Kia, Volkswagen, Hertz, Europcar, Jumbo Car, System Lease, Michelin, Pirelli, Bridgestone, Norauto*), grande distribution (*Carrefour, Géant, Casino, Leader Price, Mr Bricolage, Gamm Vert, Decathlon*), rhums et agroalimentaire (*Danone, Rhum Clément, Rhum J.M., Bounty, Chairman's Reserve, Beach House, Arcane, Cartron, Spiribam, Chocolat Elot*), béton et carrières (*Batimat Béton*), restauration rapide (*Brioche dorée*), cosmétique (*Yves Rocher*).

En Guadeloupe, le comportement commercial de GBH est plus que problématique.

D'abord, le groupe multiplierait les profits en contrôlant de nombreuses étapes de la chaîne d'approvisionnement de l'Hexagone jusqu'en Guadeloupe, et donc les marges gagnées à chaque étape, grâce à des centrales d'achat et des grossistes-importateurs affiliés. Ensuite, il imposerait, sans contrepartie, des marges dites « arrières » aux fournisseurs locaux de ses grandes surfaces. Ces marges spécifiques sont censées être des « cadeaux » des fournisseurs aux distributeurs, les récompensant de ventes supérieures aux objectifs fixés. Ici, la logique est inversée : GBH organise lui-même ses récompenses ; les fournisseurs ne pouvant pas refuser de signer les contrats désavantageux, au risque de se voir excommunier du « système »¹⁴ et de se couper toute voie de distribution, donc de ne plus pouvoir vendre à grand monde. Par ailleurs et en violation directe de la loi, des acteurs tiers seraient discriminés par rapport à GBH en se voyant proposer des prix

plus élevés qu'à celui-ci par les grossistes-importateurs affiliés au groupe. Enfin, GBH s'entendrait avec d'autres grands groupes békés, comme l'entreprise SAFO de la famille Huygues - Despointes. En effet, ce dernier groupe possède le deuxième hypermarché de l'île, Milénis, situé sur la commune des Abymes. Or, il a été révélé qu'en cas de cession des parts de la SAFO sur Milénis, GBH disposerait de droits de préemption, rendant impossible le rachat par une autre société¹⁵.

De problématique, ce comportement pourrait devenir délinquant, puisque le syndicat CGTG, l'association MIR-Guadeloupe et son président en sa qualité propre, ont déposé plainte en juin 2024 contre X et contre GBH et ses représentants, pour plusieurs infractions, de l'escroquerie à diverses infractions de droit pénal de la concurrence, en passant par le mensonge et le refus de communiquer des documents à une commission d'enquête parlementaire. Le Parquet national financier a été saisi, mais les plaignants ont préféré, tout récemment au mois d'avril 2025, s'en remettre à un juge d'instruction du pôle financier du tribunal judiciaire de Paris. Maître Gladys Assakya Démocrite, une de leurs avocats, entend « s'assurer de l'avancement de cette affaire politique dont l'issue contribuera au nécessaire débat démocratique ».

[À suivre...]

Antoine Le Scolan

1. En français : fermé.
2. Le *gwo ka*, abrégé *ka*, est une musique à chants et percussions. Elle a été inventée par les esclaves sur les plantations guadeloupéennes et possède de fortes influences africaines. Le *ka* désigne à la fois la musique et le tambour.
3. Voir à ce sujet notamment le film récent de M. Nelson FOIX, *Zion*, 99 minutes, 2025.
4. En français : Collectif contre l'exploitation outrancière.
5. INSEE, « Enquête de comparaison

spatiale des niveaux de prix à la consommation entre territoires français », Étude réalisée en mars-avril 2022 et publiée le 11 juillet 2023.

6. En 2021, les prix des fournitures scolaires avaient augmenté de 34 % selon une enquête de l'Union départementale des associations familiales en Martinique. En Guadeloupe, en 2010, 25 % des 16-65 ans éprouvaient des difficultés à la lecture et l'écriture pouvant les gêner au quotidien. 15 % des 16-29 ans étaient en grande difficulté (INSEE, « Enquête Information et Vie Quotidienne », Étude publiée le 6 septembre 2010)

7. Boug : en créole guadeloupéen, signifie « copain », « ami ».

8. Le sucre

9. En français : la commune des Abymes.

10. En Martinique, Guadeloupe, Guyane, Trinidad et Tobago, République dominicaine, Cuba, Réunion, Nouvelle-Calédonie, France hexagonale, Maroc et Algérie, notamment.

11. Bolzinger Romain (Spécial investigation), « Les derniers maîtres de la Martinique », 2009.

12. Comme le massacre des grévistes en Martinique en février 1900. Voir Armand Nicolas, « Histoire de la Martinique », Tome 2, p. 156, L'Harmattan, 1996.

13. Bien que GBH produise également « de la banane en Martinique et, depuis 2014, en Côte d'Ivoire » d'après son site internet. Il conviendrait sur ce sujet de savoir si GBH a obtenu des facilités commerciales en Côte d'Ivoire grâce, directement ou indirectement, aux activités économiques de son défunt frère ou non. En effet, les stocks de *Curlone* (contenant le chlorderécone) interdit en France et commercialisés par l'entreprise *Laguarigue* ont terminés au Cameroun et en Côte d'Ivoire, où ils n'étaient pas interdits malgré leur létalité connue de tous.

14. Il s'agit d'une expression, rappelant les « systèmes » mafieux, trouvée par la Commission d'enquête parlementaire sur la vie chère en outre-mer de 2023 (Rapport n° 1549 de la commission d'enquête sur le coût de la vie dans les collectivités territoriales régies par les articles 73 et 74 de la Constitution, 20 juillet 2023, p. 144).

15. PEROUMAL Florence, « Les monopoles économiques en Guadeloupe : décryptage », Guadeloupe la Première, 1^{er} septembre 2023

UN SOULÈVEMENT PROGRAMMÉ

ÉCHOS DU 10 SEPTEMBRE

PARIS [75]

Les indignés

Beaucoup de rassemblements et de blocages dans la capitale en des endroits plutôt inhabituels. Des blocages très tôt aux portes de Bagnolet, d'Aubervilliers, de Clignancourt, de Montreuil, de Vincennes, dans le quart populaire nord-est de Paris donc, et des envahissements des gares du Nord et de Lyon, des lycées bloqués comme ceux d'Hélène Boucher et de Claude Monet, des établissements culturels fermés comme les musées du Louvre et d'Orsay, les châteaux de Versailles et de Vincennes, la BNF, mais aussi le Panthéon et les Archives nationales, et de nombreux commerces.

Que ce soient les rassemblements sur la place du Châtelet ou de la République (camps de base pour mineurs isolés, marche des solidarités) ou sur la place des Fêtes, les très nombreux manifestant-es étaient de tout âge, avec la rage contre Bayrou et Macron, avec la soif de justice sociale, discutant, échangeant entre eux, dansant même sur la place des Fêtes. Des cantines solidaires étaient de la partie : le Baranoux dans le 19^e et la Cantine des Pyrénées dans le 20^e. À noter des présences syndicales de Sud-Solidaires et de la CGT. Et si des feux de poubelle ont démarré, c'est le plus souvent les forces de répression qui les ont provoqués avec des lancers de lacrymo.

Du côté des anarchistes, ils et elles étaient aux rendez-vous ici où là toute la journée : les tracts « À ceux qui se mobilisent pour le 10 Septembre », signés par quelques anarchistes d'Île de France, fédérés à la Fédération Anarchiste, ont été distribués place des Fêtes. Radio libertaire a ouvert son antenne pour une émission spéciale « Racontez-nous votre 10 septembre »

relayant notamment ce qui se passait à Rennes ou à l'entrepôt d'Amazon en grève à Brétigny. La librairie Publico restait ouverte comme base arrière de tous ceux et celles qui revenaient des divers rassemblements.

Quant à la répression, 174 personnes ont été placées en garde à vue, dont 51 femmes et 10 mineurs. Le 12 septembre, 167 personnes ont été déférées au parquet, attendant leur audience au dépôt du Palais de justice.

Et après ? Toujours la rage ! Ne rien lâcher !

Hélène Hernandez

Groupe Pierre Besnard

Un autre témoignage sur le 10 septembre à Paris à retrouver en ligne.

LYON [69]

Étions-nous « indigné-es » ?

Extrait de l'article accessible en ligne...

Le jour du blocage, tout semble se dérouler « comme prévu ». Deux membres de la FA aident à un blocage sur l'autoroute M7 pour très vite se faire disperser. Les piquets de grève se font et la manif' à la place Guichard prend place à midi. On y compterait environ 15 000 personnes. On remarque une bonne diversité de personnes, des lycéen.nes, étudiant.es et syndiqué.es. Il est aussi clair qu'une bonne partie des gens sont « prêts » à subir la répression qui doit leur tomber dessus. Seulement, les flics laissent se former trois manifestations sauvages (qui partent au sud et à l'est) qui arriveront à converger vers Guillotière, pour marcher sur la Presqu'île. On comprendra plus tard qu'une autre partie du cortège reste et se fait « nasser » à Guichard.

Par « chance », la police ne fait que « dévier » les manifestations sauvages tout en ciblant violemment les groupes qui se retrouvent isolés. On bloque « librement » la ville. On arrive avec des détours, à passer un pont et à atteindre Perrache. En direction de Bellecour, notre cher membre du CRML, fasciné par une discussion sur l'urbanisme, se retrouve cul-nu en première ligne avec un drapeau rouge et noir. Il se prend une grenade à ses pieds puis des gaz dans le nez.

D'ailleurs, dans cette rue, pendant un instant, nous sommes fières d'être les dernièr.es à faire flotter des drapeaux, aux côtés des totos, mais on avance en reculant. Car, dans la même rue, les porte-étendards « IFA – FA » sont aussi gazé.es, mais vite caché.es dans un bâtiment qui s'ouvre par chance devant elles.eux, un signe de Dieu... Ou de Satan, car une bourgeoise épeurée crie alors aux gauchistes dans sa propriété pour tenter d'avertir la police.

De l'autre côté, notre anarchiste espérantiste, drapeau « FA » à la main, ne réussit pas à bloquer seul la gare, il est gazé et chargé. Les cortèges sont pris en tenaille, du nord au sud. Ils se retrouvent dispersés sur la presqu'île, poussés jusqu'aux limites de la Saône (à l'ouest) et du Rhône (à l'est). Moment d'accalmie, les riches sont aux balcons et parlent de nous comme de la vermine, en rigolant : « Regardez, ils mettent des masques, tous des cas-seurs ces gauchistes ! ».

Par un heureux hasard, la liaison se retrouve aux quais de Saône. On range les drapeaux et on marche tout de même vers Bellecour. Mais cette fois-ci, on est à la recherche d'un café pour retrouver les copains et copines perdu.es... Comme par hasard, on remarque que la police nous attend là-bas. On arrive à se faire passer pour des passant.es jusqu'à ce qu'un gus lance une bouteille à nos côtés. Après une



bonne course, on arrive enfin à un café au-dessus de Bellecour, on abandonne. On y retrouve une équipe de bras-cassés arborant des blessures de guerre : coup de matraque et t-shirt arraché. On finit par partir. Une manifestation festive à Charpenne nous permet d'apprécier un instant de calme. On sait que des gens continuent d'embêter la police un peu partout.

Une dernière expérience est faite par notre membre le moins fatigué. Une assemblée le soir même réunit jusqu'à 2000 personnes sur les quais de Saône. Mais, par manque de matériel sonore, l'expérience est mitigée. Il en ressort des critiques et des commentaires sur la journée, et de l'espoir pour la suite... Elle finira par se faire gazer aussi à cause d'un gus et d'un feu d'artifice pointé malencontreusement en direction des forces de l'ordre...

Crabi

mandatée porte-étendard « IFA-FA »
pour la liaison commune de Lyon
[FA69]

TOULOUSE [31]

Colère noire dans la ville rose

Sur Toulouse, blocages en tout genre (rocade, ronds-points, lieux commerciaux, facs, lycées...) dès 6 h du matin. Tous tenus au mieux quelques heures à cause d'une répression intense et violente. Les Forces de l'ordre ont assiégé le lieu qui servait de cantine et garde d'enfants avec lacrymo et contrôle systématique. Confiscations particulièrement ciblés sur le matériel de protection et médical. À midi, il y avait déjà plus d'une soixantaine d'interpellations. ●●●





UN SOULÈVEMENT PROGRAMMÉ ÉCHOS DU 10 SEPTEMBRE



●●● L'après-midi, grosse manifestation hétéroclite avec 30000 personnes annoncées.

Grosse répression policière en fin de cortège de nouveau.

Journée riche en événements mais où on a encore vu la volonté du gouvernement de mater violemment la contestation sociale légitime.

Bitch

Groupes Libertad et Nomade

AUBENAS [07]

Ce n'est qu'un début

Cela fait plus d'un mois qu'à Aubenas nous nous réunissons pour préparer le 10 septembre et la suite. Dans mon groupe, défini comme anti-fasciste, antiraciste, antisexiste, anti LGBTphobes, queer et contre les réponses oppressives aux personnes qui ne pensent pas comme nous, nous prenons les décisions au consensus.

Le 10, nous étions plus de 1000 à Aubenas, la plus grosse mobilisation de Drôme-Ardèche. Nous avons bloqué un important rond-point dès 7h00, puis, l'après-midi, nous avons réussi à investir plusieurs commerces (Burger King, Kiabi, Fnac, Intermarché) qui ont fermé par peur de dégradations.

Le 11, nous avons voulu bloquer un autre rond-point, mais les keufs étaient déjà sur place (à 8h00) et nous n'étions pas assez nombreux.

D'autres actions sont programmées. Nous ne lâcherons rien. Notre but, clair et revendiqué, est la fin du capitalisme et l'autogestion de nos vies.

Gilles

Aubenas

ESSONNE [91]

On a un peu bloqué...

À l'exception des « toutologues » qui, sur n'importe quel sujet, s'autorisent à intervenir en direct sur les chaînes d'info en continu, il est bien difficile d'analyser à chaud un événement, surtout quand on y a participé. Donc, pas d'analyse ici, mais plutôt une forme de témoignage.

L'appel à « tout bloquer le 10 septembre » est né dans les profondeurs des réseaux sociaux et probablement d'un « collectif citoyen » plutôt souverainiste dit-on. La mayonnaise a pris et c'est du côté de ceux qui se reconnaissent à gauche du souverain que l'appel fit flores. Le Premier ministre, celui d'avant, celui de maintenant, tel Ubu proposant de régler à sa sauce les problèmes de *phynance* (on dit « redresser les comptes publics » en français comme il faut), ayant bien aidé à allumer l'étincelle lorsqu'il demanda un peu d'efforts à certains Français (pas les riches, non les autres...).

Notamment avec quelques bonnes idées conformes à la doxa libérale : et vas-y de supprimer des jours fériés, et vas-y de réduire encore le nombre d'emplois publics, de geler le barème des prestations sociales.

Bref, n'en jetez plus ! Tout ça en a énervé plus d'un : les anarchistes en furent.

Ici, en Essonne, comme ailleurs, les AG se sont construites autour du groupe proche du site « *Indignons-nous* » (<https://indignonsnous.fr/>). On pouvait observer, dans l'organisation du départ, l'action de militants locaux aguerris, membres d'officines politiques connues. Mais ce serait faux

de dire que le mouvement était uniquement mené par une organisation politique. Pour les AG auxquelles j'ai pu participer, le fonctionnement était, mine de rien, relativement proche de ce que certains d'entre nous préconisent : tours de paroles respectés, comptes-rendus conformes aux décisions, recherche active de consensus, vrais débats sur les boucles *Telegram*. À ce propos, la place prise par les réseaux sociaux, dans l'émergence de ce type de mouvement social, étant un point qu'il faudrait, je le reconnais, étudier avec un peu plus d'attention.

Bref... au final, le 10 septembre, on décida d'aller :

> Soit manifester à Évry, avec les syndicats, entre la Préfecture et les locaux du MEDEF (passionnant... mais on ne sera pas moqueur, car là-bas, ils mirent aussi en avant la situation des sans-papiers qui bossent dans certaines boîtes du coin sans être pour autant régularisés).

> Soit aller rejoindre un piquet de grève qui s'installait devant les entrepôts d'Amazon : des gens courageux s'y étaient mis en grève. C'est là que j'allais. Le soutien apporté par quelques 200 à 300 personnes fut apprécié.

Le dispositif policier étant plutôt bien présent, les drones bien actifs... nous ne pûmes aller bien loin. La cantine militante organisée promptement fut efficace. Nous eûmes même un incendie local, dû à l'intervention courageuse des policiers de la Compagnie républicaine de sécurité, qui grâce au jet de leurs lacrymogènes mirent le feu au champ d'à côté (en fait, nous n'avions pas compris qu'ils étaient solidaires avec le mouvement). Radio libertaire, avec son émission dédiée, eu droit à un direct de Brétigny... écouté localement, car plusieurs personnes y ont ensuite fait référence !



Ça, c'était le 10 septembre qui se termina par une AG un peu chaotique, signe positif justement : personne n'était à la manœuvre pour organiser la suite.

Aujourd'hui (cet article étant rédigé le 11 septembre), une opération « parking gratuit » a été organisée au Centre hospitalier sud francilien... L'accueil de la part des visiteurs était, on s'en doute, hyper favorable. Car, pour tout le monde, payer pour aller voir un proche hospitalisé... c'est vraiment inacceptable et c'est bien le symptôme d'une société malade et gangrenée par le capitalisme...

La suite? Certains veulent attendre le 18 septembre, d'autres souhaitent rebondir vers d'autres actions... on verra bien! En tout cas, Gilets jaunes, mouvement des retraites, « 10 Septembre » et peut être une suite... certains ne courbent pas l'échine. Les anars sont de ceux-là.

Éric Gorgon
Évry-Corbeil



CHANSON DE MANIF

Anarchistes, on est là !

On est là, on est là
Pour la révolution sociale, nous on est là
Les gouvernants faut les virer
Surtout pas les remplacer
Car le pouvoir est maudit
Vive l'Anarchie !

On est là, on est là
Le fascisme est un poison, danger mortel
Pas d'fachos dans nos quartiers
Pas d'quartier pour les fachos
Mettez vous bien ça dans l'crâne
No pasaran !

On est là, on est là
Les mauvais jours finiront, cré nom de nom
Plus d'patrons pour les prolos
Tout l'pouvoir au populo
La Commune reflleurira
Vive la Commune !

Anarchistes, on est là
La liberté, la justice en étendard
Sous les plis du drapeau noir
Changeons le cours de l'histoire
Et faisons de notre Terre
Un monde libertaire !

Franck Plazanet

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Le Commun(A)rd

Bulletin édité par le Groupe La Sociale (Rennes), adhérent à la Fédération Anarchiste. www.falasociale.org / Septembre 2025 - N° 33

Leur violence
est sans limite !

Le patronat et l'Etat, toujours à ses ordres, ont décidé d'une cure d'austérité pour les pauvres à hauteur de 44 milliards mais avec une augmentation pour faire la guerre, de +7,5 milliards d'ici 2027 !

Cette dette qu'ils agitent en épouvantail n'est pas la nôtre. Les travailleurs et travailleuses ne décident en rien de l'usage des richesses qu'ils ont créées. C'est l'Etat qui a décidé en 2024 de donner 211 milliards de notre argent aux grandes entreprises privées. Par notre travail, nous avons en plus enrichi de 98 milliards € de dividendes les actionnaires du CAC40. La France n'a jamais été aussi riche : Selon OXFAM, 8% de la fortune des milliardaires français suffiraient pour financer les 44 Milliards de Bayrou ! Mais pour fabriquer des riches, il faut bien prendre aux pauvres !

En Septembre, bloquons quoi ?

En 2018-2019, nous avons occupé les ronds-points les samedis pour plus de justice sociale et de démocratie. Le gouvernement décida alors de mesures de défiscalisation et d'exonération de cotisations sociales qui ne coûtèrent rien au Patronat. L'Etat devait publier les cahiers de doléances des GJ et du grand débat national, il n'en a rien fait. En 2023, nous avons manifesté et fait grève contre la retraite à 64 ans. Les grèves n'étaient pas assez puissantes, et l'intersyndicale nous emmena sur 14 journées d'action saute-mouton pendant 6 mois. Résultat : le Patronat et l'Etat ont gagné leur contre-réforme des retraites. L'appétit de profits du grand patronat est sans limite.

Lors des mobilisations sociales et environnementales, la répression va grandissante. Rien d'étonnant : l'Etat avec sa justice, son armée, sa police, est là pour faire respecter l'ordre des riches. Alors que les services publics sont exsangues, le gouvernement veut préparer les Hôpitaux à accueillir des blessés de guerre. Se pourraient-ils qu'ils soient victimes des blindés de la gendarmerie utilisés à Stc-Solinc en 2023 ou aux Champs Elysées en 2018 ?

De quel pouvoir disposons-nous ?

L'Etat est un problème et pas une solution. Ne rien attendre de bon des partis politiques. Le 8 septembre, les vieux briscards de la gauche sont prêts à participer à l'opération de passe-passe de Bayrou : Le PS et ses alliés, jamais en manque de tripotouillages, a proposé le 30/08 de participer au gouvernement en faisant 14 la protection sociale. Leur de la grande hucherie de service de la bourgeoisie chefs de partis ont en ligne de la présidentielle de 2027.

C'est parcequ'ils ont peur fait voter la confiance au proposé une autre date de le patronat ont domestiqué les confédérations syndicales.



milliards d'économies, dont 5 milliards sur gouvernement d'union sacrée, comme lors 1914-1918, c'est l'unité des politiciens au contre les intérêts des travailleurs. Les mire les élections municipales de 2026 ou Miroirs aux alouettes !

de la mobilisation du 10 Sept. que Bayrou gouvernement le 8 et que l'intersyndicale a mobilisation au 18/09, preuve que l'Etat et

Comment s'organiser et lutter ?

Puisque c'est l'économie et la finance qui décident, il faut s'attaquer à l'épaisseur de leur portefeuille. Comptons sur nous-mêmes, militants de base, en particulier dans les syndicats. Nos actions doivent sortir du spectacle des vitrines cassées, de l'adrénaline des flics caillassés et de l'indignation en ligne ou devant la TV. Comme la richesse est créée sur le lieu de travail, c'est le travail qu'il faut arrêter par la Grève. Le blocage économique et financier passe par la grève. Pour qu'elle commence à peser, la grève doit être massive et longue. Des caisses de grève peuvent aider à tenir dans la durée.

Soyons impossibles, Réalisons nos exigences.

Exploités, faisons-nous confiance dans le cadre de la lutte collective, autour de nos intérêts communs. Dans le cadre des AGs Interpro, de Zone Industrielle, sur les piquets de grève, à l'entrée des entreprises ou AG de Syndicats [infos sur <https://indignonsnous.fr>] regroupons-nous, discutons de nos salaires, conditions de travail et de vie, Sécurité Sociale... et de la stratégie pour les défendre. Un long travail de discussion pour décider des modalités d'action, et surtout des objectifs à atteindre : la réappropriation de nos moyens de subsistance, pour décider démocratiquement d'un ralentissement planifié de l'économie, respectueux des humains et du vivant. Décidons de ce que nous devons produire pour satisfaire nos besoins.

Contre le chaos capitaliste organisé par l'Etat, et cette déclaration de guerre faite aux pauvres, débloquons nos Imaginaires, réinventons notre commun, faisons-nous confiance à la base sans les profiteurs de nos luttes. C'est maintenant et demain, dans la rue, dans nos tafs, sur les blocages que nous pouvons changer la soumission aux capitalistes en courage et en dignité.

Le drapeau pirate du manga « One Piece » est en Indonésie depuis plusieurs mois le symbole de la lutte du peuple contre l'Etat corrompu de ce pays d'Asie de 284 millions d'habitants. Il vient d'être interdit par le pouvoir dans l'espace public.

LYON

BAKOUNINE ! AU S'COURS !

LOIRE [42]

Bloquons tout !

La mobilisation a été assez forte dans la Loire. Le blocage de la gare de Châteaueux à Saint-Étienne n'a pu se faire, malgré l'espoir (une rumeur ?) suscité par les cheminots de SUD-Rail, mais le rassemblement matinal s'est transformé en manif qui, au cours de la matinée, a agrégé des centaines de personnes (quatre mille environ), passant par le site universitaire de Tréfilerie bloqué par des étudiants. La contestation du génocide à Gaza y a été vive.

Les trams n'ont pas pu circuler pendant une large partie de la journée. L'AG du 10 au soir, qui a rassemblé plus d'une centaine de personnes, a résumé la diversité des situations (et des profils sociologiques), notamment entre ceux qui veulent des blocages ou des boycotts à tout prix et ceux qui prônent la grève générale expropriatrice. La première tendance l'a emporté grâce aux jeunes, au grand contentement de l'UL-CGT présente comme « agent protecteur » et bien que malmenée par sa base dont certains menacent de déchirer leur carte en cas de énième manifestation traîne-savates comme celle, plus « officielle », qui eut lieu dans l'après-midi.

L'AG compte beaucoup sur les gaziers qui sont en grève, mais ceux-ci sont peu nombreux et doivent compter sur leur propre problématique. Le mouvement doit se poursuivre samedi par un blocage et une manif. Beaucoup de gendarmes, de policiers et de CRS, mais, pour le moment, pas de répression forte. Cela n'a pas été le cas à Montbrison où les forces du désordre établi ont dégainé d'entrée les lacrymos. On ne rigole pas dans la cité où a été exécuté Ravachol.

Groupe Nestor-Makhno (42)

Le jeudi 28 août dernier s'est déroulée à Lyon la cérémonie d'inauguration d'une plaque commémorative du « Massacre de la Guillotière » (30 avril 1871), chapitre final de l'épisode insurrectionnel de la Commune de Lyon (1870-1871)¹.

La célébration a été organisée au beau milieu de la semaine, place Gabriel Péri, située dans le quartier de la Guillotière (8e arr.). Ce projet était à l'initiative notamment d'Alain Bujard, membre de l'Institut d'Histoire Sociale (IHS) de la CGT, et de Pierre Girod, président de la fédération du Rhône de la Libre pensée – deux camarades qui ont par ailleurs impulsé la création de l'association des *Amis de la Commune de Lyon*.

L'un de leurs projets était de faire accrocher une plaque à la façade du bâtiment qui fut, à l'époque, la mairie dudit quartier – aujourd'hui tristement occupée par une certaine chaîne de fast-food. Cela faisait plusieurs années que ça traînait dans les cartons. La mairie bottait en touche, tournait autour du pot, faisait la moue... Mais voilà, c'est maintenant chose faite, notamment grâce à une « souscription populaire ». Et ça aurait pu être une très bonne chose... Sauf que.

Tout commence par une invitation...

Dans toute cette histoire, nous, compagnes et compagnons de la dûment nommée liaison « Commune de Lyon », avons été poliment convié-e-s par les organisateur-ice-s de l'événement. En effet, un courrier reçu invitait « l'ensemble des orga-

nisations se réclamant des idéaux démocratiques et sociaux de la Commune » à prendre part à la cérémonie.

Commençons par dire, avant toute chose, que nous leur en sommes sincèrement reconnaissant-e-s. Nous apprécions très certainement la démarche consistant non seulement à donner davantage de visibilité aux événements de la Commune de Lyon et au massacre de la Guillotière, mais également – a fortiori en tant qu'anars – à cet épisode insurrectionnel dans lequel les fédéralistes comme Bakounine, en personne, ont tenu une place si importante.

... que nous avons poliment déclinée

Alors, forcément, on se s'rait bien fait amâter par l'idée d'y participer, il faut le dire. On a même un peu barguigné. Puis on a finalement décliné l'invitation – courtoisement, bien entendu. C'est pas qu'on fait la bobbe, ou qu'on avait la cagne d'y aller, ça non !

On avait un certain nombre de raisons à cela. C'était principalement une question matérielle : pour les prolos bien cortiauds que nous sommes, pas possible de se libérer en semaine, à une telle heure. On avait ●●●



LYON BAKOUNINE ! AU S'COURS !

●●● laissé la gâche aux retraité.e.s, aux dilettantes et aux élu.e.s de la République².

C'était également une question de principe : il faut quand même avouer qu'on trouvait très fortement déplacé que la cérémonie puisse se dérouler sous les « bons auspices » de M'dame la maire et de sa tierce républicaine. On comprend, certainement, que ce soit à elle qu'incombe l'autorité d'approuver la pose de cette plaque. C'est malencontreux, mais c'est comme ça. Mais on ne souhaitait pas pour autant cautionner la présence d'élus.e.s de la République à la commémoration d'un massacre orchestré par ce qu'ils entendent justement représenter. Y'avait même la députée de la 1^{re} circonscription ! Quelle gandoise...

Une bien belle gognandise !

Tout de même, on avait mandaté sur place notre meilleure pigiste. Troquant son habituel drapeau noir pour une fausse moustache, un trench-coat et un journal (local) percé, elle s'est mélangée aux quelques mirons présents pour observer la scène en tapinois.

La flicaille avait eu la courtoisie de déplacer de quelques mètres l'estafette habituellement stationnée devant le fast-food. Sûrement pour ne pas gêner les mirettes des badauds. Une humble contribution à la solennité du moment. Enfin, elle n'était pas bien loin non plus. Ne sait-on jamais, qu'un.e communiste bambanant dans l'quartier débaroule à l'improviste...

La plaque, elle-même, qui se retrouve par ailleurs affublée d'un bien vilain QR-code, est relativement sibylline³. Elle annonce un « massacre des citoyens », sans révéler *par qui* ni *sous les ordres de qui*. Seul un petit *pourquoi* un peu énigmatique : suite « à la nouvelle loi électorale qui leur interdisait d'élire leur maire ». Au festival des formulations malhonnêtes – pour ne pas dire presque révisionnistes –, c'est le pompon!⁴

Plus saugrenu encore, elle s'était



retrouvée flanquée tout du long, de part et d'autre, de deux étonnants porte-étendards... De bien drôles de zigues ! À sa gauche, un piaf tout de noir vêtu, arborant un drapeau tricolore du « groupe Rhône et Région » de la « Fédération nationale des blessés multiples et impotents de guerre ». À sa droite, calot noir bardé de pins vissé sur l'potiron, un zèbre qui brandissait le drapeau jaune et bleu des « diables bleus de Lyon », une amicale d'anciens chasseurs alpins⁵. La bonne ambiance !

Non mais quelle idée, symboliquement, de cadrer d'une présence militaire – quelle qu'elle soit –, une plaque commémorant le massacre de révolutionnaires par... les forces armées républicaines ? Comme si la présence de M'dame la maire et de son adjointe n'était déjà pas d'un goût assez douteux comme ça.

Finalement, aucune référence aux fédéralistes, ni même à l'ours russe ; contextualisations historiques arides ; gloussements de M'dame la maire, toute niguedouille, pendant la lecture des noms des victimes ; pauses photos tout sourire pendant la minute de silence... c'était bien bugnon !

Si c'était à r'faire...

L'un dans l'autre, on aurait pu s'réjouir qu'une plaque commémorative ait été installée dans le quartier. Une *belle* plaque, sans affreux QR-code, qui ne soit pas vidée de toute substance politique au point d'en être lacunaire, et qui ne soit pas révélée par des genuflexions répu-

blicaines. On espère que cette acrobatie électorale, réalisée par une professionnelle, profitera bien à M'dame la maire. Enfin... au moins en attendant la prochaine insurrection dans le quartier de la Guillotière !

Quoi qu'il en soit, on y s'ra, nous, à la plaque ! Pas quand M'dame la maire le voudra, mais quand il le sierra : le 30 avril 2026. Pour les drapeaux, prévoir du noir et du rouge, préférablement. Élu.e.s de la république, prière de s'abstenir !

Liaison Commune de Lyon (FA69)

1. Pour plus de détails sur l'histoire de la Commune de Lyon, se reporter à l'excellent ouvrage de Matthieu Rabbe, *Les communistes à Lyon* (Atelier de Création Libertaire, 2015). Voir également les deux articles publiés sur le sujet dans le *Monde libertaire* n°1871 (avril 2025).

2. Nous suspectons la maire d'avoir choisi un jeudi pour faire sa retape politicienne, bien tranquillement, en prévision des élections municipales prochaines. Le quartier est certainement plus calme, moins hostile à son égard qu'il l'aurait été un samedi. Pas folle la guêpe !

3. Avant d'être révélée au public, la plaque avait été recouverte d'un drapeau carré bleu et rouge, de type pavillon marin alphabétique « écho », dont la signification nous échappe.

4. Nous passerons sur le fait que la plaque annonce un nombre de victimes très discutable de « 30 à 50 morts ». Voir Rabbe (2025), p. 91.

5. Amicale affiliée à la Fédération Nationale des Amicales Chasseurs (FNAC).



HABEMUS CRAPULAM À SAINT-MARTIN-DE-BOSCHERVILLE (76), UN DANGEREUX CURÉ TRADITIONALISTE

“Suicidez-vous jeune, vous profiterez de la mort.”

Pierre Desproges
Vivons heureux en attendant la mort

L'abbaye Saint-Georges de Boscherville en Seine-Maritime est devenue un repaire de dangereux prédateurs qui a comme curé en chef un histrion totalement décomplexé et allumé, un certain Henri Ducono¹.

Un curé artilleur

Le lieutenant artilleur Henri Ducono sort de Saint-Cyr puis entre en religion avec armes et rangers pour se faire curé. Il ne retire pas ses rangers, mais fait de la parole une arme diabolique et anesthésiante. Certes, elle ne tue pas mais elle est terriblement efficace et contribue à l'abrutissement des individus.

Il effectue son séminaire à Rome. Il sera titulaire d'un doctorat de théologie fondamentale et dogmatique qui fera de lui un curé traditionaliste et réactionnaire. Il enseigne au campus de Rouen de l'institut catholique de Paris.

Des prêches et des homélies plus que réactionnaires

Outre la pratique de la messe plutôt traditionaliste (il officie dos aux fidèles et non face à eux), il n'hésite pas dans ses prêches et homélies à reprendre tous les mensonges contre la contraception et l'avortement, de même que tous les délires sur les lois régissant ou devant régir la « fin de vie » au nom bien sûr de la défense de la vie humaine.

Il n'hésite pas à interpréter les textes et à passer sous silence les crimes de son Église au nom de son Dieu tout puissant.

Un peu plus de tenue, Monsieur le Curé/artilleur Henri, car le passé et le présent de ton Église ne plaident pas en ta faveur. À ta place, je ferais profil bas.

En ce qui concerne la valeur de la vie humaine, pendant des siècles et des siècles, ton Église n'y a attaché que peu d'importance. La religion catholique dont tu es un représentant sur cette terre a été et est encore la plus criminelle de l'histoire.

À ce que je sache, ton Église ne s'est jamais repentie, pas plus qu'elle n'a demandé pardon à ses victimes. Pourtant, la liste de ses crimes et de ses forfaits (égorgements, tortures, viols, lapidations, meurtres, pendaisons, sorcières mises au

bûcher...) est longue et jalonnée de milliers et de milliers de morts. Tout cela au nom de votre Dieu unique et surtout sur fond de racisme et de totalitarisme.

Crimes, crimes, crimes...

Vous avez pratiqué pendant des siècles et des siècles sans état d'âme :

> **l'antisémitisme** : vos évangiles qui inspirent votre religion, le christianisme, sont antisémites. Pendant plusieurs siècles, l'antisémitisme religieux a fait des milliers de morts, en principe jusqu'au Concile Vatican II, à la suite de la Shoah.

> **l'esclavage et le colonialisme** : vous vous êtes appuyés sur le christianisme et la Bible pour justifier votre participation active à la traite des Noirs et au marché triangulaire pendant au moins 4 siècles. Avec à la clé plusieurs millions de morts.

> **les déicides** : vous avez contribué à éliminer tous les dieux des autres religions sur l'ensemble de la planète, en faisant des milliers de victimes pendant plusieurs siècles.

> **la guerre aux hérétiques** : pendant des siècles, l'Église n'a eu de cesse d'éliminer tous les soi-disant hérétiques et a fait des milliers de victimes.

> **les croisades** : les papes ont lancé des croisades, agressions contre les musulmans qui ont fait des milliers de victimes pendant deux siècles.

> **les guerres dites de religion** : le catholicisme a fait la guerre aux Cathares, aux Albigeois, aux Vaudois pendant un siècle. Cela s'est soldé par des milliers de victimes.

> **l'inquisition** : les papes ont institué l'Inquisition et la torture. Les dominicains ont été leurs bras armés. Ils ont torturé, massacré et brûlé vifs des milliers d'innocents, pendant 6 siècles.

> **la chasse aux sorcières** : le christianisme a torturé et brûlé vives plus de 100 000 femmes durant 2 siècles.

> **les guerres de religion** : les catholiques et les protestants se sont entretués par dizaines de milliers durant deux siècles.

> **la grande excommunication** : le pape et le patriarche ont excommunié tous les chrétiens de la planète (ceux qui mettaient en doute les vérités bibliques) pendant 911 ans. Le pape Paul VI et le patriarche Athénagoras ont mis fin à cette ineptie en 1965 qui a fait pendant 9 siècles plusieurs milliers de victimes.

> **les deux Guerres mondiales** : les protestants et les catholiques ont cautionné ces deux guerres qui ont fait plus de 60 millions de victimes pendant près de 10 ans.

> **le massacre des Serbes** : en 1941, des Croates catholiques ont exterminé sauvagement 400 000 Serbes orthodoxes.

> **le génocide du Rwanda** : des catholiques se sont

ATTENTION



AUX ROBES NOIRES

entretués pendant plus de trois mois avec pour résultat plusieurs dizaines de milliers de victimes.

> **les menaces de l'enfer** : le christianisme a terrorisé des millions de chrétiens, et notamment des enfants, avec les menaces de l'enfer s'ils se comportaient comme des mécréants (des mauvais croyants). Le bilan est des milliers de victimes et ce, pendant des siècles et des siècles.

> **la misogynie** : le christianisme a humilié, maltraité les femmes en les ravalant pendant des siècles au rang d'esclaves et continue aujourd'hui à faire d'elles ses souffre-douleurs. Les victimes se comptent par centaines de milliers.

> **la pédophilie** : c'est quasiment une institution au sein de l'Église. Les prêtres, les curés, les évêques, les archevêques peuvent violer les enfants et continuer aujourd'hui sous la protection de la très sainte Église. Cela dure depuis plus de 20 siècles et continue à faire des centaines de milliers de victimes de par le monde.

> **la persécution des homosexuels** : le christianisme a torturé et tué, tout comme le nazisme, les homosexuels. Cela continue et dure depuis plus de 20 siècles.

Tous ces faits vérifiables n'ont pas arrêté le bras des assassins, tant s'en faut. L'Église continue à faire de ces criminels des saints en les canonisant.

Face à autant d'hypocrisie, on ne peut pas rester silencieux. Le silence rend complice. C'est pourquoi, je continuerai à dénoncer les pratiques mortifères de l'Église catholique (sic).

Justhom

Groupe de Rouen

1. Le nom de famille du triste individu a été changé...

FAITS D'HIVER LETTRE OUVERTE À M. LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TARBES

Mardi 2 septembre 2025, votre tribunal a eu à juger Thimothée Esprit, militant syndicaliste CGT salarié de l'entreprise Toray-CFE (géant de la fibre carbone) sur son site de Mourenx en Béarn. Cette entreprise, après l'avoir déjà licencié pour motif politique et s'être faite renvoyée dans les cordes, a remis le couvert. Thimothée, en effet, vient de nouveau d'être licencié pour avoir rencontré Georges Ibrahim Abdallah, lors d'un parloir, à la prison de Lannemezan. On ne voit pas le rapport avec son boulot.

Mais bon !

Signe des temps en ce temps où le signe est roi, les pouvoirs et les patrons osent tout et ne se sentent plus pisser de morgue et d'arrogance.

Le verdict sera rendu le 16 septembre 2025.

Peut-être Thimothée ne sera-t-il pas condamné ? Mais sait-on jamais ?

Dans l'hypothèse où il le serait, je vous demanderais de bien vouloir faire passer ce courrier à votre collègue, le procureur, qui a cru bon de juger opportun la tenue d'un tel procès.

Pourquoi ?

Et bé, c'est simple. Moi aussi j'ai rencontré Georges Ibrahim Abdallah lors d'un parloir à la prison de Lannemezan. Et, circonstance aggravante, il m'a même offert un café.

Dans ces conditions, eu égard à l'article machin de je ne sais quel code exprimant haut et clair l'égalité des citoyens devant la loi, si Thimothée était condamné et son licenciement validé, je demande, moi aussi à être licencié.

Mes coordonnées figurent sur l'enveloppe timbrée ci-jointe (je ne voudrais pas accentuer le déficit du budget de l'État) pour une réponse. L'adresse de mon employeur : Ministère de l'Éducation nationale service des retraites.

Oui, je sais, pour l'heure, les textes ne permettent pas de licencier un retraité. Mais, en cherchant bien, on doit bien pouvoir trouver un texte datant de l'époque du Maréchal ou de Clovis, le permettant.

J'ai toute confiance en la « Justice » de mon pays à ce propos.

Jean-Marc Raynaud

CRISE DE FOI UN LONG CHEMIN DE CROIX !

Samedi 6 et dimanche 7 septembre 2025, plus de 1 400 pèlerins peu ordinaires ont participé à l'année jubilaire de l'Église à Rome. C'est la première fois qu'un tel événement est inscrit au calendrier officiel de l'année sainte, signe d'une évidente « ouverture » du Vatican aux questions LGBTQIA+.

Entre le pèlerinage des chorales, celui des médecins ou celui du diocèse italien d'Ascoli Piceno, il y avait, en effet, celui de *Tenda di Gionata*, association italienne qui promeut « une meilleure acceptation » des homosexuel·les au sein de l'Église. Une « meilleure », on peut voir les choses comme ça. Quant à « acceptation », c'est osé. M'enfin, si certains considèrent qu'il s'agit là d'une grande victoire pour les homosexuel·les chrétien·nes, que le diable ne les emporte pas pour autant !

Sans vouloir offenser qui que ce soit et, donc, encore moins les homosexuel·les chrétien·nes qui, comme les pas chrétien·nes, se bagarrent contre les discriminations dont ils et elles sont victimes, on voudra bien, cependant, me pardonner deux remarques.

La première, c'est que, les chiens ne faisant pas des chats, j'ai du mal à « croire » qu'une institution fondée sur la répression de la sexualité, sur le sexisme et éjaculant la pédophilie par tous ses porcs, puisse tolérer, autrement qu'à la marge de la marge que ses brebis et ses pasteurs puissent s'adonner à l'homosexualité. Mais, néanmoins, bon courage !

La seconde c'est que les discriminations dont souffrent les homosexuel·les, chrétien·nes ou non, ne tombant pas du ciel, il pourrait s'avérer utile de s'intéresser aux causes de tout cela. Les discriminations dont souffrent les homosexuel·les ne pourraient-elles pas s'inscrire dans une logique plus globale de discriminations en tous genres ? Les travailleurs et travailleuses exploités, les femmes victimes d'exploitation et d'oppression, les racisé·es victimes de racisme, les colonisé·es victimes des colonisations, les pauvres victimes des riches, les peuples s'entretenant victimes des nationalismes, les croyant·es de telle ou telle religion victimes des guerres de religion..., tout cela ne s'inscrit-il pas dans une même problématique politique, économique et sociale ? Celle de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être humain. Son nom : le capitalisme privé ou d'État.

Bref, toute lutte particulière contre un TOUT systémique ne pouvant déboucher que sur l'aumône de quelques réformes ou sur la compromission de quelques rats particuliers faisant leur trou dans le gruyère existant, peut-être



serait-il perspicace de, tous et toutes, se ranger derrière le même drapeau d'une lutte globale contre les causes des diverses exploitations et oppressions de l'être humain par l'être humain ?

En un mot comme en cent, mes biens chers frères, mes bien chères sœurs, c'est avec plaisir que nous souhaiterions vous appeler CAMARADES. Pour peu, bien sûr, que, tout en continuant à croire, vous optiez pour la capote plutôt que... pour la calotte !

Jean-Marc Raynaud

Compagnes et compagnons d'hier

Note sur Joséphine Le Bihan

« J'ai l'honneur de faire connaître à Monsieur le Commissaire Central que la nommée Le Bihan Joséphine, qui fait l'objet de la notice ci-jointe, habite Angers, rue Pierre Lise n°13 depuis le 24 décembre 1897, où elle vit maritalement avec le né Boulair Julien Joseph Marie, elle travaille régulièrement à la fabrique de M. Bessonneau, a deux enfants en nourrices âgés de 6 et 2 ans. Cette fille est de mœurs légères et sa conduite est mauvaise, elle ne parle pas de politique, cependant elle doit suivre son amant dans les conférences et partager ses idées. »

Angers, le 9 7bre 1898,
L'agent de la sûreté, Cuiard

Déniché par Julien Caldironi
individuel FA 49



DÉCLARATION DU PPAS SUR LES ÉMEUTES INDONÉSIENNES « EXIGEZ L'IMPOSSIBLE ! »

Déclaration de solidarité du Persaudaraan Pekerja Anarko Sindikalis [PPAS] (Confrérie ouvrière anarcho-syndicaliste), section indonésienne de l'AIT, au sujet des émeutes et manifestations antigouvernementales massives, ouvrières comme étudiantes, se déroulant actuellement dans la plupart des villes du pays. Lisez plutôt :

Le 5 septembre 2025

Nous dédions cette déclaration de solidarité à ceux qui furent assassiné·e·s par l'État : Affan Kurniawan, Andika Lutfi Falah, Iko Juliant Junior, Muhammad Akbar Basri, Rheza Sendy Pratama, Rusdamdiansyah, Saiful Akbar, Sarina Wati, Septinus Sesa, and Sumari. Éternels sous leurs noms, jamais réduits à de simples chiffres.

L'illusion d'une représentation populaire au Parlement s'est effondrée. Le Conseil Représentatif du Peuple (Dewan Perwakilan Rakyat Republik Indonesia, RPD), dans toute son impudence, passe son temps à élaborer des politiques qui écrasent le peuple et creusent davantage les inégalités sociales.

Alors que nous sommes de plus en plus nombreux·ses à être condamné·e·s par le capitalisme d'État à vivre dans la souffrance et l'exploitation, le Conseil révèle sa véritable nature parasitaire : il vit aux crochets de la sueur du peuple et se verse, avec nos impôts, des salaires obscènes, des sommes inimaginables pour la grande majorité.

La police, elle aussi, s'est démasquée comme n'étant rien d'autre que le chien de garde des élites dirigeantes et de l'État, répondant à la colère légitime du peuple par une brutalité sans retenue. Le meurtre du chauffeur de moto-taxi Affan Kurniawan, le 28 août 2025 – qui a mis le feu aux poudres d'une colère longtemps attisée par l'État –, n'a pas fait l'objet d'un traitement judiciaire, mais de matraques, de poings, de gaz lacrymogènes et de balles réelles, faisant des morts et des blessés graves en seulement quelques jours.

Le déploiement de policiers et de militaires, armés de leur arsenal et de la violence qui s'accompagne, renforce encore davantage la répression fasciste de l'État. Dans le même temps, l'État cherche à monopoliser la « vérité », en écrasant la liberté de la presse et en restreignant les réseaux sociaux qui diffusent des informations sur la colère du peuple et révèlent la corruption de l'État et de ses élites.

Cette répression s'accompagne d'arrestations arbitraires d'activistes – qualifié·e·s de provocateur·ice·s de la colère populaire –, de la détention de centaines de manifestant·e·s

et de la disparition de dizaines de personnes dont on ignore toujours le sort.

À travers cette déclaration, le PPAS crie sa condamnation de tous les instruments de répression étatique. Nous sommes en deuil et nous sommes en colère. Nous rendons hommage à toutes les personnes tuées par l'État lors des soulèvements survenus du 25 août au 3 septembre 2025. Nous restons d'une solidarité inébranlable à l'égard des victimes d'arrestations arbitraires et des personnes toujours portées disparues.

Par conséquent, le PPAS appelle à la justice pour tous·tes et exige :

1. la destitution du Parlement de son faux mandat de représentation;
2. la fin des arrestations forcées d'activistes et de manifestants;
3. la libération de ceux déjà emprisonné·e·s;
4. le retour de nos camarades toujours porté·e·s disparu·e·s;
5. le démantèlement et le désarmement de la police et de l'armée;
6. l'écrasement du fascisme étatique sous toutes ses formes de répression.

Que justice soit rendue à ceux à qui elle est due. Exigez l'impossible ! Car, en fin de compte, il ne reste que deux voies : celle de la victoire des opprimé·e·s et des exploité·e·s sous le capitalisme étatique – ou celle du triomphe des fascistes.

Le PPAS

(Traduit de l'anglais par Nicolas P.)





UKRAINE

LE VIOL EST UNE ARME DE GUERRE

Il est même aujourd'hui plus juste de parler de violences sexuelles liées aux conflits, selon la terminologie adoptée par les Nations Unies. Cette expression englobe non seulement le viol, mais aussi l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse ou l'avortement forcés, la stérilisation, le mariage forcé, ainsi que toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable. Elle s'applique aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons, dès lors que ces violences sont directement ou indirectement liées à un conflit armé.



Dans nos sociétés dites en paix, les violences sexuelles s'insèrent dans un système patriarcal structurel. En contexte de guerre, elles s'exacerbent au sein d'un système militariste et patriarcal, dans lequel elles deviennent des outils politiques, stratégiques et psychologiques. Il ne s'agit pas de violences « accidentelles », mais de tactiques de domination au sein de l'entreprise genrée qu'est la guerre. Est-ce là une manifestation du fait guerrier qui repose sur des logiques patriarcales de domination ou bien est-ce la manifestation, une fois les normes fragiles tombées, de l'impunité des hommes ? Sûrement les deux. Notons également que, dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne, notamment dans les prisons russes, les prisonniers - en grande majorité des hommes - sont victimes eux aussi de sévices sexuels.

En Ukraine, le silence de l'occupation

Depuis février 2022, l'armée d'occupation russe est coupable de violences sexuelles massives dans les territoires ukrainiens qu'elle a envahis. Ces actes sont utilisés à des fins de soumission, d'humiliation et de contrôle social. Loin d'être spontanés, ils s'inscrivent dans un projet de « russification » des zones occupées : passeportisation forcée, changement des programmes scolaires, imposition de la langue russe, rattachement des réseaux médiatiques à ceux de la Russie (qui implique une propagande intensive), imposition du rouble, installation de colons russes, traque des « opposants » (il suffit de liker un poste en soutien aux forces armées ukrainiennes sur les réseaux pour être inquiété en tant que « nationaliste ukrainien »), déportations d'enfants ukrainiens en Russie - c'est d'ailleurs pour cela, après avoir rapporté suffisamment de preuves, que la Cour Pénale Internationale a condamné les dirigeants russe et Poutine pour « crimes de guerre ».



VIOLS, ARME DE GUERRE MASSIVE
CARTES POSTALES DE DARIA ZYMENKO, ILLUSTRATRICE,
PHOTOGRAPHES, 2025

pour des survivant-es depuis 2019, cette organisation œuvre pour la visibilité des violences sexuelles liées au conflit, leur reconnaissance comme crimes de guerre, et la prise en charge psychologique et matérielle des victimes. Pour la dignité, la reconstruction individuelle et collective.

En travaillant en réseau avec les institutions ukrainiennes et internationales, SEMA-Ukraine rappelle que la justice pour les survivantes ne peut pas être un angle mort de la guerre – elle en est l'un des combats les plus essentiels. Elle milite par exemple pour une meilleure reconnaissance des victimes de violences sexuelles en Ukraine même, avec la mise en place de plus de moyens pour permettre de briser le silence et la réparation. Se pose alors la question : qui va payer pour les réparations ?

L'association milite également pour une reconnaissance de la responsabilité de l'État russe, dans un objectif de justice post-conflit. Dans tous les cas, l'Ukraine et les Ukrainien-nes souffrent du manque de moyens.

Du fait de la guerre, les conditions de vie deviennent de plus en plus précaires.

Du fait du reflux de l'aide internationale, notamment depuis le départ de l'USAID exigé par Trump en janvier dernier, les associations locales (souvent dépendantes d'un système de financement humanitaire international) peinent à mener à bien leurs actions. SEMA-Ukraine regroupe alors de véritables résistantes, contre le silence et pour la dignité.

David Gaillard-Bazylenko

Dans ce contexte, les violences sexuelles deviennent un outil parmi d'autres de contrôle du territoire et des corps, aggravé par un climat d'impunité totale. Personne ne contrôle les exactions des occupants russes. Le silence qui entoure ces violences n'est pas uniquement celui des victimes, il est aussi imposé par la peur des représailles et par la terreur d'une armée d'occupation.

Comme le rappelle la politiste étasunienne féministe Cynthia Enloe, la guerre est une entreprise genrée. Le corps des femmes devient un support de domination militaire, au même titre que le territoire. Le corps féminin est un butin de guerre (lorsque le viol est utilisé comme une forme de conquête territoriale et d'humiliation de l'ennemi), un symbole collectif (où la violence

sexuelle vise à briser la cohésion du groupe, à « souiller » une identité nationale, ethnique ou politique – le corps féminin est alors ramené à sa fonction maternelle), mais aussi une ressource affective, mobilisée pour « soutenir » les combattants (en plus des fonctions de soin ou d'assistance). Sur ce dernier point, on peut considérer que les femmes effectuent un travail de *care* qui n'est pas reconnu comme tel, comme le précise Daria Saburova dans son ouvrage *Travailleuses de la résistance. Les classes populaires ukrainiennes face à la guerre*, Éditions Croquant, 2024.

Soutenir les victimes et documenter les crimes : l'association SEMA - Ukraine

Face à ces crimes, l'association SEMA-Ukraine joue un rôle crucial. Créée par et





RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

NOM DE CODE : OPÉRATION BANGUI

L'Opération Bangui est une opération sanitaire secrète chapeautée par les autorités françaises et menée sur plus de mille soldats de la Garde Présidentielle du général André Kolingba, président de la République Centrafricaine (RCA).

Un contexte Françafricain et néocolonial

Depuis 1979, la France est souvent intervenue militairement en RCA. Ces interventions s'inscrivent dans une histoire de plus d'un siècle, d'abord celle de l'expansion coloniale française, puis le reflux de sa présence et ensuite celle de relations complexes souvent ambiguës. Bien que les troupes françaises aient quitté le territoire centrafricain en décembre 2022, Pascal Ianni, en poste depuis août 2024 au sein du commandement de l'armée française pour l'Afrique, un nouvel état-major créé à Paris, est chargé de coordonner les activités des armées en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Il a ainsi rencontré, le 10 juillet 2025, le ministre de la Défense centrafricain, Claude Rameaux Bireau, selon la feuille de route signée en avril 2024 par le président français Emmanuel Macron et son homologue centrafricain Faustin-Archange Touadéra. Ianni précise « *la volonté de revoir complètement le dispositif français en Afrique* », notamment à travers la fermeture de toutes les bases permanentes : une approche structurée autour de quatre axes, l'influence, l'anticipation, le partenariat et l'opération. Un pur néocolonialisme !

Ainsi, l'Institut Pasteur de Bangui a pu profiter du contexte colonial et

néocolonial et des réseaux de la Françafrique pour servir ses intérêts, et il s'agit aussi des intérêts de la France et des États dits « occidentaux » du Nord Global relatifs à la recherche médicale pour découvrir un vaccin contre le VIH dans une période de pandémie et de concurrence pharmaceutique internationale.

Une expérimentation vaccinale, raciste, homophobe et sexiste

Ce que nous découvrons c'est le concept d'« extractivisme » qui renvoie à un mode d'exploitation des ressources naturelles fondé sur l'extraction intensive et massive, généralement destinée à l'exportation vers les « pays développés » et dont le but économique est l'accumulation de capital. Ce concept s'applique à l'exploitation minière, pétrolière et forestière, mais aussi à l'extraction d'autres ressources biologiques et énergétiques. Dans le cas de l'Opération Bangui, l'« extractivisme biomédical » concerne les militaires centrafricains qui en furent victimes : leurs corps sous contrainte militaire et leurs esprits en tant que colonisés-es.

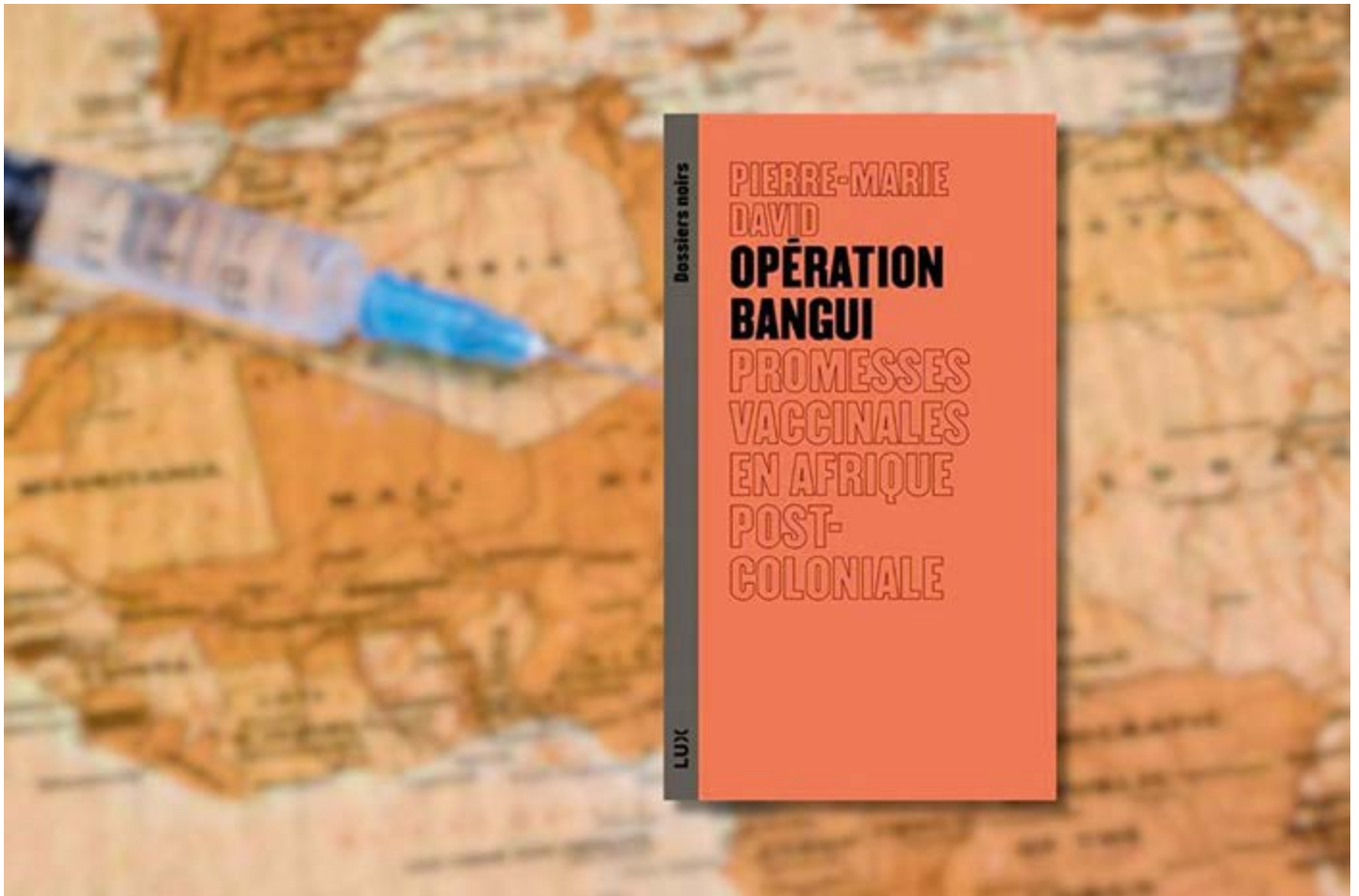
L'opération Bangui a été lancée à la fin des années 1980 par des scientifiques de l'Institut Pasteur en Centrafrique : la pandémie VIH y fait des ravages, et les autorités françaises craignent que les militaires français sur place ne s'infectent et rentrent en Métropole propager massivement le virus. Alors, dans le plus grand secret et sans leur consentement, le sang de militaires centrafricains et de femmes prostituées (appelées hôtesse dans les rapports officiels) est prélevé afin de définir les taux d'infection et de caractériser le virus. Le sang et les échantillons biologiques se muent en

ressources. Au sein de toute la population, ce sont les militaires qui ont le plus souvent recours à des femmes prostituées. Hors des documents officiels, afin de ne pas effrayer la population, ces femmes sont considérées comme « vagabondes sexuelles », valorisant ainsi les seuls militaires français et négligeant l'exposition grandissante des personnes centrafricaines au virus. Charles Hernu, ministre de la Défense français demande au Premier ministre Laurent Fabius une coordination afin de ne pas stigmatiser les militaires.

Cette recherche vise la préparation d'un essai clinique susceptible de déboucher rapidement sur un vaccin. « *Les cobayes africains contribuent à ce qui devait bénéficier principalement, in fine, aux populations du Nord et à l'industrie pharmaceutique* ». La condition *sine qua none* des chasses aux virus exige que la population locale, au contraire des expatriés, ne soit pas vaccinée : une « *politique postcoloniale dessinant une ligne de partage raciale* ». Ce projet d'« extractivisme biomédical » n'a abouti à aucun résultat. Mais il a probablement nourri la méfiance vis-à-vis des traitements, parfois expérimentés sur le continent africain hors de tout cadre éthique. Car c'est la guerre : honneur à celui, chercheur français, qui développera un vaccin avant les autres. Au diable l'éthique médicale exigée dans les pays occidentaux, là, en RCA, ce sont des Africains, transformés en objets de recherche, dans le plus grand des mépris, à l'heure où l'on véhicule l'idée que le sida c'est la maladie des 4 H, homosexuels, héroïnomanes, hémophiles, Haïtiens !

Le rêve vaccinal se brise ?

D'un côté, une pratique confidentielle des chercheurs, de l'autre, les autorités centrafricaines voulant éviter tout



scandale : le secret est partagé ! Les données recueillies sont évaluées en dehors de la RCA dans des laboratoires du monde occidental (France, États-Unis, notamment). La population testée reste conditionnée par son rôle d'objets de recherche. Les médecins centrafricains sont eux aussi négligés quant à leur apport à la recherche. Et « *la position centrale de l'Institut Pasteur dans la coopération médicale génère [...] des tensions avec des médecins centrafricains.* » Pourtant, le sida apparaît comme une opportunité, pour eux, de carrière et de ressource financière. Alors que la tension entre les aspects empiriques et rationnels de la recherche émergent au niveau

international, l'urgence de la pandémie impose des réponses.

Mais les vaccins expérimentés sont de plus en plus contestés au vu de l'absence de preuves scientifiques. En 1993, le président de la République change, c'est Ange-Félix Patassé qui est élu. En 1996, la cohorte des militaires testés se mutine : 9 morts, 40 blessés. Un mois plus tard, une autre mutinerie : 43 morts, 230 blessés. « *L'échec de la stratégie scientifique précède ainsi l'échec de l'organisation sociale et politique de la recherche à laquelle les mutineries ont mis un terme.* » En RCA, le rêve vaccinal se brise, mais le sida est découvert ! « *La santé requiert une lutte politique aussi obstinée et entêtée*

que la recherche vaccinale en Afrique postcoloniale », mais « *pour prendre, il faut aussi prendre soin* ». Belle leçon contre le colonialisme !

Hélène Hernandez
groupe Pierre Besnard

Mariama Keita
groupe Louise Michel

Émission *Pas de Quartiers*, sur Radio libertaire, le mardi de 18 h à 19 h 30 tous les quinze jours. Pierre-Marie David a été reçu dans *Pas de Quartiers* le 24 juin 2025 : https://www.groupe-louise-michel.org/?page=émission&id_document=1782
Émission *Femmes libres*, sur Radio libertaire, tous les mercredis de 18 h 30 à 20 h 30.



QUÉBEC

DÉJÀ UN AN POUR LE « CERCLE DES AMI-E-S DE L'AIT DE MONTRÉAL »!

RAPPORT DU GROUPE ANARCHO-SYNDICALISTE MONTRÉALAIS RECONNU COMME « INITIATIVE AIT DU CANADA »

Déjà un an pour le « Cercle des ami-e-s de l'AIT de Montréal »! Créé en août 2024, le « Cercle des ami-e-s de l'AIT de Montréal » a été lancé publiquement en octobre 2024 dans l'espace « Les Révoltes¹ » situé au-dessus de la librairie anarchiste *L'Insoumise* de Montréal². Les personnes présentes étaient curieuses de savoir ce qu'est l'AIT et s'étonnaient même de ne pas en avoir entendu parler avant.

Quelque mois plus tard, en février 2025, nous étions reconnus comme l'« initiative AIT du Canada³ ».

Dans nos principes, nous appelons l'AIT : l'*Association Internationale des Travailleuses-travailleurs* (épïcène); nous affirmons vouloir utiliser collectivement des outils de type FLOSS (Free Libre Open Source Software⁴); nous y affirmons aussi favoriser la diffusion en trois langues (français, anglais, espagnol). La page sur notre site Web qui contient nos principes est accompagnée des textes de réflexion qui offrent de bonnes orientations pour le futur.

Quelques événements

En plus des brochures d'introduction à l'AIT que nous avons préparées pour le lancement, nous avons diffusé au Salon du livre anarchiste de Montréal (mai 2025) une brochure regroupant deux textes d'histoire sur l'AIT (un par Eduardo Colombo et l'autre par Fidal Gorron Canoyra⁵). Il reste encore une brochure à venir à partir des textes de réflexion aussi disponible en ligne⁶. Nous avons par la suite organisé notre premier événement sur nos propres bases : une action symbolique pour souligner la révolution sociale libertaire du 19 juillet 1936. Nous y avons fait de belles rencontres. Tout le monde a fait valoir son intérêt pour reprendre l'initiative l'année prochaine étant donné le 90^e anniversaire du 19 juillet.

Notre projet commun

Comme il est écrit sur la page d'accueil de notre site Web et dans notre tract d'introduction : *présentement, nous proposons la formation d'un réseau local et international de mobilisation et d'action, de diffusion et d'autoformation, d'entraide et de solidarité pour l'émancipation collective par rapport à l'exploitation, quelle que soit sa forme : le salariat, le travail forcé ou encore l'esclavage moderne.*

Plus concrètement, dans la section « Solidarité » de nos principes, on peut lire que nous nous solidarisons avec les groupes d'expression anarchiste, avec les instances de la base ouvrière et que nous encourageons la formation de conseils autogérés sur les milieux de travail (qui excluent les cadres patronaux,



les cadres syndicaux et les cadres politiques). Cela signifie que nous ne voulons pas devenir des syndicats accrédités, mais plutôt alimenter un mouvement de lutte ouvrière décentralisé, mais fédéré, qui pratique la solidarité, l'action directe et l'autonomie de la classe ouvrière de type industriel (où tous les corps de métiers sont associés en assemblées horizontales autonomes qui délèguent des mandataires révocables).

Construction des relations internationales

Au-delà de cette construction locale, il ne faut pas oublier la participation à des efforts internationaux, comme le comité climat de l'AIT et la collaboration à la remise sur pied de l'Association Continentale Américaine des Travailleuses-Travailleurs (ACAT) qui souhaite regrouper tous les groupes AIT des trois Amériques⁷.

Le mot de la fin

Cette première année aura nécessité beaucoup de travail. Cela s'avère tout à fait normal étant donné que la construction d'un nouveau groupe n'est pas facile.

Il faut souligner que l'AIT n'est pas une maison-mère qui distribue des ensembles préconçus pour lancer sa franchise locale. Le fédéralisme qu'elle pratique offre une bonne marge de liberté locale, mais où tout doit en revanche être fait. L'expérience militante des membres fondateurs a donc beaucoup facilité ce travail et on peut compter sur un bon réseau de col-laborateurs-collaboratrices.

À noter qu'avec tout ce travail, pour ne pas nous brûler, nous avons décidé d'adopter une approche d'intervention qui cherche



QUÉBEC LIBRAIRIE L'INSOUMISE DE MONTRÉAL



un impact maximal de diffusion à partir d'une force de travail limitée.

Pour terminer, nous ne sommes pas « propriétaires » de l'AIT pour le Canada. Nous espérons obtenir une visibilité qui assurera que nos efforts de diffusion auront un impact où de nouveaux groupes se formeront sur les bases de l'AIT, ou encore où des groupes existants adopteront les principes, tactiques et finalités de l'AIT. Dans les deux cas, nous souhaitons une relation d'égal à égal avec ces groupes en s'associant sur des bases fédéralistes.

Cercle des ami.e.s de l'AIT de Montréal

1. Espace social autogéré, anti-oppressif, anarcho-féministe et queer « Les Révoltes » : <https://linktr.ee/espacelesrevoltes>
2. <https://insoumise.wordpress.com/>
3. L'AIT offre la possibilité d'être une initiative/contact, un groupe ami ou une section. Dans les trois cas, un groupe peut être un groupe de diffusion (propagande) seulement, ou un groupe de lutte et diffusion. Pour l'instant, le « Cercle des ami.e.s de l'AIT de Montréal » est un groupe de diffusion seulement.
4. Le cercle utilise Mastodon plutôt que Facebook, Instagram ou X. Nous avons des canaux de diffusion sur Telegram et Signal.
5. Brochure disponible en ligne : *L'organisation révolutionnaire internationale du prolétariat* de Eduardo Colombo (1996), historien anarchiste argentin ; *A.I.T., l'internationale inconnue (des origines à 1986)* de Fidal Gorron Canoyra (1986), alors secrétaire de l'organisation.
6. Sur cercleaitmontreal.org.
7. <https://www.acat-ait.org/> ; son journal est <https://continentalobrera.wordpress.com/>

De puis 1982, le 2033-2035 boulevard Saint-Laurent est un espace vital pour l'anarchisme à Montréal. À l'époque, des militantes et militants libertaires fondent l'*Association des espèces d'espaces libres et imaginaires* (AEELI) dans le but de mettre la main sur le bâtiment qui abrite, aujourd'hui, trois projets anarchistes : l'espace social autogéré féministe et queer *Les Révoltes*, la bibliothèque DIRA et la librairie *l'Insoumise*. L'AEELI a comme mission la diffusion des idées libertaires, notamment grâce au développement d'une librairie anarchiste à Montréal. Lors de la fondation de l'association, la librairie portait le nom *Librairie l'Alternative*, ouverte en 1973. Depuis les vingt dernières années, c'est la librairie *l'Insoumise* qui a pris le relais. Fondée en 2004, elle est ouverte au public six jours par semaine. Et, depuis 2005, la bibliothèque DIRA occupe le troisième étage de l'immeuble.

Les communautés qui fréquentent ce mythique bâtiment anarchiste sont nombreuses. Chaque année, des gens de partout visitent tant sa librairie que sa bibliothèque. Les anarchistes profitent énormément de ces lieux : on y organise régulièrement des activités, des projections, des célébrations et des fêtes.

Mais pour que le 2033-2035 boulevard Saint-Laurent demeure un centre permanent, accueillant et central pour le milieu anarchiste montréalais, il faut aujourd'hui effectuer les travaux nécessaires à sa conservation et à son rayonnement. Le bâtiment actuel a besoin de beaucoup d'amour et de travaux majeurs. La façade, la vitrine et le mur arrière du bâtiment, les fenêtres du deuxième et du troisième étage ainsi que la salle de bain de la librairie nécessitent d'importantes rénovations évaluées à plus de 200 000 \$.

L'Association des espèces d'espaces libres et imaginaires n'a toutefois pas les fonds requis pour y arriver seule. Elle doit aujourd'hui lancer un appel à votre soutien.

Pour assurer la pérennité de cet espace de vie, de joie, de colère, de manigances, d'organisation, de débat et de partage des connaissances, dont les trois étages et sa célèbre cour profitent aux communautés anarchistes, nous lançons un appel à la solidarité. Que ce centre de diffusion des idées libertaires, toutes tendances confondues, poursuive sa mission à jamais !

À la pérennité du plus vieil espace anarchiste de Montréal !

Solidairement,

**L'AEELI, la librairie l'Insoumise,
la bibliothèque DIRA et Les Révoltes.**

Voir un petit doc. Sur Youtube Un phare anarchiste à Montréal : 40 ans de luttes sur le boulevard Saint-Laurent <https://www.youtube.com/watch?v=jgiDS7tjRlo>

Pour soutenir :

Faire un don par chèque en euros au nom de *Association des espèces d'espaces libres et imaginaires* (AEELI) et l'envoyer au 2033 boulevard Saint-Laurent, Montréal, QC, Canada, H2X 2T3 en précisant « soutien pour les travaux ». Pour réduire les frais bancaires, faire un don via Paypal ou Zeffy en vous connectant au site <https://www.diffusionlibertaire.org/>





QUÉBEC

LE MOUVEMENT SOCIAL ET LIBERTAIRE AU QUÉBEC-

Le 17 mai dernier, des militants de la Fédération anarchiste ont participé au salon du livre anarchiste de Montréal.

Un salon qui existe depuis l'an 2000 et qui est organisé dans dans un Centre Social. 90 éditeurs, distros de zines, artistes et groupes ont tenu des tables.

Dans le même temps, des ateliers ont abordé, entre autres sujets, l'histoire de l'anarchisme révolutionnaire en Europe de l'Est et en Amérique latine, l'intelligence artificielle, une analyse anarchiste du cancer, les dangers de la militarisation des luttes sociales, l'histoire de la résistance à l'esclavage et au colonialisme dans le sud-est des États-Unis, l'organisation des locataires contre l'exposition au plomb, la vie rurale en tant qu'anarchistes, etc.

Un millier de visiteurs pour la journée.

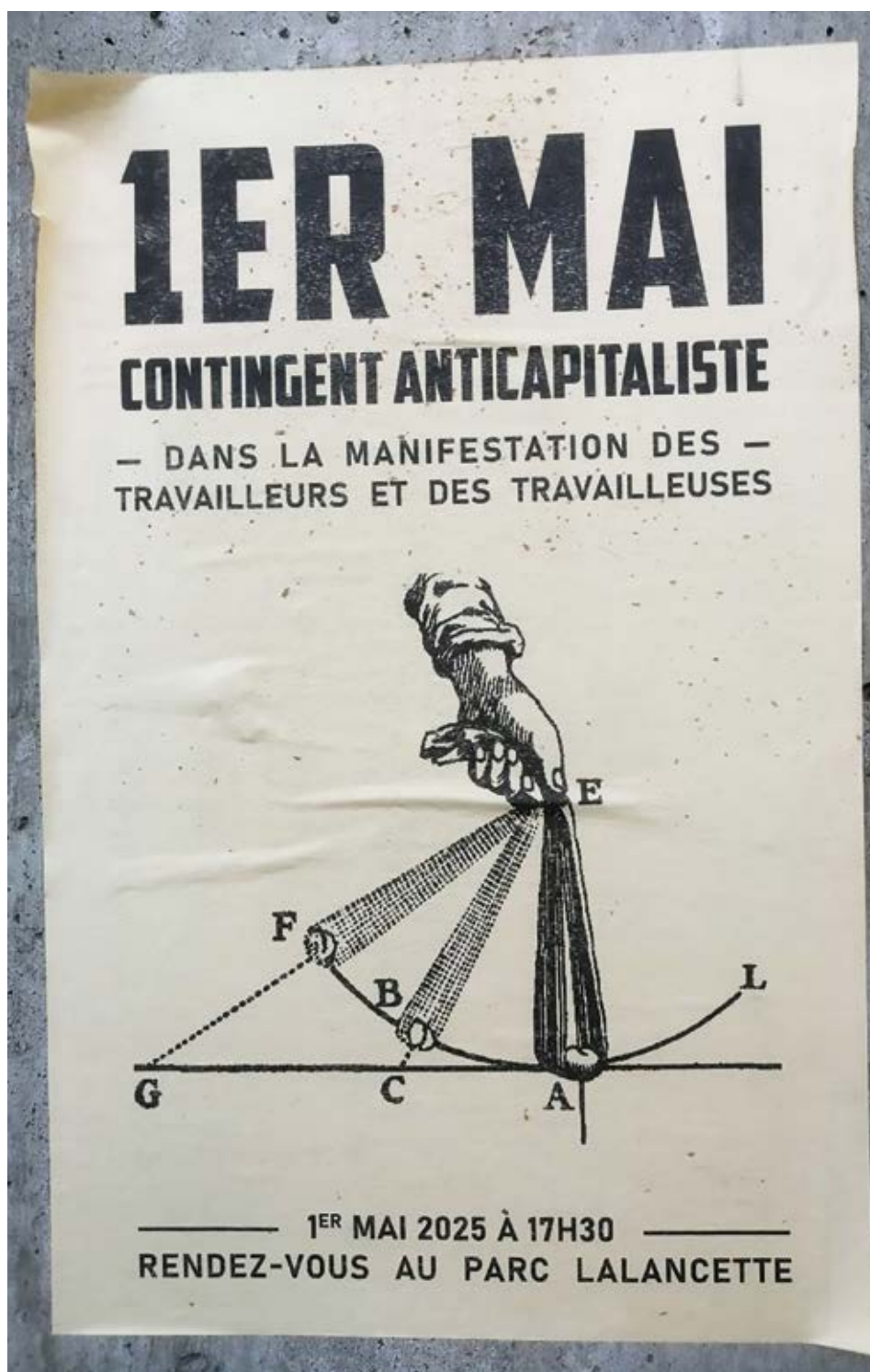
Si le mouvement libertaire est peu organisé au Québec¹, il est par contre extrêmement vivant via une multitude de groupes à vocations spécifiques.

Les murs de Montréal sont recouverts d'affichettes appelant aux luttes sociales. Beaucoup plus qu'en France où le collage d'affiches a régulièrement reculé depuis une vingtaine d'années.

Nous avons rapporté une vingtaine de photos. En voici quelques-unes.

Jean-Claude Richard
Groupe Poulaille

¹. L'idéal libertaire est présent depuis les années 80 via la librairie l'INSOUMISE ouverte 6 jours sur 7 par des militant-e-s. Une tentative d'organisation communiste libertaire s'est soldée par un échec au bout de deux à trois ans. Actuellement, une nouvelle organisation tente de s'implanter sur un mode synthésiste; l'ORA, Organisation Révolutionnaire Anarchiste.



REGARD LIBERTAIRE

SUR LES DROGUES...

Dans les années 90, un membre du groupe FA de Nantes avait publié moult textes dans le *Monde Libertaire* au sujet des drogues (et pas seulement du cannabis), une brochure était parue aux Éditions du Monde Libertaire puis un livre (sous le pseudo de Théo SIMON) début des années 2000. Une affiche fédérale était parue « drogues : le débat censuré ».

Le travail fait par ce copain avait été formidable et, à titre perso, m'avait permis d'éclaircir mes propres idées sur ce sujet. Je trouvais que la position « le danger de la cocaïne » de... Malatesta (datée de 1922) était un peu courte. Et, depuis, plus rien ou presque n'est paru sur ce sujet dans le ML à ma connaissance, pourtant ce sujet de société est omniprésent.

Il y a 10 ans, l'extrême droite indépendantiste bretonne (Adsav, qui n'existe plus aujourd'hui sous cette forme) avait organisé une manif à Vannes pour dénoncer les « dealers » (« d'origine étrangère ») des quartiers. On avait organisé à l'arrach' un contre-rassemblement. Bref, à l'issue, j'avais écrit un texte sur les drogues, inspiré des écrits de « Théo SIMON ». Avec la situation actuelle, il m'est revenu, je vous le livre tel quel, en brut.

La mobilisation de l'extrême droite Adsav contre le trafic de drogue à Vannes n'est assurément pas une démarche de santé publique. Elle a au moins trois buts : faire parler de leur organisation politique, développer la xénophobie en laissant entendre que le trafic serait l'œuvre de personnes issues de l'immigration - et non de personnes vivant dans des quartiers pauvres (faisant volontairement fi des rapports de classes qui divisent la société) -, développer un système sécuritaire de surveillance et de contrôle de l'ensemble de la population, démarche totalitaire... et propre à toute structure visant à imposer un pouvoir : pouvoir de l'État, mais aussi moyen de « prévention » au service du monde des affaires (capitalisme) contre de potentielles révoltes populaires. En ce sens, même si les motifs/prétextes sont différents, ici la drogue, là le terrorisme, un parallèle

peut être fait avec les lois sécuritaires liberticides adoptées par les différents gouvernements, dont celle en cours sur le renseignement.

Cela dit, la question des drogues (dont l'alcool) peut être abordée d'un point de vue libertaire. Et elle n'est pas simple, ce qui montre qu'Adsav n'est pas dans une logique de prévention. Si la vie en société est nécessaire pour l'animal humain, elle génère aussi des contraintes, trop souvent des rapports de domination, qui ont pour réponse soit la résistance et l'agressivité, soit la fuite. Cette fuite peut se réaliser de différentes manières (culture, sport, drogues, jeux, art...). Les produits, dont les plantes, qui apaisent, qui stimulent, qui développent l'imaginaire ou favorisent un « voyage intérieur », qui procurent du plaisir, qui donnent l'illusion de paradis artificiels, sont consommés depuis des millénaires, sur tous les continents... mais le cadre social dans lequel cet usage a lieu a beaucoup d'importance sur les conséquences pour l'individu et le groupe. Et plus une société est inégalitaire, générant des frustrations et isolant les individus, plus elle entraîne ce besoin de fuite. C'est le propre de la société capitaliste, avec ses riches et ses pauvres, ses exploiters et ses exploités. Quand l'économie légale offre insuffisamment de moyens pour vivre correctement, se développe une économie parallèle... au fonctionnement encore plus capitaliste, même pas freiné par les droits sociaux conquis par les travailleurs face au patronat et à l'État au fil de leurs luttes dans l'Histoire.

La prohibition, décidée par l'État, est un échec

- > Elle entretient un marché risqué qui fait monter les prix, donc l'appât du gain, la volonté d'étendre la clientèle et une compétition terrible pouvant devenir une guerre entre marchands. Bref, c'est bien un marché capitaliste;
- > Elle génère une délinquance secondaire (vol, prostitution...) pour se procurer l'argent nécessaire à l'achat des produits;
- > Elle fait circuler des produits coupés, encore plus dangereux que les psychotropes eux-mêmes;
- > Elle ne permet pas une information honnête sur les produits qui circulent : quels effets plaisants l'utilisateur va ressentir, quelles réelles conséquences vont découler sur sa santé. Elle ne distingue pas l'usage doux, récréatif, de l'usage dur, distinction possible en tout cas pour le cannabis...;
- > La prohibition met la priorité sur la répression au lieu de l'information et de la prévention, tant en termes budgétaires qu'en termes de moyens humains;
- > Elle conduit des individus à la prison, école du crime par excellence;
- > Un nombre non négligeable de personnes incarcérées le sont pour usage de drogues ou comme petits revendeurs. Il



est très exceptionnel que de gros bonnets tombent, car on entre dans le commerce international dans lequel les États jouent un jeu trouble.

Le trafic de drogues est gigantesque. Comment imaginer que les États, avec tous leurs moyens de surveillance, seraient ignorants des masses financières qui circulent et sur quels comptes elles arrivent ? Seuls les naïfs s'en laissent conter. De plus, les échanges commerciaux entre États sont souvent opaques et la légalité n'est pas toujours au rendez-vous (vente d'armes rémunérée par l'argent de la drogue par exemple).

Rien de plus logique pour un État : cela justifie son intervention et le contrôle de la population. L'État entretient un discours d'ordre moral sur l'usage des drogues pour accroître sa domination, tant dans la société que dans les consciences, tout comme les religions.¹

Bref, la prohibition est un échec pour la santé publique et celle des individus concernés.

Et la dépénalisation alors ?

La dépénalisation de l'usage des drogues permettrait de casser le marché et d'éviter la circulation de produits coupés dangereux. En sortant les usagers de la clandestinité, elle limiterait l'insécurité pour tout le monde.

Parce que toute société, même moins oppressive et plus égalitaire, entraîne chez certains individus ce besoin de fuite et d'ivresse par les drogues, il s'agit d'y répondre sans jugement moral, mais en assurant les conditions sanitaires les plus respectueuses pour les personnes concernées, sans taire les dangers pour elles-mêmes et pour leur entourage (nombre de violences sont dues à la consommation excessive d'alcool par exemple, y compris dans le cadre familial). Vient alors la question délicate de la production et de la distribution des produits.

Il ne s'agit pas pour nous, libertaires, de soutenir une dépénalisation libérale des drogues qui en ferait des marchandises comme les autres et qui conduirait à des campagnes de promotion ! Toute drogue (y compris l'alcool) ne devrait être accessible que dans des magasins spécialisés, et non en

grande distribution, avec des fiches informatives sur l'usage le plus sécurisant possible pour l'utilisateur potentiel, sur les effets euphorisants, stimulants ou apaisants, mais aussi sur les effets néfastes sur la santé. Rien ne doit être tabou.

Des associations d'usagers ou d'ex-usagers devraient pouvoir y tenir des permanences. Pour éviter l'incitation à la consommation, il importe que les gérants de ces magasins n'aient pas leurs revenus conditionnés à la mise à disposition (« vente »). L'État, avec sa volonté de contrôle, de fichage, doit y être tenu à l'écart. On ne peut ainsi séparer la question des drogues de la question sociale globale et sans remettre en cause toute la (dés)organisation capitaliste, hiérarchique et étatiste, de la société actuelle.

Mais nous voyons dans la dépénalisation un moyen de déjà faire sortir des gens de prisons surpeuplées et de faire en sorte que les substances en circulation soient moins pourries.

Attachés à l'émancipation sociale et à l'épanouissement individuel, si nous savons qu'il peut y avoir un usage doux de certaines drogues, nous n'oublions pas que la dépendance, psychique et/ou physique, aliène l'individu... Et à toujours planer, on en oublie la lutte contre le capitalisme, pour une société d'entraide, autogérée, métissée (et paf pour Adsav et tous les autres nationalistes !), sans classes ni État... car militer, résister, agir pour une autre société, peut être aussi parfois un beau moyen de « défoncer ».

Pollux

Groupe René Lochu, Vannes

1. Il peut exister un « ordre moral » à l'envers : au cours d'une soirée avec consommation d'alcool ou autres substances euphorisantes, il arrive que des participants cherchent à vous tourner en dérision, car vous refusez d'en ingurgiter. Là aussi, c'est la liberté de ce qu'on veut ou ne veut pas faire soi-même à son propre corps ou cerveau qui doit nous guider et non nous plier aux exigences du groupe. Ce respect d'autrui doit fonctionner dans les deux sens, sans jugement méprisant. Et l'on peut très bien s'éclater, se dépasser, par le plaisir de la conversation et de ses bons mots, par la danse ou la musique... sans produits.

UNE ÉPOQUE SOUS INFLUENCES LES ADDICTIONS : MIROIRS DES ALIÉNATIONS CONTEMPORAINES

La complexité de l'addiction : entre gènes et environnement

L'addiction n'est pas une simple faiblesse de caractère ou une défaillance individuelle. C'est un processus profondément complexe où s'entremêlent des facteurs **psychologiques, sociaux et biologiques**. Loin d'un simple déterminisme médical, elle agit comme une stratégie de survie, un langage silencieux qui exprime les tensions entre un individu et un système qui peut l'opprimer.

La science a d'ailleurs mis en lumière le rôle crucial de l'**héritage génétique** dans la vulnérabilité à la dépendance. Dans le cas de l'alcoolodépendance, par exemple, la génétique explique près de la moitié du risque total. Des études ont montré qu'un enfant né de parents dépendants a un risque jusqu'à quatre fois plus élevé de le devenir à son tour, et ce, même s'il est élevé dans un environnement sain par des parents adoptifs. Cette observation souligne la puissance des gènes. Certains d'entre eux peuvent influencer la tolérance à l'ivresse, agir sur le circuit de la récompense cérébrale via la dopamine, ou encore diminuer le contrôle des impulsions, rendant l'individu plus susceptible de développer une dépendance.

Cartographie européenne des dépendances : un diagnostic sociétal

L'Europe des dépendances dessine un paysage complexe et profondément troublant, où les statistiques ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Selon le **Rapport 2022 de l'EM-CDDA** (Observatoire européen des drogues et des toxicomanies), 83 millions d'adultes sont aux prises avec les substances psychoactives, un chiffre qui traduit l'ampleur d'une crise sanitaire et sociale passée sous silence.

Une géographie de la souffrance et de l'aliénation

Les données sur les **drogues illicites** révèlent la géographie d'une souffrance sociale. Le cannabis, avec ses 22 millions de consommateurs réguliers, s'est banalisé, devenant un refuge face au stress quotidien. La cocaïne, consommée par 4 millions de personnes, incarne la brutalité d'un capitalisme de la performance, où la drogue est un carburant illusoire pour une course à l'épuisement.

Le paradoxe des drogues légales

Le problème s'étend bien au-delà des substances interdites. Les **drogues légales**, paradoxalement plus meurtrières, servent d'anesthésiants collectifs. L'alcool, responsable de

290 000 décès par an en Europe, est souvent perçu comme un simple accessoire festif, alors que sa consommation à risque concerne 23% des adultes. Le tabac, qui touche un Européen sur quatre, et la surconsommation de médicaments sont d'autres outils de **contrôle social** qui normalisent la souffrance.

Un coût humain et financier exorbitant

Au-delà des vies brisées, ces dépendances génèrent un coût social exorbitant, estimé à **256 milliards d'euros** (OCDE, 2022). Ces chiffres ne sont pas de simples statistiques macroéconomiques, ils sont le reflet d'une souffrance profonde et d'une violence structurelle. Chaque consommation, chaque dépendance, est une histoire de résistance, d'aliénation et de tentative d'échapper à une réalité oppressante. La carte des addictions en Europe n'est rien d'autre que le miroir de nos échecs collectifs.

Les drogues illicites :

Chaque substance illicite dessine la cartographie d'une violence sociale. L'héroïne n'est pas simplement une drogue, mais le refuge chimique des exclus, ceux que le système a rendus invisibles. La cocaïne incarne la brutalité du capitalisme, dopant les performeurs dans une course à la productivité perdue d'avance. Le crack devient le cri désespéré des populations marginalisées, une tentative d'échapper à une réalité qui nie toute perspective d'émancipation.

Les drogues légales : le contrôle institutionnalisé

L'alcool, le tabac, les médicaments représentent des outils sophistiqués de contrôle social. Ces substances légales agissent comme des anesthésiants collectifs, normalisant la souffrance et formatant les ressentis. Elles permettent au système de maintenir une apparence d'équilibre, tout en masquant les véritables mécanismes de domination qui produisent cette souffrance.

Addictions comportementales : les nouvelles frontières de l'aliénation

L'ère numérique a ouvert de nouveaux territoires de dépendance. Internet et les réseaux sociaux deviennent des espaces où l'individu construit des identités factices, cherchant désespérément à combler un vide existentiel. Ces addictions technologiques révèlent notre solitude contemporaine, où la connexion virtuelle masque une déconnexion profonde des réalités humaines.



LEONETTO CAPPIELLO



LEONETTO CAPPIELLO



LE PAPE LÉON XIII DANS UNE PUBLICITÉ EN ANGLAIS POUR LE VIN MARIANI. VIN DANS LEQUEL MACÉRAIENT DES FEUILLES DE COCA...

L'addiction religieuse : opium psychologique

Les religions représentent une forme particulièrement sophistiquée d'addiction collective. Elles offrent un cadre interprétatif rassurant, permettant d'échapper à l'angoisse existentielle. Les rituels répétitifs, les mécanismes de conditionnement mental et la soumission à une autorité transcendante deviennent des béquilles psychologiques, entravant toute possibilité d'émancipation véritable.

Le travail comme addiction : la dernière frontière

Le travail lui-même est devenu une dépendance où l'individu se définit uniquement par sa valeur productive. Cette aliénation nie les désirs profonds, transformant les êtres humains en simples rouages d'un système économique dés-humanisant.

Alternatives et perspectives émancipatrices

Face aux mécanismes de domination qui engendrent les addictions émergent des approches radicalement différentes, porteuses d'espoir et de transformation sociale. La réduction des risques ne se conçoit plus comme une simple stratégie médicale, mais comme un acte politique de déconstruction des normes oppressives. Il s'agit de créer des espaces de dialogue horizontaux, où la parole des personnes concernées devient centrale, où la compassion remplace le jugement, et où la singularité de chaque parcours est reconnue.

Les approches communautaires dessinent les contours d'une solidarité vivante et agissante. Elles reposent sur des principes d'entraide, de partage d'expériences et de reconstruction collective. Ces modèles alternatifs récusent la logique individualiste de guérison pour proposer des dynamiques de soutien mutuel, où chaque individu devient acteur de sa propre transformation. Les groupes d'entraide, les espaces autogérés, les collectifs de pairs représentent des laboratoires de pratiques sociales émancipatrices. La décriminalisation des drogues s'impose comme une pers-

pective politique majeure. Il ne s'agit plus de considérer la dépendance comme un problème pénal, mais comme une question de santé publique et de justice sociale. Dépénaliser, c'est reconnaître que les politiques prohibitionnistes ont échoué, qu'elles produisent plus de violence que de solutions. C'est aussi ouvrir la voie à des approches pragmatiques, centrées sur la réduction des risques et le respect des libertés individuelles.

L'autonomie devient le mot d'ordre de ces nouvelles perspectives. Autonomie individuelle, bien sûr, mais aussi autonomie collective, qui implique de repenser nos rapports sociaux, nos modes de vie, nos désirs. Sortir des addictions, ce n'est pas seulement arrêter une consommation, c'est réinventer des modes de relation à soi-même, aux autres et au monde. C'est retrouver la capacité d'agir, de choisir, de créer.

Ces alternatives ne prétendent pas offrir des solutions miraculeuses, mais proposent des chemins de traverse, des espaces de respiration dans un système qui étouffe. Elles misent sur la créativité, la résilience, la capacité des individus et des communautés à inventer des réponses singulières à des situations complexes. L'objectif n'est pas de normaliser, mais de permettre l'expression des multiples possibles de l'existence.

Transformer nos rapports aux addictions, c'est finalement transformer notre rapport au monde. C'est refuser la logique de la dépendance imposée pour inventer des formes de liens plus libres, plus vivantes, plus solidaires. Un acte de résistance et d'espoir.

Une résistance inconsciente face à l'aliénation

En fin de compte, la dépendance peut être perçue comme une forme de résistance inconsciente, une tentative de s'évader d'une réalité oppressive. Elle devient un moyen de survivre dans un monde qui, parfois, ne laisse que peu de place à l'humanité des plus vulnérables. Comprendre l'addiction, c'est donc reconnaître qu'elle est bien plus qu'une pathologie individuelle : c'est le miroir des aliénations et des souffrances que notre société produit.

N.Adar

PARIEZ APRÈS LE BIP SONORE... PARIS SPORTIFS EN LIGNE : L'ADDICTION, C'EST DANS LA POCHE!



Se faire de la maille en regardant du sport ? Facile ! Suffirait de choisir son intermédiaire : BetCl*k, W*namax, Bw*n, Un*bet, B*tsson... Autant de noms de courtiers en ligne qui, ces dernières années, dominant le marché des paris sportifs. On les voit dans la rue, sur les panneaux publicitaires, à la télé, sur les terrains de sport, sur les maillots des joueurs, sur le Tube... Ils sont maintenant omniprésents. Eh non, ce n'est pas anodin. C'est un véritable calvaire.

Les jeux sont faits...

Pas que les paris sportifs soient un phénomène nouveau, oh ça, non ! Le diabolotin n'est pas tout jeune. Il s'est juste payé un sacré rafraîchissement.

Jusqu'en 1985, seuls les paris hippiques étaient autorisés. Puis, le gouvernement socialiste (rien de moins) de Laurent Fabius a décidé d'ouvrir le marché aux « jeux faisant appel soit à la combinaison du hasard et des résultats d'événements sportifs, soit à des résultats d'événements sportifs, » soi-disant « afin de contribuer au développement du sport »¹. Ben voyons, Laurent.

Avant, il fallait tout de même faire quelques efforts : éteindre la télé, sortir du canapé puis sortir pour aller chez l'buraliste ou au troquet du coin – au « PMU », révélateur –, récupérer une feuille de pari à remplir, placer sa mise... Pénible. Puis, on s'affichait un peu, aux autres. Fallait bien se l'admettre, à soi.

... Rien ne va plus

Mais ça, c'était avant ! Maintenant, c'est dans la poche ! Littéralement. Suffit de se saisir de son téléphone portable, d'ouvrir une application, et hop, c'est parié ! C'est presque instantané. Tous les matchs en cours et à venir, toutes les cotes, les bonus et combi-

naisons favorables, au bout des doigts ! Pour optimiser ses gains, on choisit sa stratégie : les cotes « idéales » si l'on veut rester précautionneux, ou les plus « audacieuses » si l'on veut tenter le diable. Il faut savoir trouver « le bon équilibre » entre les gains potentiels et le risque, voilà la clef du succès. Mince, encore perdu... Pas grave ! Ce qui compte, c'est la gestion du « retour sur investissement », l'équilibre des hauts et des bas sur la durée, la rentabilité sur la période.

Facile d'assumer, tout le monde semble s'y être mis. Assurer ? Moins simple. Quand on en parle aux collègues, faut passer pour un crack. Enfin, c'est surtout de l'esbroufe : pas besoin de vraiment s'y connaître, car l'application suggère elle-même les meilleures cotes. Personnalisées, qui plus est ! On peut même parier sur des sports dont on connaît peu d'balle. Même pas besoin de regarder le match. On ne maîtrise plus grand-chose : on clique, ici, là. Suffit de placer le montant, d'attendre le résultat. Ça passe ou ça casse. Le plus souvent, ça casse.

Par ici l'addi(c)tion

Un soir, dans la salle de pause, un collègue fixe son téléphone, la tronche déconfitée. Il soupire, rouspète. Il m'avoue avoir « encore perdu de l'argent » et me révèle avoir l'habitude de faire des paris sportifs sur son téléphone. Problème, et pas des moindres : il perd. « Je ne joue pas beaucoup, hein », qu'il me dit. Certes, sauf qu'il joue... souvent. Tout le temps, même. Depuis un bail.

J'essaie d'avoir une estimation, à la louche. Il situe le montant de ses pertes à 300 euros chaque mois. Ça fait cinq ans qu'il joue. La douloureuse est salée. Surtout que le collègue en question, technicien de surface en sous-traitance, payé peanuts, en « situation irrégulière »... est déjà bien assez précaire comme ça.

Il n'est pas le seul. Au boulot, je ne compte plus le nombre de collègues qui parient. En permanence. Sur le foot, principalement, mais pas que. Iels perdent, souvent. Se refont, parfois. Le pari, en lui-même, a même complètement supplanté l'événement sportif. On finit par ne plus parier que pour parier.

En l'occurrence, la précarité du collègue – lui et les autres – n'est pas tant liée au montant de son salaire, certes pas folichon, mais à toutes les entraves consuméristes placées sur le chemin, qui lui font les poches tout au long du mois, ou selon le point de vue, le pousse à les vider. Déjà sur la paille à peine la paie tombée.

Anxiété, mensonges, surendettement, problèmes familiaux... La pente est glissante, l'addiction est sévère. Et les courtiers l'entretiennent. C'est justement ce qui les nourrit. Peu importe pour eux qu'on se détruise en bout de course. Eux gagnent. Nous, non.

Paris perdant

Faut dire que la logique est vicieuse. La question n'est pas tant de savoir « si » l'on va perdre, mais plutôt « quand » on va perdre. Et quand ça fini par arriver, pas question de s'arrêter là ! Non, il faut « se refaire ». On veut croire en une martingale imparable, on augmente ses mises, on y lâche plus qu'on ne peut se le permettre. Quand on a plus un radis, on emprunte, on s'endette.

Plutôt qu'un « jeu », la pratique n'est rien d'autre qu'une dépense. Et pour prolonger l'expérience, il faut en avoir les moyens. Dopée par l'appât du gain, aggravée par les notifications intempestives et intrusives de l'application, la pratique devient vite obsessionnelle. Le cerveau a besoin de son shoot de dopamine.

Chaque événement sportif devient une opportunité. Match de finale ? Allez ! Match de Coupe de monde ? C'est parti ! Simple match de Ligue ?



Ça se tente! Match de D2... Pas très excitant... Mais ne sait-on jamais. Et quand il n'y aurait plus rien à se mettre sous la dent, l'application n'est jamais à court de suggestions. Le sport-spectacle mondialisé ne laisse jamais les consommateurs en reste : il y en a tout le temps, partout, pour tous les goûts.

La publicité joue un rôle central dans cette spirale. Plus on regarde du sport, plus l'étau se resserre : interludes publicitaires, encarts sur les terrains, maillots de joueurs logotés, sponsoring...

Les sites font même appel à des influenceurs pour appâter les plus jeunes, parfois même mineurs, le plus tôt possible. Générer de la survisibilité, normaliser la pratique, créer l'habitude, susciter l'addiction. De la prédation en bande organisée.

Le pari sportif, c'est le vol

D'ailleurs, si on s'en tenait aux publicités, ça pourrait presque faire rêver : gagner de l'argent sans rien faire – logique au demeurant fondamentalement bourgeoise. Trouver le moyen de se nourrir du fruit du travail des autres, voilà le projet tacite.

À plus forte raison, parce que tout centime gagné par un joueur, c'est le centime perdu par un autre. Tout gain n'est que le résultat d'un dépouillement. C'est la logique capitaliste même qui

l'entend : « Partout vous constaterez que la richesse des uns est faite de la misère des autres », nous disait Kropotkine².

La mécanique est bien huilée : faire les poches des perdants, en mettre un peu dans celles des gagnants, et beaucoup dans celles des courtiers. La seule et unique finalité de cette escroquerie légale, c'est de se nourrir de la ponction des commissions et des mises perdues. Un véritable parasitisme.

Et des joueurs, ça, il y en a ! On arriverait même à près de **6 millions de comptes actifs**, chiffre en constante augmentation³ – joueurs qui ne sont ni des « gagnants » ni des « perdants », ils sont les deux à la fois. Enfin... les données tendent à démontrer qu'ils sont surtout « perdants ».

Le casino gagne toujours

Avec son lot d'événements sportifs, l'année 2024 a bien rapporté aux bookmakers. Les mises se seraient envolées pour franchir la barre des 14 milliards d'euros, pour **un bénéfice de près de 1,8 milliard** pour les sites de paris⁴.

Sauf que, pour les joueurs, cette « chair à pognon », les statistiques sont implacables : « 99% des gens qui jouent sur notre site perdent. Et plus vous jouez, plus vous perdez » révèle un courtier⁵. Sur l'année, seul 1% des joueurs gagneraient jusqu'à 1 000

euros. Finalement, c'est à l'image de notre société.

Comment résister face à la déferlante des paris sportifs et leurs conséquences désastreuses ? S'abstenir d'y prendre part ou trouver de l'aide quand on est déjà pris dans l'engrenage – certes. Informer, protéger et dissuader son entourage – cela va de soi.

Mais au-delà ? S'organiser sur le lieu de travail, avec le syndicat pour sensibiliser les travailleur·euse·s à cette frénésie consumériste qui aliène et précarise davantage le prolétariat ? Détruire toutes les publicités matérielles qui en font la promotion ?

Ce qui est certain, c'est qu'il nous faut lutter contre cette énième oppression économique, psychologique et sociale aux conséquences particulièrement néfastes et dont l'expansion est véritablement galopante.

Nicolas

liaison Commune de Lyon (FA69)

1. Loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984 de finances pour 1985.
2. Pierre Kropotkine, 1892, *La Conquête du pain* (Nada, 2002, p. 70).
3. Bilan annuel de l'Autorité nationale des jeux (ANJ), à lire en ligne.
4. Ibid.
5. Voir « Paris sportifs, les bookmakers raflent la mise », documentaire d'Arte (2023) à regarder en ligne.

NI ÉTAT, NI ÉTHANOL ALCOOL, NON MERCI!

L'état de santé de chacune-chacun dépend de plusieurs facteurs : physiologiques, économiques, sociaux, etc. Les individus ne se trouvent donc pas dans une situation égalitaire face aux aléas de la vie dans le système capitaliste actuel. Si la société était organisée selon les besoins et les capacités de chacune-chacun, s'appuyant sur la solidarité et l'entraide, dans le cadre d'un système basé sur l'égalité économique et sociale, la liberté et le respect de l'environnement, cela éviterait pour certain-e-s de se tourner vers des addictions pour échapper à leurs conditions de vie difficiles. Membres du groupe Lacinapse de la Fédération Anarchiste, nous tenons ici à exprimer notre rejet vis-à-vis de tout produit addictif, et en particulier vis-à-vis de l'alcool.

L'alcool (= éthanol = alcool éthylique) est en effet une drogue !

L'alcool est un produit cancérigène certain, il favorise l'hypertension qui entraîne notamment des pathologies cardiovasculaires ou cérébrales, favorise également l'anxiété et a un effet déprimeur sur le système nerveux central. Le risque pour la santé augmente avec la quantité consommée. Les effets nocifs de l'alcool sont aussi subis par l'entourage : toute personne victime d'agressivité verbale et physique, de tapage, etc., en lien avec l'alcoolisme doit, selon nous, se considérer comme assignée à résistance face à l'état d'urgence sanitaire !

Nous ne sommes pas pour autant favorables à des sanctions (par le biais

ou non de groupes de pression tels des ligues de vertu, etc.). Nous ne croyons pas non plus à l'idée de responsabilité par rapport aux usages, le libre arbitre n'existant pas en cas de consommation de produits toxiques ! Nous avons pu constater que beaucoup de personnes – y compris parmi les militant-e-s se réclamant de l'anarchisme – ne considèrent pas l'alcool comme une addiction, mais comme un moyen de créer du lien avec autrui.

Une coutume « sociale » à combattre

À l'issue de nombreuses réunions et/ou actions militantes, il est souvent proposé de « partager un moment entre militant-e-s autour d'un verre ou plusieurs » ! Derrière cette expression, il est

rarement sous-entendu de consommer des jus de fruits... mais bien de l'alcool ! Boissons alcoolisées = récréatives pour les consommateurs-trices ? Ne soyons pas dupes ! Les personnes sont en réalité « invitées » à s'exposer à des risques pour leur santé : du suicide collectif en somme !

Nous le répétons - la prévention étant, selon nous, un moindre remède - : toute conduite addictive nuit gravement à la santé de chacun-e, concerné-e directement ou indirectement par la consommation de drogues ! Pour aller plus loin que la prévention, pour un mieux-être pour toutes-tous, il est grand temps de préparer la Révolution sociale écologique libertaire !

Groupe Lacinapse



WITH A LITTLE HELP FROM MY FRIENDS...

ALCOOLISME, ALCOOLIKES ANONYMES ET ANARCHISME

Le mouvement anarchiste a prêté une certaine attention au problème de l'alcoolisme (voir *L'ivresse des Communards* de Mathieu Léonard, 2022) sans pour autant prôner systématiquement des mesures pour le prévenir ou le guérir¹. L'ivrognerie a plutôt été utilisée comme injure pour discréditer les anarchistes. Ceux-ci, bien sûr, dans leur grande majorité, ne sont pas des ivrognes. Cette note a pour but de signaler la parenté entre l'esprit anarchiste et le mouvement des Alcooliques Anonymes (AA).

Avant toute chose, il faut remarquer que l'alcoolisme ne doit pas être confondu avec la seule consommation d'alcool et ne se mesure pas à la quantité bue, mais à l'effet qu'a cette molécule sur le buveur. L'alcoolisme est une addiction (dépendance) qui n'affecte qu'une minorité de buveurs, environ deux ou trois sur dix. Le buveur dépendant (alcoolique) est affecté mentalement et physiquement. Sa personnalité se dégrade inéluctablement tant qu'il consomme. Il n'y a pas à ce jour de remède vendu en pharmacie ou de traitement médical qui puisse véritablement guérir l'alcoolique dépendant. L'alcoolisme reste un problème majeur de santé publique.

Pour l'abstention

Les Alcooliques Anonymes (AA) préconisent une abstention totale. Mais comment y parvenir ? C'est là que la parenté entre esprit anarchiste et programme AA se manifeste. Cette association, née en 1935 de la rencontre entre un homme d'affaires et un docteur, américains, tous deux alcooliques, était au départ d'inspiration religieuse, mais celle-ci a ensuite été reformu-

lée pour donner à cette association un caractère non religieux. Les textes écrits par des collectifs à l'origine de ce mouvement n'ont pas été corrigés ou modifiés et gardent en partie l'empreinte de conceptions religieuses des fondateurs. On trouve le mot « Dieu » cité de nombreuses fois, mais le mouvement offre explicitement la possibilité de l'interpréter dans le sens que chaque participant souhaite lui donner, comme « force intérieure », « désir de vie », « conscience de groupe » ou tout simplement « puissance supérieure ». Le mouvement AA se définit maintenant comme non confessionnel et des groupes de plus en plus nombreux sont explicitement agnostiques. L'idée de base est que, ayant constaté le caractère progressif et inéluctable de la maladie ainsi que le danger mortel qu'elle fait courir à ceux et celles qui en sont les victimes, le seul moyen de parvenir à arrêter leur dépendance consiste, pour l'alcoolique, à écouter d'autres alcooliques partager leur expérience et dire comment ils ont fait pour briser cette addiction.

Toi aussi tu es comme nous

Le mouvement des AA refuse tout système d'organisation centralisée, toute espèce d'autorité dévolue à des chefs ou leaders, ne reconnaît que des individus autonomes qui se parlent d'égal à égal, des groupes autonomes dans leur fonctionnement, mais obéissant aux mêmes principes généraux, le plus central étant d'aider d'autres alcooliques à retrouver une vie normale sans boire d'alcool. L'activité de chaque groupe de parole qui se constitue librement est le partage de l'expérience de chaque alcoolique. Il n'y a pas de discussion ou de débat, la vérité subjective de chaque personne n'est jamais critiquée ou mise en doute. Toute personne souhaitant rejoindre le mouvement est acceptée sans examen, personne ne peut être exclu. Le principe de l'anonymat qui protège l'identité et

assure une égalité de principe est considéré comme primordial.

De cette façon, le fonctionnement des AA est véritablement anarchiste sans pour autant que ce mouvement ne s'allie à aucune cause extérieure. Les AA n'ont pas de revendication sociale ou de cause politique à défendre. Leur seul but, encore une fois, consiste tout entier à aider les alcooliques, et non pas à participer à une croisade contre l'alcool et sa consommation. Cela peut paraître déroutant, mais découle d'une logique simple : les buveurs ne sont pas tous victimes de l'alcool qui, pour ces dernières, est synonyme de dysfonctionnement grave et de mort. Le rétablissement ne peut être obtenu qu'à la condition d'être l'objectif exclusif et la préoccupation unique des participants dans le cadre de ce mouvement. Tout un chacun reste libre, en dehors de ce cadre, d'embrasser d'autres causes ou d'adhérer à d'autres idéologies.

Disons pour conclure cette brève présentation que l'esprit anarchiste a soufflé sur une organisation d'une nature non politique, au départ inspirée par des idées religieuses, et qui a emprunté, sans le savoir peut-être, les traits d'une organisation anarchiste dénuée d'esprit sectaire. Elle a au cours du temps aidé des millions d'alcooliques et dure encore avec une flexibilité idéologique remarquable, sans renier aucun de ses principes de base et dans la tolérance à l'égard des croyances de chacun. Elle démontre aussi l'universalité des principes de l'autonomie individuelle, de la liberté d'expression, de l'égalité, du partage et de la solidarité collective, et leur application aux problèmes humains.

Delphine
Individuelle 78

Voir aussi *Cahiers du Socialisme libertaire*, n° 35, 1958 et n° 56, 1960, qui mentionnent le coût social de l'alcoolisme. Je remercie le comité de lecture du ML de m'avoir fourni ces références.

MY DEALER IS RICH

LES CARTELS DE DROGUES :
UNE ADDICTION CAPITALISTE...État des lieux en France
et en Europe en 2025

Selon l'*Office Anti-Stupéfiants* (OFAST), en France, en vingt ans, le narcotrafic a explosé. Les chiffres sont sans appel : près de 250 000 personnes vivent de ce trafic pour un chiffre d'affaires évalué à environ trois milliards d'euros.

Côté crimes et faits divers, l'OFAST a recensé en 2023 (année record) 315 homicides ou tentatives d'homicide en lien avec des trafics de drogue, en hausse de 57% par rapport à l'année précédente. En 2024, l'Office central de lutte contre le crime organisé en décompte 182. Les règlements de comptes entre différentes branches du crime organisé avec des armes de guerre et des protagonistes de plus en plus jeunes s'étendent désormais aux villes moyennes. Tout le territoire est concerné... Métropole et territoires ultramarins.¹

Selon la dernière étude de l'*Observatoire français des drogues et des tendances addictives* (l'OFDT), publiée le 27 janvier dernier, on apprend que la période du Covid 19 a agi comme un accélérateur pour ce marché clandestin qui a adopté les recettes de marketing de l'économie légale².

Prenons par exemple la cocaïne, cette drogue qui monte et qui va détrôner (en valeur) le cannabis; depuis plusieurs années, les groupes criminels venus d'Albanie, de Serbie, de Croatie ou du Monténégro sont devenus maîtres dans l'acheminement et la distribution de cette poudre blanche sur le Vieux Continent, aux côtés de la traditionnelle pègre italienne et de la sanguinaire « *Mocro Maffia* » néerlandaise. Ils participent aujourd'hui à ensevelir l'Europe sous un raz-de-marée blanc³.

La santé publique

Selon l'*Observatoire français des drogues et des tendances addictives* (l'OFDT), 47,3% des Français déclarent avoir déjà consommé du cannabis. L'OFDT indique qu'en 2023, un million de personnes ont pris de la cocaïne au moins une fois dans l'année, contre 600 000 en 2017¹. Selon l'*Agence de l'Union européenne sur les drogues* (l'EUDA), Les drogues de syn-



TOPOR IN DESSINS DE PRESE

thèse font des ravages sur le psychisme des usagers. « *L'EUDA estime qu'il y a eu 7 500 décès liés à l'usage de drogues en 2023* » contre 7 100 en 2022 en Europe et en Turquie, des cas « *dans lesquels des opioïdes associés à d'autres substances étaient principalement en cause* »⁴.

À titre d'exemple : la cocaïne, dont la popularité s'accroît, touche 1,1 million d'usagers réguliers, contre 600 000 en 2017². Autre exemple : les *overdoses* de Fentanyl sont la première cause de mortalité chez les 18-45 ans aux États-Unis, avec au total près de 50 000 morts par an⁵.

Une addiction capitaliste

Les cartels sont à la pointe du capitalisme via la technologie, surtout dans le domaine des drogues de synthèse, avec leurs chimistes qui voyagent en jets privés. Les cartels prennent leurs commandes sur le *Dark Web*, certains d'entre eux effectuent leurs livraisons depuis des porte-conteneurs légaux dans les grands ports, livraisons également via des bateaux (battant pavillons de complaisance et immatriculés dans les paradis fiscaux), ou des sous-marins, des chiens robots ou des drones armés autonomes pilotés par l'IA⁶.

Avec toutes ces technologies et cette professionnalisation, on constate une répercussion sur les tarifs aux consommateurs qui s'envolent... un exemple parmi d'autres : la cocaïne qui vaut 1 000 euros le kilogramme à l'exportation en Colom-

bie, atteint un prix de gros approchant les 33 000 euros sur le marché français; le tarif au détail est d'environ 60 euros le gramme...².

Notons que le modèle d'affaires des cartels obéit aux mêmes règles que les sociétés légales, du fait de la mondialisation....

Certains cartels collaborent en réseaux et sont regroupés en coopératives, les marchandises transitent via des routes et des hubs licites.... Car, dans le volume de marchandises qui circulent, il est plus facile de dissimuler des cargaisons illicites⁷.

Force est de constater que tant que la mondialisation capitaliste perdurera, les cartels de drogue auront un cadre propice à leur commerce mortel qui est de facto une addiction capitaliste.

Mariama

Groupe Louise Michel

> *Lutte contre le narcotrafic, l'abîme entre les discours et les actes*, publié dans le journal *L'Humanité* le mardi 28 janvier dernier, de Hélène Ma, Emilien Urach et Alexandra Chaïgon.

> *Le marché des drogues illicites en France, de plus en plus étendu, numérisé et « hyperadapté »*, par Thomas Saintourens, lundi 27 janvier publié dans le journal *Le Monde*.

> *Comment le « cartel des Balkans » a mis la main sur le trafic de cocaïne en Europe*, de Charles Delouche-Bertolasi du samedi 19 juillet, *Libération*.

> « *Chez certains consommateurs, on observe des troubles psychiatriques, attentionnels et paranoïaques* » : alerte sur les nouvelles drogues de synthèse qui déferlent sur le marché européen de Charles Delouche-Bertolasi, *Libération* 6 juin 2025.

> *Sud Ouest*, dimanche 22 juin 2025, Pays Basque / Béarn : *Les narcos sont bien plus puissants qu'au temps d'Escobar*. Recueilli par Sylvain Cottin; s.cottin@sudouest.fr

> *The Economist*, mardi 18 mars 2025 « *comment les trafiquants de drogue innovent grâce à la tec* ».

> *Libération*, mardi 2 septembre 2025 *Trafic de cocaïne* : « *Les trafiquants n'abandonnent pas les grands ports, mais ils diversifient les routes pour acheminer la drogue* » par Charles Delouche-Bertolasi.



LIGNE MAGINOT ?

PROHIBITION,
PIÈGE À C...

En France, le tabac tue 75 000 personnes par an, coût social : 136 milliards d'euros.
L'alcool tue 41 000 personnes par an, coût social : 102 milliards d'euros.

La mauvaise utilisation de médicaments tue plus de 10 000 personnes par an, et ce en toute légalité.

La consommation de drogues a tué 733 personnes en France entre 2016 et 2022. Le coût social de la consommation de drogues en France est estimé à 7,7 milliards d'euros par an.

La prohibition engendre corruption et violence, 110 morts liés au trafic illicite en 2024.

La prohibition empêche toute politique efficace de prévention contre les drogues dures qui circulent de plus en plus en France. Le malaise social général, et plus particulièrement des jeunes (éco-anxiété, avenir bouché, menace de guerre), y est certainement pour beaucoup.

Le cannabis, quant à lui, ne tue personne directement. Les seuls décès indirects à déplorer sont dus à la combustion mélangée au tabac et des accidents de circulation pour la plupart liés au mélange cannabis/alcool !

Alors que la plupart des pays européens revoient leur législation, dépénalisant l'usage des stupéfiants, ce qui permet de mettre en place de la prévention quant aux risques encourus, et légalisant sous différentes formes la production et la consommation du cannabis, à l'image, par exemple, du Portugal qui est parvenu ainsi à sortir d'une grave crise liée à la consommation notamment d'opiacées, notre gouvernement, arc-bouté sur l'ordre moral et les théories les plus réactionnaires en ce qui concerne l'usage des drogues, persiste et signe dans la voie de la prohibition, continuant de remplir les prisons, d'engorger les tribunaux, de stigmatiser consommateurs et petits dealers (spécialement dans les quartiers populaires), favorisant l'essor des cartels, la corruption et les violences liées au trafic... de quoi sérieusement se poser la question : mais à qui profite le crime ?

ON A DIT INTERDIT!



Pat.rastaquouère
Groupe
Delgado-Granado



Faites vos jeux... Les jeux sont faits

— Mon paquet de cigarettes et un Cash !
Cette fois, ma vie peut changer en un flash.

— Ce sera tout ? Pas de Numéro Fétiche ?
Crache tes poumons et vide ton portefeuille, chiche.

— Va pour un Top Chrono, un Pactole et un Banco.
Les cartes à gratter, c'est trop tentant, à moi le magot...

— Voici. Elle est pas belle notre Française des Jeux ?
Si je ne servais que des cafés, j'aurais fermé, vingt dieux !

— Et vous, notre beau bar-tabac. J'ai un gain !
Je vais retenter ma chance, j'ai la main.

— C'est pas pour rien que la clientèle revient jouer.
Je deale avec une licence d'État pour une société privée.

— Je rejoue le tout au Millionnaire.
Et finie la galère !

— Il y en a eu un ici et vous êtes si constant.
Mais seul l'actionnaire a toujours un billet gagnant !

— Perdu... À vous de faire tourner la fortune.
On fait un peu cause commune.

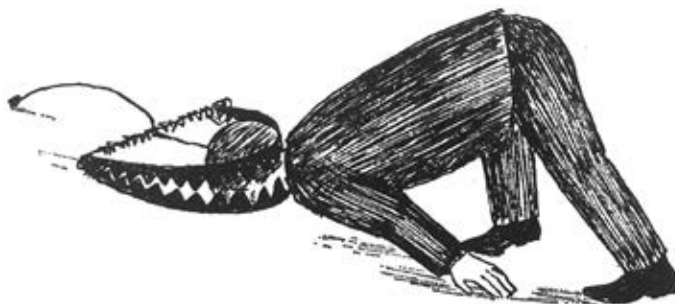
— Rien ne va plus ! Une Grosse Roue alors.
Je te pousse à la roue et tu maudiras ton sort.

— Rien ne va plus... pas de chance. Mais je me referai !
J'y ai laissé tout et plus, j'ai intérêt...

— Oui, le hasard fait bien les choses, en vérité.
Dans le strict respect des lois de probabilités.

— Allez, une grille de Loto et ce sera tout. Je vous dois ?
Avec trois tirages, pour augmenter mes chances cette fois.

— Une chance, votre dernier billet suffit, tout est réglé.
Eh oui, l'addiction est salée !

TOPOR IN **DESSINS DE PRESE**

No drugs

Tu avais trop de soucis,
oui mais te voilà réduit
au triste état de zombi.
Tu as fui...vers les ennuis
au seul profit de pourris,
dileurs & Cie ! Fais demi-
tour. Agis. Vise une sortie.
L'esclavage est aboli,
mon ami.e reprends ta vie.

Monica Jornet
Libres pensées sous licence poétique (2),
Les Éditions libertaires

« MALGRÉ LES LOIS ET PEUT-ÊTRE À CAUSE D'ELLES » ERRICO MALATESTA AU SUJET DE LA COCAÏNE

Savoir comment aborder – à défaut de pouvoir résoudre – la question sociale de la consommation de drogues « dures » est un exercice certes nécessaire, mais face auquel nous, libertaires, avons parfois du mal à trouver le bon équilibre. Sur cette corde raide, agitée par une complexe variété de causes et de conditions – individuelles, collectives, culturelles, systémiques, politiques, économiques –, il nous faut arriver à avancer tout en nuance et humilité, sans jamais devoir nous permettre de botter en touche. Certes, nous nous opposons à toute prohibition de l'État, tout comme à l'éventail lois et sanctions répressives qu'il déploie – profondément violentes, contre-productives, inégales et hypocrites. Mais tout de même, entre liberté de jouir et liberté de (se) nuire, modération contrôlée pour certain-e-s et addiction destructrice pour d'autres, entre tolérance bienveillante et négligence irresponsable, entre vigilance et réprobation, il n'est pas toujours évident de savoir sur quel pied danser.

Dans ce court article de 1922, Errico Malatesta (1853–1932) essaie d'aborder avec lucidité le « fléau » de la cocaïne, qui se propageait alors à grande vitesse en Europe au lendemain de la Grande Guerre¹. Faisant preuve du pragmatisme qui le caractérise, il propose une modeste solution... la « méthode anarchiste ». Voyez plutôt :



MALATESTA VERS 1920. AUTEUR INCONNU

Il existe en France des lois sévères contre ceux qui consomment et vendent de la cocaïne. Et, comme d'habitude, le fléau s'étend et s'intensifie malgré les lois et peut-être à cause d'elles. Il en va de même dans le reste de l'Europe et de l'Amérique.

Le docteur Courtois Suffit², de l'Académie de médecine en France – qui avait déjà l'année dernière tiré la sonnette d'alarme contre les dangers de la cocaïne³ –, ayant constaté l'échec de la législation pénale, demande... des lois nouvelles et plus sévères.

C'est la vieille erreur des législateurs, bien que l'expérience ait toujours et invariablement démontré que jamais la loi, aussi barbare soit-elle, n'a jamais pu réprimer un vice ou décourager le délit.

Plus les peines infligées aux consommateurs et aux vendeurs de cocaïne seront sévères, plus l'attrait du fruit défendu et le charme du danger encouru augmenteront chez les consommateurs ; et chez les spéculateurs, l'appât du gain, déjà énorme, qui s'accroîtra davantage avec le développement de la loi. Il est inutile d'espérer quoi que ce soit des lois. Nous proposons un autre remède :

Déclarer que l'utilisation et le commerce de la cocaïne sont libres, et ouvrir

des lieux où la cocaïne serait vendue au prix coûtant ou plus bas. Ensuite, faire une vaste propagande pour expliquer aux gens les défauts de la cocaïne et le leur faire voir ; nul ne ferait une contre-propagande parce que personne ne pourrait gagner de l'argent aux dépens des cocaïnomanes.

Bien évidemment, cela ne ferait pas disparaître complètement l'usage nocif de la cocaïne, car les causes sociales qui créent les malheurs et poussent à l'utilisation de stupéfiants subsisteraient.

Mais, quoi qu'il en soit, le mal diminuerait, parce que personne ne pourrait tirer profit de la vente de drogue et personne ne pourrait spéculer sur la chasse aux spéculateurs.

C'est pourquoi notre proposition ne sera pas prise en considération ou sera traitée comme chimérique et folle.

Mais les gens intelligents et désintéressés pourraient se dire : « Puisque les lois pénales se sont montrées impuissantes, ne serait-il pas judicieux, tout au moins à titre d'expérience, d'essayer la méthode anarchiste ? »

Errico Malatesta

Intro et traduction : Nicolas, FA69

1. Article initialement publié en italien dans *Umanità Nova* (10 août 1922). Également publié en français dans : MINTZ, Frank, éd. 2019. Errico Malatesta : Articles Politiques. Montréal : Lux Éditeur, p. 314–315.

2. Ndt. Il est question de Maurice Edme Courtois Suffit (1861–1947), médecin des Hôpitaux de Paris. Avec René Giroux, interne des Hôpitaux de Paris, il est l'auteur d'un ouvrage intitulé *La cocaïne : étude d'hygiène sociale et de médecine légale* (Paris : Masson et Cie, 1918).

3. Ndt. Il semble être question du « cri d'alarme » des docteurs Suffit et Giroux à l'Académie de médecine – notamment relayé dans un article paru dans le quotidien *Le Petit Journal* du 22 juin 1921 (p. 1) – qui, dénonçant « l'effrayante propagation de la cocaïne », espèrent que les « les pénalités actuelles soient aggravées » et que les magistrats se montrent « moins doux que par le passé ».

ADN : NE LÂCHEZ RIEN !

C'était un 25 juillet, belle journée d'été, on s'apprêtait à boire l'apéro, quand voilà que la maréchaussée débarque sur mon terrain. Un voisin « bien intentionné » (je l'ai appris par la suite) m'avait balancé pour les jolies plantes qui poussaient dans mon jardin.

Les Pandores saisissent alors (à mon grand dam!) 27 plants de cannabis auto fleurissantes et me convoquent à la gendarmerie l'après-midi même pour un interrogatoire en bonne et due forme, au cours duquel je revendique clairement mes positions libertaires et antiprohibitionnistes. Interrogatoire à la fin duquel, présenté comme une formalité d'usage, ils prétendent prélever mon ADN. Je refuse net. Le chef me rétorque alors que le procureur ne va pas apprécier et je lui réponds qu'en tant qu'anarchiste, le procureur...

Tout ça finit bien sûr au tribunal correctionnel. La cour me condamne à 600 € d'amende pour culture de cannabis. Pour ce qui est de mon refus de me laisser prélever mon ADN, mon avocat et compagnon libertaire Jean-Jacques Gandini fait feu de tout bois et le tribunal, suivant ses conclusions, me relaxe pour mon refus.

À l'extérieur du tribunal : rassemblement et banderoles antiprohibitionnistes et contre les fichages.

Vexé sans doute, le Procureur général fait appel. À l'audience, j'écope de 1 000 € d'amende et 2 mois de prison avec sursis. Je suis débouté par la Cour de cassation (toujours, bien sûr, rassemblement et banderoles et communiqués à la presse).

De guerre lasse, je jette l'éponge et paye l'amende, et reprends le cours de ma vie...

Mais quelques mois plus tard, re-convoocation à la gendarmerie en vue d'un prélèvement ADN. Toujours sur la base du même délit, le refus de prélèvement est en soi un délit, exposant son auteur au prélèvement ADN, m'explique (un peu gêné) le gendarme en charge du dossier.

Un peu vénère je réitère mon refus formel me prêter à leur demande.

Re-Tribunal correctionnel! Prétexte à un nouveau rassemblement.

L'ami Jean-Jacques ayant pris sa retraite, c'est son successeur, Nicolas Gallon, qui assure ma défense.

Je prends 800 € d'amende, mais cette fois, bien décidé d'aller jusqu'au bout, c'est moi qui fais appel.

Sans trop de surprise la Cour d'appel, droite dans ses bottes, fait tomber mon sursis et rajoute 2 mois au passage.

Total : 4 mois ferme qui seront aménagés en jours-amende par le Juge d'application des peines, visiblement pas

tout à fait insensible à mes arguments antiprohibitionnistes.

Formalité obligatoire, la Cour de cassation me déboute à nouveau.

Je dépose alors, avec l'aide de mon avocat (il vaut mieux se faire aider d'un bon avocat, motivé par l'affaire, car le dossier est très compliqué à préparer, et à la moindre erreur on est débouté pour vice de forme), un recours à la Cour européenne des Droits de l'homme contre l'État français pour violation de l'article 8 et de l'article 4.1 du protocole n°7 de la Convention européenne des Droits de l'homme.

Le 9 juin 2022, après 8 années de procédure, la CEDH me donne raison. L'État français reconnaît avoir violé la Convention européenne et me dédommage suffisamment pour couvrir l'ensemble des frais engagés.

Mais surtout, à l'issue de huit années de bras de fer (c'est fatigant et stressant) avec la justice française, on obtient deux jurisprudences non négligeables, pour les consommateurs autoproduteurs de cannabis et, plus largement, pour tous ceux à qui l'État réclame des prises d'ADN à répétition sur la base d'un même délit initial. Alors, ne lâchez rien les fumeurs de joints...

Patrick

Groupe Delgado Granado

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH

KROKAGA





Mes rencontres avec May Picqueray et ses quatre-vingts ans d'anarchie.

*« Le vain espoir des mitraillés sous la mitraille
La poitrine qui bat sous les pâles médailles
Les Jésus désertant le fruit de tes entrailles
Les cœurs déchiquetés qui parlent aux fantômes
Les gens de bien qui ont désintégré l'atome
Le Capital qui joue aux dés Notre Royaume. »
À toi (Léo Ferré)*

Coin bibliothèque.

« *Mes enfants!* » C'est par ces mots qu'elle nous accueille, ma compagne et moi, un dimanche des années soixante-dix, à son domicile du Pré-Saint-Gervais (68, rue Danton, 2^e à gauche). Elle est déjà bien largement septuagénaire, je la croise depuis ma plus tendre enfance, car elle a milité avec mon grand-père maternel et Louis Lecoin. Élégance sobre, buste droit, regard clair, broche de bon aloi, discret collier, chevelure blanche impeccablement coiffée, pantalon noir aux plis tracés au cordeau. En un instant, comme à chaque fois, elle nous en impose. Le temps que ses mains se tendent, que ses bras s'ouvrent, qu'elle nous claque un baiser. Notre visite impromptue la surprend en plein travail d'écriture. Puisqu'il est 16 heures, May nous propose le café puis, tout en se dirigeant vers la cuisine, lance un sonore « *le Petit Coin toujours au même endroit! Ah, si j'ai pu en lire des livres, dans cette bibliothèque!* » Mais elle est déjà de retour et installe tasses fines et soucoupes dans la petite salle à manger où trônent un joli buffet sculpté, une cheminée aveugle, un portrait de Voline et une photo de Lecoin. Juste à côté, sa chambre pleine de livres.

Comme machinalement, elle retourne s'installer face à son antique machine à écrire où un rayon de soleil vient opportunément de se poser. « *Quand vous avez sonné, j'étais en train de taper le récit de ma visite à Trotsky, au Kremlin, en 1922. Il m'a accueillie par « ma chère May » en me tendant la main. Je l'ai refusée en lui disant qu'entre nous il y avait Kronstadt et Makhno. Et pourtant je venais lui demander, à lui le généralissime de l'Armée rouge, la libération de camarades...* » Ma compagne, Patrice et moi buvions ses paroles. Comme au cinéma! Mais ça n'était pas un film. May nous racontait simplement sa vie.

En 1921, pour protester contre la condamnation à la chaise électrique des deux anarchistes innocents Sacco et Vanzetti, « *vengeance pour nos martyrs* », May expédie un colis piégé

à l'ambassadeur des États-Unis à Paris, une bombe artisanale qui fera *pschitt* sans faire de victime, puisque désamorcée par le concierge, ancien combattant très au fait de ces choses-là... En 1922, lors du congrès de l'*Internationale syndicale rouge* dans les palais dorés de Moscou, elle n'a pas hésité à grimper sur une table du pantagruélique banquet du dîner pour insulter des syndicalistes promoscoutaires en train de se goinfrer, alors que la population crève de faim hors du Kremlin. Pour May, la moindre des solidarités envers le peuple souffrant était de se restreindre... Une année plus tôt, l'anarchiste américaine Emma Goldman, née en Lituanie en 1869, rencontrait Lénine en son bureau, qui, déjà dictateur, rôle cependant : « *Quelle dictature (du prolétariat) avons-nous, c'est de la bouillie pour les chats, pas une dictature.* » Lorsque Kamenev abroge légalement la peine de mort, Lénine s'insurge : « *Croit-on que l'on puisse faire une révolution sans fusiller? (...) C'est une faute, une faiblesse inadmissible.* » (...) « *Ne vous réjouissez pas; il y aura encore beaucoup, beaucoup de sang.* » (Cité par Jean-Jacques Marie dans son *Lénine, la révolution permanente*.) Pendant que Trotsky lance : « *La force de la Révolution française, c'était sa guillotine qui raccourcissait d'une tête les ennemis du peuple. C'est un instrument excellent. Il nous en faut une dans chaque ville. Des têtes doivent tomber, le sang doit couler...* » (Cité par Robert Service dans *Trotsky*, éd. Perrin).

Le Réfractaire.

May veut créer son journal et tient à m'y associer comme jeune militant libertaire très au fait des luttes antimilitaristes de la période, avec cependant une petite arrière-pensée : « *Franck, pour le lancement du Réfractaire, je ne dispose même plus du fichier de Liberté, le journal de Lecoin, disparu avec lui il y a deux ans. L'ennemi a fait main basse... Comme tu es l'un des dirigeants du Secrétariat des Objecteurs, si tu pouvais te rendre à Boulogne, rue Lazare-Hoch, et demander à avoir une copie du fichier de l'UPF pour vos besoins militants, ça me permettrait de le récupérer. Mais n'évoque surtout pas mon nom et mon projet...* ». May est en pétard contre l'*Union Pacifiste de France* (UPF), qui a mis la pogne en 1971 sur le fichier des abonnés, la caisse du journal *Liberté* et le stock des mémoires de Louis Lecoin, *Le cours d'une vie*, au moment du calanchement du vieux luteur... avec qui l'UPF était pourtant en froid sibérien depuis



plusieurs mois. Illico, je file fissa au siège de *l'Union Pacifiste de France*, tais mon militantisme à l'ORA (Organisation Révolutionnaire Anarchiste. Groupe Boulogne-Billancourt) et présente ma casquette du *Secrétariat des Objecteurs de Conscience* (SOC). J'explique nos manques de moyens. On me reçoit chaleureusement pour mettre à ma disposition le fichier des adhérents et des abonnés, que je recopie à la main, langue tirée (pas de photocopieuses chez les particuliers en cette époque), puis les apporte à May. « *Merci compagnon. Maintenant que j'ai ces fichiers, avec le trésor de guerre (30 000 francs) dont je dispose, ça devrait aller pour lancer le Réfractaire. Reste juste à trouver des plumes...* »

“ Les compagnons de luttes de May ont largement dépassé la date de péremption. Peu de militants de sa génération sont encore actifs. ”

May et moi partons donc, bras dessus-dessous, à la recherche d'un lieu pouvant accueillir notre futur brûlot de presse. C'est finalement une ancienne loge de bignole qui fera l'affaire, en plein Paname (320, rue St-Martin) pour un loyer raisonnable. Trouver des plumes ? May n'est pas en rade. Pour ce nouveau canard, elle ira les chercher en des crânes plutôt franchement déplumés, tant les compagnons de luttes de May ont largement dépassé la date de péremption. Peu de militants de sa génération sont encore actifs, Lecoïn mange les pissenlits par la racine, May est iso-

lée, désorientée, n'ayant guère de contact avec des jeunes radicalisés au-delà d'un noyau réduit de doux pacifistes. J'invite donc May à venir nous rendre visite impasse Popincourt au local du SOC, secrétariat sans téléphone que nous relevons de ses ruines tout en remplissant ses caisses... Lors d'une des très discrètes réunions du *Groupe d'Insoumission Totale de Paris* (GIT) dont je viens de participer à la création, je propose que May vienne exposer le projet de mensuel antimilitariste qu'elle entend financer avec le « trésor de guerre » de *l'Association des Amis de Louis Lecoïn*, qu'elle vient opportunément de fonder.

Le premier numéro étant projeté pour le printemps 1974, je propose de lui retirer l'épine du pied en la sortant de son isolement générationnel. Par circulaires du SOC, nous informons nos adhérents, puis le *Comité d'Action des Prisonniers* (CAP) animé par notre ami *Taule Art*, le chouettard Serge Livrozet, les copines du *Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception* (MLAC), le Comité de rédaction du *Monde libertaire* (FA) ; celui de *Front libertaire* (ORA), en liaison avec les *Imprimeurs libres* du Passage des Soupîrs et notre précieux ami Michel Castaing, journaliste du quotidien vespéral de référence *Le Monde*. Ma compagne et moi passerons de longues soirées à remplir, à la main jusqu'aux crampes, comme des fourmis bénédictines, les bandes d'expédition du journal à partir du maigre fichier de May, enrichis par mes activités d'espion au service de sa majesté.

May se méfie de l'ORA : « *C'est des marxistes !* », puis se ravise en m'accompagnant lors de réunions publiques au 33 rue des Vignoles et de manifs dans nos rangs. Peu de militants connaissent May parmi la nouvelle génération, alors, de jeunes zanars ayant appris par ma bouche quelques bribes de son passé - car ses mémoires ne paraîtront que dans cinq ans - veulent la questionner « *à propos de Makhno et Durruti*. » Des trotskystes lui tombent dessus : « *On parlait bien « d'Armée Makhnoviste », alors vous voyez que les zanars ne sont pas contre la constitution d'armées, lorsqu'elles sont révolutionnaires !* » « *Non ! Makhno en Ukraine, c'est le Peuple en Armes !* » répond-elle sèchement aux héritiers politiques du terrifiant Trotsky, sanguinaire fondateur de l'Armée rouge. « *Je l'ai bien connue, à Paris, votre idole, avant 1917, il connaissait toutes les chansons anars en français !* » Partisan fanatique de la dictature bolchevique sur le prolétariat, il finira sa sinistre carrière politique en 1940, exécuté durant son exil mexicain par un agent de Staline, d'un coup de piolet d'alpinisme entre les omoplates... De la dictature du prolétariat à celle du piolétariat, il ne restait finalement qu'un simple geste à faire.

...



Mes rencontres avec May Picqueray et ses quatre-vingts ans d'anarchie.

●●● Avec Nana de la Bande à Bonnot.

May tient absolument à me faire rencontrer Anna Dondon, dite « Nana » (1884/1979), veuve de René Valet. « *Ça lui fera du bien de voir des jeunes !* » Insoumis depuis 1911, membre de « la Bande à Bonnot », son compagnon Valet succomba, le 15 mai 1912 avec Octave Garnier, aux mortels assauts d'un bataillon de 400 Zouaves, de 250 argousins aux nez sales, cinquante détectives à chapeaux melons et moustaches et des gardes républicains en bottes de cuir encerclant leur villa louée à Nogent-sur-Marne, à grand renfort de tirs de mitrailleuses lourdes et de dynamite. René Valet, grièvement blessé, criblé de balles, couvert de son résiné, mais encore vivant au moment de sa capture, piétiné par les flics, aurait été étranglé par la poulaille dans le fourgon qui l'emportait. La Dondon, déclarée en fuite bien qu'innocente, avait déjà été prise aux pattes et incarcérée durant deux ans en 1908 pour ses activités de faux-monnayage politique dans le cadre de l'expropriation des expropriateurs.

Ma propre mère, connue dans les milieux anars des années trente comme « *la petite Nancy qui chante devant le rideau rouge lors des galas de soutien* », l'avait souvent côtoyée, ainsi que d'autres ex-illégalistes d'avant 1914, en compagnie de ses parents anarcho-syndicalistes, de May Picqueray et Lecoïn, lors des sorties dominicales *au vert*, organisées par *Le Libertaire* entre les deux guerres mondiales, dans les banlieues encore campagnardes proches de Paris équipées d'une gare, ou adultes sympathisants, militants et bambins, pouvaient s'ébattre en forêt loin des fumées d'usines. Restée fidèle à ses convictions sociales, bien que rangée des voitures à bras,

Anna Dondon me confiera avec mélancolie, devant May et la cafetière tiédasse d'un jus de chaussette diurétique : « *Je ne ferme jamais ma porte à clef, la propriété c'est le vol. Sauf que, durant la guerre, ma cave d'immeuble était régulièrement dévalisée de son charbon et de morceaux de bois péniblement récupérés pour me chauffer un peu. J'étais devenue une victime multiprioritaire ! Alors, j'ai dû me résoudre à mettre un cadenas à ma cave, sous peine de crever de froid* ». Individualiste libertaire et illégaliste, « *la Nana* » était-elle si peu au fait des écrits politiques de Proudhon pour confondre ainsi propriété privée et légitime droit d'usage ? Quoi qu'il en soit, les nombreuses luttes antimilitaristes radicales de la période concernent toujours « *la Dondon* ». Maintenant nonagénaire, l'œil vif et le teint frais, Veuve Valet me questionne avec un évident intérêt : « *Si j'avais dix piges de moins, je prendrais la dynamite pour faire sauter toutes leurs casernes, les généraux dedans !* »

Division générationnelle du travail.

May a préparé seule la pré-maquette d'un numéro zéro du *Réfractaire*, avec les articles de sa *Vieille Garde*, alors qu'elle avait promis d'y associer : *SOC, GIT, CAP, MLAC* et autres turbulentes jeunesses. Je lui propose un édit, qu'elle ne lira même pas ; mon ami Robert du *SOC*, un article ; les copains des infos toutes fraîches sur les luttes des insoumis, etc. Elle ne retiendra rien : « *La prochaine fois !* » Y figurera un émouvant hommage à Lecoïn, mais la maquette est vieillotte, en décalage flagrant avec les dynamiques chartes graphiques des publications de l'époque, même dépourvues de moyens. May m'explique bien-bien-comme-il-faut la ligne éditoriale qu'elle entend imposer : « *Comme le journal Liberté de Lecoïn, nous poursuivrons la campagne pour le désarmement unilatéral de la France* »... pourtant assumée aussi par la maison concurrente *UPF*, dont c'est le fonds de commerce à l'époque. May a raison à propos du désarmement unilatéral, si Paris donne l'exemple, d'autres suivront : Lichtenstein, Monaco, Andorre, Vatican, Saint-Marin, Luxembourg... Quant à *la France Éternelle*, c'est une autre paire d'épaulettes. J'ose avancer que cette campagne, loin de l'esprit libertaire, de lobbying réformiste auprès des députés, manque à la fois de pertinence et de perspective, que c'est une perte d'énergie et de blé. Son haussement d'épaules clôt la discussion. Mais je n'aurai pas bavardé pour des pruneaux puisqu'elle y renoncera plus tard, très discrètement, pour s'axer enfin sur la défense des antimilitaristes persécutés.

Et May fait ce qu'il lui plaît

Une ligne éditoriale, ça se discute, non ? Pas pour May. Sur mon agenda de poche, je note, à la date du samedi 2 mars 1974, le rencard qu'elle me file du bout des lèvres, « *à la brasserie Le Bougainville, à 15h30, rue de la Banque, près du métro Bourse* ». Une drôle d'adresse pour des réfractaires venus sans dynamite en poche... Nous voici donc à l'heure convenue dans le noble établissement où viennent s'abreuver en semaine les *traders* assoiffés de thunes. L'équipe de choc du futur canard s'est déjà parachutée en commando sur le café de fin de repas... et Marcel Body en est à son troisième digestif d'un copieux déjeuner d'amitié. Les choses sont claires, notre place c'est *grouillot à tout faire*, comme ces employés boutonneux du Palais Brogniart d'à côté portant en courant des ordres d'achats d'actions. Lorsque j'en fais le reproche à May, quelques jours plus tard lors d'une conversation plutôt houleuse, elle me répond que ses très vieux copains « *ont l'expérience, sont des journalistes, des hommes du métier, qui savent écrire, rédiger des articles* ».



Tous, généreusement octogénaires et encore du bon côté du mur du Père-Lachaise, militaient déjà d'expérience depuis les calendes grecques.

Pour la génération de l'après 68, ce sont de parfaits inconnus... Le 10 mai, je lui écris : « *May, tu rétablis là, dans un journal libertaire, la division du travail entre tâches intellectuelles (articles) et manuelles (expéditions). "Chacun sa place", comme tu m'as dit au téléphone. Avec de telles méthodes, aucune équipe, qui se serait constituée petit à petit, n'est possible* ».

Tout ça correspondait parfaitement à la personnalité de May, car la médaille un peu ternie avait son revers. Avec un caractère d'une telle trempe, May s'est souvent entendue reprocher d'être autoritaire, d'avoir tendance à se la jouer perso, genre qui m'aime me suive fleur au fusil. Et puis la confusion s'invitait, un jour plus anar que moi tu meurs, le lendemain direction toute vers la recherche de l'union sacrée de la Sainte Famille humaniste dans le but d'essayer de se rallier le vote d'un certain nombre de députés... Personnage complexe, paradoxal, déconcertant, égotique. Quant au *Réfractaire* générationnel, vu la moyenne d'âge des rédacteurs, cannes à pommeau, lavallières et déambulateurs, heureux élus de la définition de la juste ligne éditoriale, si les non-fumeurs y sont majoritaires et les hivers prochains point trop rigoureux, il peut espérer tenir quelques semestres. Si ce projet de canard, à défaut de l'appui d'une jeunesse insoumise trop inexpérimentée à ses yeux, n'avait pu aboutir, May n'aurait laissé aucun souvenir dans le mémorial libertaire du XX^e siècle.

Qui se souvient ?

Troisième couteau du mouvement, devenue grâce à sa longévité et faute d'autres vieux combattants physiquement présents sur le front des luttes, l'ultime de sa génération à battre encore le pavé, dernière feuille sur la branche, elle reçut ses galons symboliques au bénéfice de l'âge grâce à la tardive publication de ses mémoires, *May, la réfractaire* (Atelier Marcel Julian, 1979) quatre ans seulement avant sa disparition. Une promotion à l'ancienneté. Le livre reçut un excellent accueil médiatique (80 000 ex.) grâce au soutien du *Canard enchaîné* où elle avait longtemps travaillé comme correctrice.

May calanchera à quatre-vingt-cinq printemps d'un douloureux cancer, en 1983. L'année précédente, Bernard Baisat lui avait consacré le documentaire « *Écoutez May Picqueray* », qu'elle n'eut pas l'occasion de visionner, la première projection publique ayant lieu un mois après sa disparition, avant que son nom ne soit effacé de l'ingrate mémoire mili-

tante, qui ne retient que les intellos et les barricadiers. « *Une femme haute comme deux pommes trois quarts* », m'écrira mon ami Bernard Thomas du *Canard Enchaîné*. Le livre de ses mémoires étant épuisé depuis longtemps, je rééditerai à mes frais en 2005, dans le cadre du groupe éditorial Los Solidarios, *May la Réfractaire, mes 81 ans d'anarchie*, puis, dans la foulée, une brochure de 96 pages, *May la réfractaire*, dans la collection « *Graines d'Ananar* » des Éditions libertaires, regroupant des témoignages et quelques-uns de ses articles. Les jeunes Éditions Libertalia rééditeront, en 2021, ses mémoires, en ajoutant au sous-titre les quatre années qui restaient à vivre à la lutteuse : « *Mes 85 ans d'anarchie* ».

L'Amour et l'anarchie contre l'âge des ténèbres.

Un *Jardin May Picqueray* existe à Paris (11^e) non loin de la place de La Bastille, au numéro 94 du boulevard Richard Lenoir, près du lieu de nos réunions clandestines du *GIT* entre Voltaire et Oberkampf, au milieu de la promenade du boulevard où se dressait l'une des dernières barricades de la Commune de Paris quand tomba le vieux Delescluze. C'est un beau jardin tout en longueur, bordé d'un alignement de sophoras du Japon et un ptérocaryer du Caucase, ceci depuis la délibération du 15 juillet 2015 et le vote unanime du conseil municipal sur proposition de l'élue d'arrondissement, l'écologiste Joëlle Morel. Ce *Jardin May Picqueray*, bel hommage à une libertaire antimilitariste, fait face, ô ironie de l'histoire tragique des hommes, à la salle *Le Bataclan* où - quatre mois après l'inauguration du jardin - de fanatiques politico-religieux armés jusqu'aux dents assassineront, le 13 novembre, cent-trente jeunes gens venus écouter un groupe américain chanter *Kiss the Devil* (embrasse le Diable). D'endiablés chameliers de l'Apocalypse allaient finalement venir les embrasser... de très près. « *Des créatures venues du fin fond de l'âge des ténèbres ont fait irruption dans le présent et, si ce sont des fantômes, ce ne sont en tout cas pas des fantômes qu'on peut conjurer sans recourir à de puissants sortilèges.* » (Orwell, *Essais, articles, lettres*, éd. Ivrea) May terminait son livre ainsi : « *Si les événements évoluent (et malheureusement pas en bien !), la philosophie anarchiste est toujours d'actualité : elle est réalisable et c'est la plus belle chose, celle qui apportera à l'Homme le bonheur, dans la liberté et la joie de vivre. Vive l'anarchie ! Allez, les jeunes ! Allez !... pour l'Amour, la Fraternité, la Liberté !* » Décidément, le monde est divisé en deux : les tueurs fanatiques et les cœurs purs libertaires. Merci à toi, May.

Franck Thiriot



Note sur l'écofascisme

L'idée d'écofascisme pourrait paraître incongrue ou choquante, car ses composants (écologie et fascisme) semblent antinomiques. Mais il ne faut pas s'en tenir aux apparences. Le terme est même apparu en France au début des années 1970. On peut en distinguer deux types.

L'écofascisme historique

Un premier type relève des tendances « vertes » véhiculées par le fascisme italien (Parc national du Grand-Paradis créé en 1922, après la Marche sur Rome) ou par le tennô-militarisme japonais (législation de 1934 sur les parcs nationaux, culte de l'empereur comme proche de la nature). Il caractérise surtout le nazisme : héritage du mouvement *Artam*, agrarien, hygiéniste et végétarien dont sont issus Himmler, Darré, Höss ou Hess; législation sur la protection des paysages et des animaux. À l'approche patrimoniale et nationaliste s'ajoutent d'autres thèmes (agro-écologie, végétarisme, naturisme, philosophie du vivant) qui entrent plus ou moins en contradiction avec les autres options du régime (industrialisme, culte de la productivité, technicité).

Ce type historique disparaît avec les régimes qui l'incarnent, mais certaines de ses idées subsistent (misanthropie, survalorisation de la nature comme force, nécessité humaine de s'y soumettre, mysticisme). Il ressurgit de nos jours au sein du corpus théorique post-fasciste incarné par trois figures. Le Finlandais Pentti Linkola (1932-2020) prône un malthusianisme radical contre l'être humain qui détruit l'environnement, en particulier contre les migrants; seul un régime fasciste pourrait permettre de sauver la nature. Aika Lindbergh, membre de *Survival international*, rejoint le Conseil national du FN dans les années 1990 après avoir découvert que Jean-Marie Le Pen est « passionné de protection de la nature, passionné d'éthologie aussi », sa spécialité¹. Quant à Alain de Benoist, figure historique de la Nouvelle droite en France, il s'affirme « décroissant » puisqu'« une croissance matérielle infinie n'est pas possible dans un monde fini »².

La critique de l'écofascisme dans les années 1970

En 1972, Jean-Paul Malrieu, membre du groupe *Survivre... et vivre* redoute l'adaptation du capitalisme à une croissance différente, via « une société de services remplaçant la société des usines et des magasins », et qu'elle puisse

**PRENEZ LA TÊTE
AUX ÉCOLOGISTES!**



conduire à une « société super intégrée, une société du spectacle et du super contrôle au nom de la survie collective et individuelle, de l'écologie et de la santé. Bref, le fascisme écologique et sanitaire »³. Visionnaire.

C'est également la thèse d'André Gorz en 1973⁴. Selon elle, le capitalisme doit s'adapter pour faire face aux problèmes engendrés par la croissance économique, tout en trouvant les moyens de maintenir ladite croissance sous d'autres formes pour maintenir les profits. Soit : réfréner le gaspillage, améliorer les techniques, promouvoir l'obsolescence programmée pour maintenir la production et les profits, « faire de la qualité de vie une affaire rentable », parier sur la croissance des productions immatérielles, élargir le champ économique au monde entier, et industrialiser de nouveaux secteurs (santé, éducation, culture, loisirs, sexualité). Gorz cite Ivan Illich pour qui le « fascisme technologique » table sur le fait que les populations inquiètes vont remettre leur sort dans les mains des techniciens.



La critique de l'écofascisme chez Charbonneau

Une dizaine d'années plus tard, Bernard Charbonneau reprend le thème⁵. Pour lui, « *en dépit des apparences, l'écofascisme a l'avenir pour lui, et il pourrait être aussi bien le fait d'un régime totalitaire de gauche que de droite sous la pression de la nécessité. En effet, les gouvernements seront de plus en plus contraints d'agir pour gérer des ressources et des espaces qui se raréfient* ». Les biens autrefois gratuits deviendront payants (jusqu'aux paysages ou aux lieux touristiques), leur répartition sera réglée par le marché, le rationnement ou le marché noir, la liberté sera restreinte et « *comme en temps de guerre, la défense du bien commun, de la terre, vaudra le sacrifice* ».

Outre la promotion de valeurs anti-humanistes, cet écofascisme, qui distingue la nature de la culture, convient très bien, selon Charbonneau, à une « *société qui pratique la division des fonctions et le zoning* » et qui s'intègre parfaitement « *dans le système industriel au titre de gestionnaire des réserves naturelles ou des parcs nationaux* ». Visionnaire, lui aussi.

Charbonneau pointe alors le rôle de l'« intégrisme naturaliste » véhiculé par une partie des écologistes. Il dispose d'un certain recul au vu de l'évolution politicienne d'une majorité des écologistes, notamment en France et en Allemagne dès la fin des années 1970. Il bénéficie aussi de son analyse d'une philosophie qu'il qualifie d'« intégrisme naturaliste » (ou d'« intégrisme de la nature »), et qu'il assimile à l'« écofascisme » : respect mystique et absolutiste de « la nature », valorisation de celle-ci « *sans le contrepoids de la liberté* », aboutissement inévitable « *à un déterminisme biologique dont la conclusion est un "écofascisme" qui s'apparenterait d'ailleurs plus au nazisme qu'à la tragi-comédie mussolinienne* ». Mais il ne fait pas remonter son analyse à l'histoire même du fascisme.

La question de la science et du pouvoir

C'est ce que j'ai essayé de faire en 1992, sans même avoir lu Charbonneau, ni Gorz, ni Malrieu, ni Ferry⁶. Partant de ce que j'appelais l'« intégrisme naturaliste » pour analyser la « dérive écofasciste », je rappelais l'existence d'un « écosocialisme d'extrême droite » avec sa conception social-darwinienne de la nature et de la société remontant à Haeckel, le fondateur de l'écologie en 1866. Je dénonçais l'appel à « une dictature bienveillante » pour sauver la planète prônée par le philosophe Hans Jonas, héritier spirituel

de Heidegger, devenu une référence chez les écologistes. Je pose la question du pouvoir.

Mais Gorz refuse de voir le rôle joué par la gauche dans la progression de l'écologie politique. Charbonneau l'aperçoit, mais il se trompe puisqu'il la réduit à une « gauche libertaire », antonymie lourde de confusions. Il confond même les fantaisies hippies avec la tradition anarcho-syndicaliste, valorisant l'une pour mieux faire oublier l'autre.

De nos jours, de nombreuses voix poussent les autorités politiques à des mesures radicales pour faire face à la crise environnementale, ce qui permet aussi de couper l'herbe sous le pied aux aspirations libertaires qui seraient encore véhiculées par l'écologie. Cette contre-révolution écologiste préventive n'a pas forcément besoin de s'accompagner de référents explicitement fascistes, ni d'un régime de parti unique, puisqu'elle prend des formes reposant largement dans les démocraties libérales sur la servitude volontaire, cette fois déclinée au nom de la nature ou de sa protection et via la géo-ingénierie. Compte tenu de l'essor du post-fascisme dans un grand nombre de pays, la convergence entre l'ancien fascisme générique et un écofascisme contemporain est préoccupante.

La principale erreur de Gorz, de Charbonneau et de bien d'autres, consiste à confondre l'écologie (savante) et l'écologie (mouvement et/ou pensée). Même s'ils cherchent à se distancier de l'injonction scientifique, ils sont conditionnés, voire enfermés par elle.

Philippe Pelletier

1. Du fascisme au post-fascisme, mythes et réalités de la menace fasciste, éléments d'analyse et propositions d'action, Paris, Éditions du Monde libertaire, 1997, p. 31.
2. Benoist Alain de, *Décroissance ou toujours plus ? Penser l'écologie jusqu'au bout*, Paris, Pierre-Guillaume de Roux, 2018, 210 p., quatrième de couverture.
3. Malrieu Jean-Paul, « Merci M. Mansholt », *Survivre... et Vivre*, 12, 1972, p. 24-28.
4. Bosquet Michel [André Gorz], « Le grand complot écofasciste », *Le Sauvage*, 4-5, 1973, p. 76-84.
5. Charbonneau Bernard, *Le Feu vert, autocritique du mouvement écologique*, Paris, Karthala, 1980, rééd. L'Échappée, 2022.
6. Pelletier Philippe, *L'Imposture écologiste*, Montpellier, Reclus, 1993, 210 p. Je mentionne 1992, car la publication du manuscrit a été repoussée d'un an.



À propos de la loi Duplomb...

“On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré”

Albert Einstein

Une société se définit assez bien par son système agraire. Or, depuis environ trois-quarts de siècle, ce qu'a engendré l'agriculture capitaliste, au nom de l'efficacité, dépasse l'imagination.

➤ La liquidation de la paysannerie. Il restait, en France, encore plus de deux millions d'exploitations en 1955; on en compte aujourd'hui moins de 400 000. Et l'Union européenne pourrait perdre 6,4 millions d'exploitations d'ici 2040. Parallèlement, plus de 3 000 fermes-usines seraient répertoriées, sachant que 60% des animaux d'élevage sont concentrés dans seulement 3% des exploitations!

➤ La désertification rurale : la disparition des petites fermes aggrave le déclin des campagnes au profit des centres urbains (commerçants, artisans, services publics...). Au bénéfice des filières de l'agroalimentaire (seulement 7% de notre ticket de caisse au supermarché va aux agriculteurs).

➤ Le mal-être du monde paysan : perte de sens au travail, alourdissement des tâches administratives, peur de l'accident, de l'aléa climatique, de la faillite, solitude, dépression, suicide (un tous les deux jours)...

➤ Des inégalités scandaleuses : 25% des agriculteurs dépassent les 90 000 euros annuels et 10% les 150 000, pendant que 18% vivent sous le seuil de pauvreté.

➤ Un désastre écologique. L'agriculture c'est, en vrac : 70% des prélèvements d'eau douce, 40% du gaz méthane total émis, 70% des haies disparues des bocages depuis 1950, le déclin des pollinisateurs, la perte de fertilité des sols, la prolifération des algues vertes, l'érosion de la biodiversité par la monoculture...

➤ Des atteintes à la santé : malbouffe, obésité, cholestérol, explosion des cancers...

C'est parce que cette agriculture mortifère s'empêtre de plus en plus dans ses contradictions que survient la loi Duplomb, qui booste les pesticides et les élevages surdimensionnés en mettant l'Agence nationale de sécurité sanitaire sous tutelle. Des agriculteurs contraints de détruire la nature pour nourrir l'humanité! Tenus d'empoisonner l'humain pour vivre de leurs revenus! Si l'on excepte l'hypocrisie, à quel niveau de conscience écologique et politique faut-il être rendu pour croire qu'une loi – élaborée par les fossoyeurs de l'agriculture – puisse résoudre une crise de civilisation?

Un monde fragmenté

De nombreux travaux d'anthropologie l'attestent : l'humanité a engagé son aventure sous le signe de l'écologie et de l'anarchie! Sans chercher stupidement à idéaliser, la plupart des sociétés de chasseurs-cueilleurs sont faiblement hiérarchisées et connaissent des décisions collectives, des règles de partage et d'hospitalité, diverses formes de solidarité. Ces relations sociales assurent la cohésion des groupes et la transmission des savoirs à travers les générations sur des millénaires. Par ailleurs, le lien étroit à la nature se manifeste par un rythme de vie calqué sur celui des saisons, les connaissances relatives aux plantes, les techniques de chasse, les remèdes naturels, une profonde compréhension des écosystèmes, un respect inné pour la biodiversité.

La lente construction de l'État fauteur de guerre et, plus tard, l'irruption du capitalisme exploiteur vont faire voler en éclats cette « harmonie ». Pour ce qui concerne l'humain, s'appuyant largement sur la séparation entre travail manuel et intellectuel, le capitalisme organise consciencieusement une mise en concurrence généralisée des travailleurs pour maximiser les profits : recours massifs

aux immigrés irréguliers/sans papiers, délocalisations, inégalités salariales (notamment hommes-femmes), réglementation favorisant le moins-disant fiscal, écologique et social, jouant tantôt du libre-échange, tantôt du protectionnisme, selon le rapport de forces. Dans un contexte de chasse aux syndicats et de criminalisation du mouvement social, chacun est encouragé à devenir « entrepreneur de lui-même ».

Les États, les empires coloniaux ont toujours utilisé la stratégie visant à « diviser pour régner », opposant et hiérarchisant les minorités, attisant la haine entre les communautés, ghettoïsant les quartiers, instrumentalisant les conflits. La multiplication des psychopathes au pouvoir aujourd'hui aggrave les menaces d'une lutte de tous contre tous. Qu'il s'agisse d'une guerre commerciale ravivée par Trump, de la folie sanguinaire de Poutine ou de la rhétorique guerrière assumée par Macron (réarmement moral, industriel ou démographique pour une « France plus forte »). On peut aussi évoquer la loi de finances de 2024 qui intègre une coupe drastique de deux milliards d'euros pour la solidarité internationale. Ou l'isolement social et la solitude, en forte augmentation, le plus souvent fruit d'une organisation sociale qui méprise l'humain (montée du chômage et de la précarité, instabilité familiale, spirale de la pauvreté). Un Français sur dix est en situation d'isolement social, source de souffrance, de vulnérabilité psychologique, de perte d'autonomie, voire de marginalisation, d'exclusion.

Hannah Arendt soutenait que l'atomisation sociale et l'individualisation extrême étaient les conditions de la domination totale. Sachant que l'enjeu n'est pas seulement cette atomisation de la société, mais l'obsolescence de l'homme (G. Anders) par l'avènement de la techno-science, qui détruit les milieux naturels pour incarcérer l'homo economi-



cus dans l'univers aliénant des machines qu'il a créées et qui le dépassent

Quant à la relation fructueuse entre l'humain et la nature, elle est détruite par la mise en équation du monde, par un rapport instrumental aux milieux de vie. L'hyperconsommérisme s'appuie sur une réduction des écosystèmes à des « stocks », l'utilisation intensive des ressources naturelles, l'obsession de la croissance économique, la recherche de la toute-puissance, l'idéologie de l'illimité, le mythe de l'abstraction des contraintes matérielles. Avec une accélération technologique qui accentue en permanence la surexploitation.

Sortir du capitalisme ne suffira pas

Certes, le capitalisme industriel et financier est responsable de destructions majeures souvent irréversibles, mais si abolir ce système sera nécessaire, ce sera insuffisant pour plusieurs raisons. Concernant la question écologique, d'abord, une étude basée sur plus de 300 articles scientifiques dans de nombreux domaines de recherche différents (Cambridge Prisms : Extinction) soutient que c'est la chasse humaine qui aurait joué un rôle décisif dans l'extermination des grands mammifères au cours des 50 000 dernières années, le changement climatique ayant joué un rôle moindre. Ensuite, entre 400 et 1 600 de notre ère, le manteau forestier recouvrant l'Europe s'est trouvé réduit de 95% à 20% (L. Testot)! Donc bien avant le CAC 40! Enfin, on peut imaginer une société même sur des bases « libertaires » conserver un certain productivisme (le

mode de vie « occidental » est loin d'être mort... et la planète comptera bientôt neuf milliards d'habitants!).

S'agissant de la question sociale, l'oppression, la domination, l'exploitation n'ont pas attendu la naissance du capitalisme pour exister, et la soumission des femmes, le patriarcat datent déjà de quelques millénaires. Par ailleurs, compte tenu du rapport de forces actuel, la disparition du capitalisme risque malheureusement plus de favoriser l'émergence ou l'expansion de néo-féodalismes, d'intégrismes religieux, de mafias, de gangs, d'organisations para-militaires que d'expériences libertaires.

Retisser les liens

Comme le soutient N. Bonanni dans *L'écologie, révolutionnaire par nature*, une pensée cohérente intègre nécessairement trois critiques complémentaires :

> celle du pouvoir, des institutions et des rapports de domination qu'elles induisent ;

> celle de l'exploitation de la force de travail par le capitalisme ;

> celle aussi du productivisme, de l'aliénation par le déferlement technologique et de l'abrutissement par l'industrie culturelle.

« *L'homme est la nature prenant conscience d'elle-même* », écrivait Élisée Reclus. Ce point de vue implique une responsabilité particulière, à la fois à l'égard de la nature et de l'humain. Limiter l'emprise humaine sur la planète, accepter la finitude, habiter la Terre plus sobrement, préserver la « *part sauvage du monde* » (V. Maris). En se souvenant

que pendant plus des 99,99% de son existence, la vie a évolué sans humains, et que l'humanité ne constitue qu'une espèce sur plus de huit millions !

Cette cohabitation bienveillante et mutuellement bénéfique doit aussi s'appliquer au sein de l'humanité. Le minimum vital consiste à établir un « vivre ensemble ». Ce qui semble de moins en moins assuré aujourd'hui (y compris en milieu associatif, militant). Vivre ensemble, c'est favoriser la primauté de l'écoute, de la tolérance, du respect, du dialogue sur la jalousie, la mesquinerie, l'orgueil, la vengeance, la haine, la bêtise. Comment construire collectivement du sens, mettre en commun des expériences, décider à plusieurs, garantir le fonctionnement d'une coopérative si la réalité sociale n'est qu'une juxtaposition d'individus ?

Un sursaut à la hauteur des enjeux

Pour revenir à l'agriculture, lancée le 10 juillet par une étudiante, une pétition contre la loi Duplomb recueille plus de deux millions de signatures. Une mobilisation et un record exceptionnels. Certains y voient une forte demande des citoyens de peser sur le débat public, en dehors des échéances électorales. Certes. Mais pour beaucoup, il ne s'agit seulement que de protéger la (leur?) santé contre les pesticides. Peut-être de transformer le « modèle agricole », mais sans sortir du système. On est très loin du compte. Loin d'une remise en cause de la coalition État-capital qui asservit l'humain à la finance internationale et au délire de la technoscience qui entretient la guerre comme l'une des activités les plus rentables, et détruit les écosystèmes jusqu'à compromettre les conditions d'habitabilité de la planète. Quand une baignoire déborde, on ne s'épuise pas à éponger, on ferme le robinet.

Jean-Pierre Tertrais
Groupe La Sociale



Conséquences de l'exclusion

“Sometimes the smallest, softest voice carries the best, biggest solution.”

NOFX, *The Idiots are Taking Over* (2003)

Entrée récemment dans les mouvements anarchistes, c'est avec étonnement que je constate parfois un certain retard sur la théorie queer et sur la transidentité. Nombreux-ses sont les anarchistes étant sceptiques, voire ouvertement critiques. Pourtant, ces idées sont intrinsèquement libertaires : elles brisent des normes strictes et arbitraires, donnent des droits à des minorités et développent l'auto-détermination¹. C'est un combat pour plus de liberté. Malgré ça, une certaine méfiance persiste. Cette absence de positionnement clair est dangereuse : chez les féministes, la transphobie a pu déjà renvoyer militant-es et personnalités publiques d'un bord à l'autre de l'échiquier politique²; chez les anarchistes, cela fait perdre sa crédibilité au mouvement, notamment auprès des concerné-es qui s'y sentent exclu-es; et, en général, la transphobie permet de nombreuses dérives qui atteignent d'autres minorités.

Pourtant, ce sujet occupe les espaces militants et politiques depuis des décennies. Non seulement la transidentité n'est pas « un phénomène récent » – les premières traces connues remontent à l'antiquité³ – mais plus récemment, les premiers droits des personnes queers ont été gagnés par la lutte lors des émeutes de Stone Wall⁴, grâce à des femmes trans, comme la militante emblématique Marsha P. Johnson. Les droits des personnes trans sont donc indissociables de ceux des personnes queers.

Qu'en est-il de soi-disant protéger les droits des « vraies femmes » en excluant les femmes trans du féminisme? C'est la stratégie de l'extrême droite : s'attaquer d'abord à une partie marginalisée

des femmes avant de s'en prendre à la majorité. Et si la perte de droits d'une minorité n'est déjà pas assez horribile, les femmes cis, surtout celles jugées pas assez féminines, en subissent – dans une moindre mesure, certes – aussi les conséquences⁵.

“Aucun courant anarchiste digne de ce nom ne peut imaginer une société libre tout en excluant une minorité.”

De plus, cette rhétorique essentialisante est incohérente : elle devrait exiger que les hommes trans aient les mêmes droits que les femmes cis. Pourtant, en France, ce n'est pas le cas : la PMA leur est interdite⁶ et l'inscription de l'avortement dans la constitution s'est faite sans les inclure⁷. Sans étonnement, aucun mouvement anti-trans ne s'en est indigné.

Dans ces mêmes courants, certain-es avancent que les hommes trans seraient des lesbiennes transitionnant pour ne plus subir l'homophobie. Passons outre l'hétéro-cis-normativité et l'infantilisation de ce propos, il n'est pas plus facile d'être trans que gay, lesbienne, bi- ou encore pan-sexuel-le : en 2022, parmi plus de 1 000 lois anti-queer qui ont été proposées par les législateur-ices aux USA, 65% s'attaquaient uniquement aux personnes trans⁸.

Pour en finir avec la diffamation des femmes trans, attaquons-nous à un mensonge aussi tenace qu'il est honteusement absurde – qu'aucun-e féministe ne pourrait croire : affirmer que les femmes trans seraient des violeuses ou – pire – des hommes qui passeraient par une transition pour pouvoir violer en toute impunité. Outre la redondance de cette accusation portée contre les hommes gays il n'y a que quelques années, rappelons que 90% des viols sont commis par une personne connue de la victime⁹ et que seul 0,6% des coupables sont condamnés¹⁰. Il est donc impensable pour un homme cis

de passer par un tel parcours pour pouvoir violer en toute impunité alors que c'est déjà – à 99% – le cas.

De plus, les femmes trans sont elles-mêmes largement victimes de violences sexistes et sexuelles¹¹. Et en cas de crimes avérés de leur part, la déshumanisation qu'elles subissent est à l'opposé du traitement réservé aux « bons chefs de famille qui ont dérapé ». En France elles sont placées à l'isolement pour une durée indéfinie, « pour leur sécurité », dans des prisons pour hommes – ce en dépit des normes internationales¹². Aux États-Unis, elles sont placées dans les cellules des détenus les plus violents, afin de maintenir le calme, où elles sont violées quotidiennement¹³.

Les courants anti-trans impactent aussi les enfants. La panique morale face à des endoctrinements ou à des violences sexuelles de la part des personnes trans – ou des drags queens – est montée de toute pièce par l'extrême droite et fait beaucoup plus réagir que les violences – avérées – de la part d'institutions religieuses. Quant à la transition des mineur-es, c'est le plus souvent des bloqueurs de puberté¹⁴ qui leur sont prescrits afin de retarder des modifications corporelles irréversibles dans l'attente d'une éventuelle prise d'hormones. L'accès à ces derniers se fait uniquement avec l'accord des parents, d'un-e psychiatre et d'un-e endocrinologue à la demande de la personne. C'est aussi le cas pour les opérations de réassignation de genre. En France, seules les mammoplasties et mastectomies sont autorisées pour les mineur-es¹⁵. Cette prise en charge permet de réduire les suicides¹⁶.

“Chaque personne doit être libre de toute oppression.”

Voilà donc une revue non exhaustive¹⁷ des différentes populations atteintes par la transphobie – en plus des personnes trans. Pourtant, en tant qu'anarchiste, je trouve cet argumentaire futile voire cri-

tiquable. En effet, le simple fait que les personnes trans soient touchées par la transphobie est suffisant pour que nous ayons à nous dresser contre celle-ci. Aucun courant anarchiste digne de ce nom ne peut imaginer une société libre tout en excluant une minorité. Et il n'existe aucune minorité qui soit trop minoritaire pour que l'on ne se batte pas pour elle, avec elle. Chaque personne doit être libre de toute oppression. La transphobie en est une, présente dans toutes les sphères de notre société et à tous ses niveaux : physique, mental, financier, médical, accès au logement et à l'emploi, droit à disposer de son corps et d'exister dans l'espace public, parmi tant d'autres.

La démonstration est faite que hiérarchiser les luttes contribue à marginaliser une population déjà vulnérable, à alimenter les soutiens de l'extrême droite et qui pousse à la mort ou au suicide de nombreuses personnes de tout genre. À l'inverse, l'intersectionnalité, prônant une lutte contre toutes les discriminations sans distinction, ni priorité, peut permettre un militantisme sans exclusion ni hiérarchie. N'est-ce pas là l'essence même de l'anarchisme ?

Darline

liaison Commune de Lyon (FA69)



1. Peut-on supporter l'autonomie des peuples à se définir eux-mêmes sans soutenir aussi l'autonomie des individu.es à se définir elleux-mêmes ?
2. Voir les cas de Dora Moutot et Marguerite Stern multipliant les discours racistes, sexistes et transphobes, et n'hésitant pas à s'affilier à des structures ou personnalités d'extrême droite.
3. La fluidité de genre de l'Antiquité à nos jours, *I. d'Artagnan, C. Begous, G. Jablonski-Sideris* – Institut la Boétie.
4. Série de manifestations spontanées et violentes contre un raid policier le 28 juin 1969 à New York. Considérée comme

l'émergence de la lutte queer, leur commémoration chaque année en juin a créé le mois des fiertés.

5. Voir le cas d'Imane Khelif (victime de transphobie et de racisme) et plus généralement les « tests de genre » imposés aux femmes dans les milieux sportifs.
6. Le texte est comme suit : « Ainsi sont définitivement adoptés l'accès à la PMA pour les couples *de femmes et les femmes seules* [...] »
7. Le texte est comme suit : « La loi détermine les conditions dans lesquelles s'exerce la liberté garantie à la femme d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse. »
8. *Op. cit.*, *I. d'Artagnan,*

C. Begous, G. Jablonski-Sideris – Institut la Boétie.

9. Lettre de l'observatoire national des violences faites aux femmes n°8.
10. « Les violences sexistes et sexuelles en France » – Amnesty International.
11. LGBTI Survey Data explorer – Fundamental Rights Agency.
12. « Femmes trans en prison, ostracisées et discriminées » – Observatoire national des prisons.
13. Feminism and the (Trans) gender Entrapment of Gender Nonconforming Prisoners, *Oparah, Julia C.* – UCLA Women's Law Journal. Voir aussi « V-coding ».
14. Leurs effets sont entièrement réversibles lors de l'arrêt du

traitement.

15. À partir de 14 ans pour les mastectomies et 16 pour les mammoplasties pour les adolescent-es transgenres. Aucune législation n'existe pour fixer un âge minimum pour ces mêmes procédures pour les adolescentes cisgenres. La plupart des interventions sont faites à partir de 16 ans.
16. Les traitements hormonaux des mineurs transgenres, ou les obstacles de l'éthique médicale aujourd'hui, *A. Bernier, A. Leplège* – Médecine Science.
17. L'analyse du racisme et des personnes intersexes n'a, entre autres, pas été faite par manque de place.



Collectif national contre la militarisation de la jeunesse et de l'école

Une journée d'embrigadement pour tous les jeunes de 16 à 25 ans : **non!**

Créé il y a cinq ans, le collectif national Non au SNU a été un outil utile pour informer et pour lutter contre le SNU et ce qu'il représente. Il a permis de faire entendre sur le plan national, malgré le relatif silence des grands médias, la voix de ceux et celles qui combattent le SNU et sa logique de militarisation de l'école. Il a contribué à ce que de nombreuses actions d'information et de sensibilisation soient engagées au niveau local.

Le projet SNU de Macron est en échec. Mais ceux qui veulent militariser la jeunesse ne renoncent pas. La généralisation du SNU, sous ce nom ou sous un autre, demeure leur perspective. La militarisation de l'école, de l'éducation, de la jeunesse est l'outil privilégié qu'ils et elles se donnent, et nous devons nous y opposer. Notre collectif devient « **Collectif national contre la militarisation de la jeunesse et de l'école** ». Cela inclut la question du SNU, mais va au-delà, notamment à travers tout ce qui concerne la militarisation de l'école.

Corruption de mineurs par personnes dépositaires de l'autorité

Il en est ainsi de la « Journée Défense et Citoyenneté », obligatoire à partir de 16 ans. Cette opération de propagande pour l'armée sera renforcée à compter de septembre 2025 : levée des couleurs, Marseillaise, charte des droits et devoirs du citoyen français, port d'armes, etc., autant d'artifices destinés à faire croire que la République confisquée par les capitalistes est au service de tous et toutes. Or, leur République, bâtie sur les massacres de la Commune de 1871, c'est celle des injustices sociales, des discriminations, du colonialisme, de la destruction de la Terre, etc.

Parallèlement, le gouvernement et le président de la République visent toujours à une militarisation accrue du Service national universel. Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc., contribuent déjà à l'endoctrinement des jeunes ; leur objectif reste que cela ne se limite aux seuls « volontaires ». Le refus du SNU, fondement initial de notre collectif, demeure d'actualité !

Prochaine étape : La caserne

Avec cette « Journée Défense et Citoyenneté » de plus en plus militarisée, l'État prévoit de créer une passerelle directe vers l'enrôlement dans l'armée, dans un contexte international qui voit se développer les conflits et leurs lots de victimes civiles. Comme pour le SNU, la propagande banalise le rôle de l'armée, laquelle est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, pas plus que de lutte contre tous les impérialismes ni de remise en cause du rôle de l'armée.

Le gouvernement dit : Il faut que les jeunes s'engagent.

Mais c'est déjà le cas !

Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la Terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.

Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !

Collectif national contre la militarisation de la jeunesse et de l'école :

Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, ASSO-Solidaires, Solidaires Lycéen·nes région parisienne, Fédération Solidaires Étudiant·e·s, Fédération SUD éducation, SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, Solidaires Jeunesse et Sports, Fédération SUD Collectivités territoriales, Fédération Éducation de la Confédération Nationale du Travail, CNT Santé, Éducation, Social et Territoriale de Lorraine, Syndicat unifié du bâtiment de la région parisienne de la Confédération Nationale du Travail, Fédération éducation/recherche de la CNT-SO, Émancipation tendance intersyndicale, Luttes De Classes – éducation, Les Jeunesses Syndicalistes, Mouvement National Lycéen, Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, La Voix lycéenne, Union Étudiante, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !!, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre, Réseau des Centres de Recherche, d'Étude et de Formation à l'Animation et au Développement, Mouvement de la paix, ATTAC-France, Stop Fuelling War, Abolition des Armes Nucléaires – Maison de Vigilance, Mouvement de l'Objection de Conscience Nancy, GRATLIB, Queer Éducation, Fédération Nationale Laïque des Amis des Monuments Pacifistes, Mouvement pour une Alternative Non-violente, Unjourlapaix, Association Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA), Mouvement International de la Réconciliation, Mouvement National de Lutte pour l'Environnement 59/62, Parti Communiste des Ouvriers de France, Europe Écologie – Les Verts, Fédération Anarchiste, Union Communiste Libertaire, L'insurgé, Les Jeunes écologistes, Union des Jeunes Révolutionnaires, Union Prolétarienne ML, Unité Communiste de Lyon, Groupe libertaire Jules Durand, Pour une Écologie Populaire et Sociale, Mouvement Résilience, Alternatives et autogestion, Cercle 49, Radio-Libertaire, Revue Silence, Cerises la coopérative, Questions de classes, L'Allume-Feu, Editions du Chemin Creux, Arc en ciel théâtre réseau coopératif, Toustes en Colo *Collectifs locaux unitaires Non au SNU Nantes, Saint-Nazaire, Lyon, Bordeaux, Angoulême, Nancy, Chambéry, Hérault, Vendée, Marseille, Var, Vosges, Corrèze, Ile-de-France, Haute-Savoie, Haute-Vienne...*

Pour rejoindre le collectif :
nonsnu@lists.riseup.net



DÉSERTÉ HACHETTE!

La Librairie Publico s'est engagée dans le réseau des librairies antifascistes. Elle propose peu de livres émanant de *Hachette*. Le boycott n'est donc pas total. Mais la vigilance est de mise. La poursuite de la campagne **Désarmer Bolloré** s'oriente maintenant vers les autrices et auteurs qui publient dans l'empire Bolloré en s'adressant à elles et à eux : **Déserte Hachette!**

Le rachat du premier groupe éditorial français par Vincent Bolloré fin 2023 avait créé une vague d'indignation dans l'interprofession du livre. Depuis un an maintenant, la campagne *Désarmer Bolloré* lui a donné corps et nombreux-ses s'organisent pour défaire l'emprise de son empire mortifère. Des libraires s'engagent à ne plus vendre ce que produit *Hachette*. Des militants diffusent des marques pages qui permettent aux lecteur-ices de savoir quoi boycotter.

« Les Relay sont bousculés. Des éditeur-ices indépendantes esquissent des pistes pour déborder Bolloré. Les livres nauséux de Fayard sont chapardés et leur stand perturbé au Festival du Livre de Paris. Des parents et des professeurs demandent que les manuels scolaires du groupe *Hachette* ne soient plus utilisés par les professionnel-les de l'enseignement. Par petites touches progressives, le tableau d'une riposte collective et massive se dessine ».

Tristes plumes inféodées

Et pourtant la rentrée littéraire arrive et, avec elle, le *business as usual* du capitalisme culturel. Parmi les dizaines de romans publiés par les maisons d'éditions du groupe *Hachette* dès la fin août, on retrouve avec tristesse des auteur-ices avec qui l'on pensait partager à priori quelques idéaux politiques. Ils et elles publient des livres qu'on

aurait hâte de découvrir s'ils ne finançaient pas un monde sans lendemain. Ainsi, par exemple, de David Dufresne, Sorj Chalandon, qui publient chez Grasset. Ainsi de Rebeka Warrior, qui publie chez Stock. Ainsi de Mona Chollet et Alice Zeniter qui prêtent leur plume à une nouvelle collection au Livre de Poche. Comment ne pas se poser la question : qu'est-ce qu'ils et elles font ? Et aussi, Maria Pourchet qui publie chez Stock, Susie Morgenstern chez J.-C. Lattès, et les suivant-es au Livre de Poche : Titou Lecoq, Gaël Faye, Nicolas Mathieu, et Marie Darrieussecq.

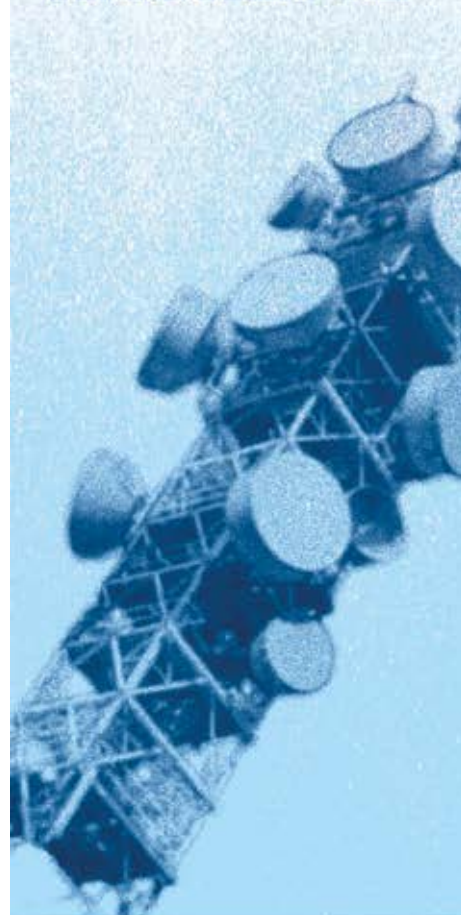
Que sont nos ami-es devenu-es ?

« Pour que ce sentiment de trahison ne reste pas un sentiment intérieur, nous nous sommes dit qu'on pouvait tous et toutes leur écrire pour leur en faire part, à elles et eux. Qu'on devait leur envoyer des lettres d'amour et de rage ; des poèmes ; des collages ; des cartes d'admiration et d'incompréhension. Leur dire que leurs textes nous font vivre, mais qu'on ne pourra pas lire ceux-là. Leur demander aussi de nous expliquer leur choix ».

« Il est probable que le courage de la sécession soit difficile à trouver quand on écrit son livre, seul-e et isolé-e. Quand on se sent tenu-e par certains liens de travail et de confiance déjà formés. Quand on évolue dans un monde d'idées au point d'oublier que le livre a malgré tout une existence matérielle et sociale. À nous de provoquer ce courage, par contagion, par la pluralité et la masse de nos missives. À nous de faire résonner l'extrême nécessité et légitimité d'un tel acte contre ce que Vincent Bolloré tente de nous imposer. À nous de rendre inéluctable ce mot d'ordre : **Déserte Hachette!** »

Hélène Hernandez

BOYCOTT BOLLORÉ HACHETTE*



desarmerbollore.net



* liste complète
des éditions
Bolloré sur le site

DOS D'UN MARQUE-PAGE



LA MORT N'EXISTE PAS

UNE FABLE ANIMÉE ENTRE VIOLENCE POLITIQUE, INTROSPECTION ET BEAUTÉ SAUVAGE

Après une attaque armée ratée contre de riches propriétaires terriens, Hélène, militante écologiste radicale, abandonne ses compagnons et s'enfuit dans une forêt mystérieuse. Là, dans un espace aux couleurs changeantes et aux lois incertaines, elle est hantée par Manon, son amie disparue durant l'affrontement, compagne de lutte et écho de sa conscience.

Dans cette vallée où tout semble instable – jusqu'à l'ordre naturel lui-même – Hélène doit affronter ses convictions, sa culpabilité, et les conséquences d'un acte dont elle ne mesure plus la portée. Le film devient alors une traversée intérieure, entre hallucination, deuil, rédemption et renoncement.

Un récit politique et poétique

Réalisé par Félix Dufour-Laperrière, *La Mort n'existe pas* est un film d'animation dessiné à la main qui mêle fable écologique, drame psychologique et réflexion politique. L'histoire repose sur la relation tragique entre Hélène et Manon, deux femmes convaincues qu'un changement radical est nécessaire pour bouleverser l'ordre établi. L'attaque armée qu'elles organisent avec d'autres militants dans une villa luxueuse vise à frapper un symbole de la richesse indifférente face à l'effondrement écologique. Mais l'opération tourne court : les gardes de sécurité ripostent, les militants sont tués, et Hélène, paralysée par la peur, prend la fuite. Ce choix la plonge dans un monde entre rêve, mémoire et délire.

Une plongée dans la psyché

La fusillade est brève, les morts, incertains. Très vite, le film délaisse l'action pour se concentrer sur la solitude d'Hélène, réfugiée dans la forêt. Traquée par les autorités, elle ne croise plus que des figures imaginaires – et surtout Manon, qui devient l'incarnation de sa conscience.

Entre les monologues d'Hélène et les apparitions fantomatiques de Manon, le film explore des thèmes denses : la loyauté, le sens du sacrifice, l'engagement politique, la violence, mais aussi l'amour et l'amitié. Présenté comme une fable à la simplicité trompeuse, le récit ouvre en réalité sur une profondeur psychologique marquante. « *La vie, c'est le mouvement. Et le*



mouvement a un coût. [...] À quoi es-tu loyale ? À qui ? » – Manon

Manon pousse Hélène à choisir : fuir à jamais ou revenir sur les lieux du drame pour finir ce qu'elles ont commencé, à savoir mettre fin à la vie des propriétaires de la villa. Ce dilemme constitue le cœur tragique du film.

Entre Histoire et allégorie

Le réalisateur s'est inspiré d'une période sombre et turbulente de l'histoire canadienne : la Crise d'octobre 1970, lorsque le Front de libération du Québec (FLQ), un groupe séparatiste radical, a enlevé des personnalités politiques pour faire avancer la cause de l'indépendance du Québec. Cela a poussé le gouvernement d'Ottawa à instaurer la Loi sur les mesures de guerre. Dufour-Laperrière évoque d'ailleurs une inspiration directe : « *Au départ, je voyais ça comme une rencontre entre la Crise d'octobre et Alice au pays des merveilles.* »

Le film nous fait penser à *Nada* (1972), le roman de Jean-Patrick Manchette relatant l'enlèvement d'un ambassadeur américain par un petit groupe anarchiste, puis la destruction de ce groupe par la police. Dans ce livre, le plus directement politique de Manchette, l'auteur se penche sur l'erreur que représente le terrorisme d'extrême gauche : « *Le terrorisme gauchiste et le terrorisme étatique, quoique leurs mobiles soient incomparables, sont les deux mâchoires du même piège à cons...* » déclare le personnage central du roman, l'anarchiste espagnol Buenaventura Diaz.

Une nature en miroir

Le film dialogue aussi avec les grandes œuvres de l'animation japonaise, notamment *Princesse Mononoké* de Hayao Miyazaki, avec ses esprits de la forêt, ses loups géants et ses gardiens d'un ordre naturel en péril. Mais ici, c'est moins la nature qui est menaçante que la civilisation elle-même. Le film accuse la brutalité sociale : les riches deviennent plus riches, les pauvres s'épuisent à survivre. Des flash backs révèlent un monde de plus en plus inégal, que les personnages veulent faire exploser. Les animaux jouent un rôle symbolique fort : « *Les animaux incarnent à l'écran les idées qui traversent le film. Le colibri est fragile, furtif, précieux. Le passereau reprend vie. Coyotes et brebis sont prédateurs et proies... Ils apportent de la physicalité, du désir de vivre immédiat.* » (Félix Dufour-Laperrière)

Une animation libre, vivante, picturale

Visuellement, *La Mort n'existe pas* se démarque par un style en perpétuelle transformation. Les dessins à la main, minimalistes, mais expressifs, se fondent dans des décors mouvants, où les couleurs jouent un rôle fondamental.

Cette esthétique crée une poésie visuelle puissante, où chaque plan semble pensé comme une peinture vivante. L'austérité des traits se conjugue à la luxuriance des ambiances, dans une tension féconde entre sobriété et éclat.

Musique et mise en voix

La bande originale, signée Jean L'appeau (alias Gabriel Dufour-Laperrière, le frère du réalisateur), accompagne cette odyssée mentale avec des textures oniriques et enveloppantes : piano, cordes, nappes sonores... La musique devient l'écho des tourments d'Hélène, traduisant ses peurs, ses hésitations, ses désirs.

Le casting vocal réunit notamment Zeneb Blanchet, Karelle Tremblay, Mattis Savard-Verhoeven, Barbara Ulrich et Irène Dufour, dans une interprétation sensible et habitée.

Présenté en première mondiale à Cannes, puis au Festival d'Annecy 2024, *La Mort n'existe pas* est une œuvre rare, à la fois politique et poétique, sensible et radicale. Félix Dufour-Laperrière y interroge l'impossible pureté de l'action, les limites de la violence, et la complexité du changement.

Hélène ne devient pas une héroïne, ni une traîtresse. Elle devient le symbole d'une époque troublée, de ses espoirs déçus et de ses colères immenses. Entre conte existentiel et fresque sensorielle, *La Mort n'existe pas* est un film d'animation comme on en voit peu : sincère, audacieux, déchirant.

Mireille Mercier et Daniel Pinós



La Mort n'existe pas

un film d'animation de Félix Dufour-Laperrière.

Durée : 1 h 15 mn. Sortie en salles : le 1^{er} octobre 2025.

Production franco-québécoise : Embuscade Films, Miyu Productions.



IL Y A UN AN, LES TYPOS EN PLOMB SE SONT TUS

JEAN-JACQUES CELLIER, DÉCÉDÉ LE 30 AOÛT 2024, À 78 ANS.

Jean-Jacques était l'animateur des éditions de *La Digitale*, avec un sacré paquet de titres à son compte, dont des classiques comme celui d'Abel Paz sur l'Espagne 36, *Le mythe bolchevik* d'Alexandre Berkman et aussi *Femmes de Plogoff*...

Mais, surtout, pour ce qui nous (groupe René Lochu – FA Vannes) concerne : *Les mémoires de René Lochu « Libertaires, les compagnons de Brest et d'ailleurs »* !

On l'avait revu à la fête de la CNT Quimper en juin 2024, où il tenait stand.

Pour la petite histoire (sans grande Hache), en 1993, tout juste abonné au *Monde libertaire* (ML qui était un hebdo de 8 pages au format et au papier journal), alors replié chez mes parents à Moëlan-sur-Mer le week-end, j'ai découvert une annonce pour la sortie d'un livre de Claude Guillon sur les Enragés.e.s de la Révolution française auprès de *La Digitale* à... Baye (entre Quimperlé, Riec-sur-Belon et Moëlan-Sur-Mer) ! Je n'en revenais pas. J'y suis allé tout impressionné et j'ai pu découvrir son imprimerie, ses lettres en plomb pour confectionner ses livres.

Plus étrange pour moi, je découvrirai plus tard que la co-auteurice de *Femmes de Plogoff*, Annie Laurent, qui était la femme de Jean Jaques, eh bien je l'avais eue comme prof d'Économie et de Droit du travail au lycée.

Contrairement à moi, sous un premier abord un peu bourru, il plaisait tout le temps.

Tous ces livres portaient la mention "conçu par des ouvriers syndiqués à la CNT-AIT"... alors qu'il était tout seul et à son compte. Il était très content de sa

blague et quand on lui en parlait il s'esclaffait.

Aux législatives de 1993, j'avais glissé dans l'urne un bulletin arrivé dans mes mains par un de ses amis en plusieurs exemplaires, à l'encre rouge, d'un mystérieux Comité Sans Culottes. Je saurai des années plus tard qu'il en était l'auteur. Je le lui ai dit et ça l'avait fait se marrer.

Le CIRA de Marseille a rédigé une nécrologie, des blogs l'ont raconté et une version en anglais est parue sur *anarchist news*.

La librairie Quilombo (éditions l'Échappée) aimait bien ce genre de personnage et en parler. Elle lui a consacré un article en 2008.

Jean-Jacques Cellier et ses œuvres méritent bien un autre hommage

C'était dans une autre vie. À cette époque, je passais de longs mois d'été, parfois même des bouts d'hiver en Bretagne, dans le Finistère Sud, pas bien loin de Moëlan. Il fallait voir l'océan ! Je ne connaissais pas la côte bretonne et c'était une merveille pour moi de découvrir le vert *glaz* de cette mer sans cesse en mouvement, les oiseaux, les algues, l'écume, le vent. J'aurais aimé naître là, dans l'une de ces quelques maisons d'où l'on entendait le boucan ininterrompu de l'océan. Arriver depuis toujours par la petite route, après le port de Brigneau, et apercevoir au détour d'un virage la côte et la mer. Je crois bien que je n'aurais pas eu besoin d'aller voir plus loin. Tout était là.

C'était la mer. Il ventait; le vent criait continuellement, et quand un humain

passait sur la lande, il ondoyait comme un drapeau en loques.

Le bourg de Baye et l'atelier d'imprimerie de *La Digitale* se situaient à quelques bornes à peine du bled où je logeais. Il me semble que c'était l'ami Stéphane qui le premier m'avait parlé de Jean-Jacques Cellier et de son imprimerie. Un jour, j'étais allé voir. L'imprimerie se situait dans une petite baraque au fond d'une cour. Elle était encombrée de grosses machines, de tout un fatras de bouquins et de pages composées avec des lettres en plomb, entassés dans un coin. Sur un mur, une grande photo de Man Ray avec Meret Oppenheim nue, le bras maculé d'encre appuyé contre son front, derrière une presse d'imprimerie. Ça sentait l'huile, l'encre, des odeurs chaudes. Et le bonhomme Cellier était au travail, composant des livres de *La Digitale* dont il était l'unique éditeur-imprimeur ou bien des affiches pour la fête du cidre de Doëlan ou d'autres fêtes locales. Il avait l'œil bleu plutôt allumé et rigolard et racontait avec plaisir des histoires avec un genre d'accent faubourien, en tout cas, c'est l'image et le son que je garde de lui, un accent prolo des faubourgs de Paris ou de Lyon. C'est ainsi, en allant le voir quelques fois, que j'ai découvert les beaux livres des éditions *La Digitale*.

Une de mes grandes émotions de lecture reste *La Mer* de Bernhard Kellermann, publié par *La Digitale* en 1993, dans la traduction magnifique de Georges Sautreau. C'est le roman de l'île d'Ouessant et de l'océan. Il y a *Les Travailleurs de la mer* de Victor Hugo et *La Mer* de Kellermann. Vous me direz, et *L'île au trésor* ? Mais *L'île au trésor*, c'est autre chose, camarades, les pirates, l'enfance



et toutes ces histoires. Avec *La Mer*, c'est d'emblée le territoire du rêve. Un rêve glauque et mouvant, où les pêcheurs ont des têtes de noyés et où il reste de la sauvagerie dans ce coin du monde semblant placé hors du passage du Temps.

Après le festin, on dansa sur la lande.

Bou mba... boumba... Tous formaient un cercle et tapaient du pied avec leurs sabots, comme s'ils montaient un escalier, et ils chantaient : Boumba... boumba... Cela dura un temps infini. Mais tout à coup une voix stridente de jeune fille commença à chanter et tout le cercle se mit en mouvement.

C'était Roseher qui chantait. Elle chantait avec une voix de fausset si haute et si stridente que même un grillon en eût été étonné. [...] En chantant, elle dodelinait de la tête et regardait le ciel. Ses cheveux flottaient et la ronde tournait.

Voilà, Roseher. Au milieu de ces hommes et de ces femmes de l'Âge de pierre, jaune comme une pièce d'or, Roseher, l'unique fille blonde de l'île, au regard comme en ont les fous.

Comme dans *Nadja*, Roseher effectue de rapides allers et retours entre le monde du rêve et celui de la réalité. Et le narrateur a tôt fait de se laisser gagner lui aussi par l'appel de cette sirène aux yeux gris-vert avec des étoiles jaunes au milieu. C'est aussi un livre de visions, comme la vision des naufragés qui viennent chercher le narrateur pour qu'il fasse l'amour avec Roseher au fond de la mer. Et ils voulaient tout voir. Ou bien celle des mouettes et leur déchirant bruit de lime. Souvent encore elles crient dans mes rêves. De cette île hantée, dans laquelle le monde ancien a encore toute sa place, il faudra bien partir pourtant. Et cette fille, faite de vent et de pluie et de sel, il faudra bien la quitter.

Après avoir découvert un tel livre, j'étais prêt à suivre les conseils de *La Digtale*, et à me laisser tenter par d'autres beaux bouquins imprimés à la presse au



JEAN-JACQUES SUR L'UNE DES DERNIÈRES LINOTYPES

plomb, avec ce léger relief sur la page et cette odeur d'encre. Je peux encore en citer deux ou trois, pour le reste, c'est à vous de les dénicher, beaux lecteurs et belles lectrices. Comme JJ Cellier était fidèle aussi au parti des minoritaires, ceux et celles qui toujours essayèrent (et perdirent toujours, mais essayèrent encore, et encore) il publia de beaux témoignages dont on peut au moins citer *Combats pour la liberté* de Pavel et Clara Thalmann, internationaux de la colonne Durruti puis du POUM. Mais aussi le livre de Moshe Zalzman (*Histoire véridique de Moshe, ouvrier, Juif et communiste au temps de Staline*), ceux d'Yves Le

Manach, en particulier les petits livres extraits de ses indispensables *Artichauts de Bruxelles* (*Le fritisme* ou encore *Corbière, Rimbaud, Blanqui et l'éternité...*), *42 bonnes raisons pour les femmes de m'éviter* de Claude Guillon ou encore l'extraordinaire livre de témoignage de Yann Daniel, *Les chemins de la Belle*, si drôle malgré les tragédies qu'il traverse, taulard et déserteur de partout, grande gueule de Breton et partisan de l'Utopie.

Pour tous ces livres, Jean-Jacques Cellier, nous te remercions.

**Stéphane groupe René Lochu
et Jean-Luc**



Essais féministes de résistance

Les trois textes présentés correspondent à la rencontre à Sao Paulo en 2019 de trois intellectuelles mondialement connues : Angela Davis, Patricia Hill Collins et Silvia Federici. Une façon de montrer des nuances dans le féminisme, notamment quand le féminisme ouvrier, périphérique et noir a émergé avec radicalité. Le séminaire international d'octobre 2019 portait le titre « *Democracia em colapso?* » (L'effondrement de la démocratie?), il se tenait juste avant la pandémie et sa terreur sanitaire, négationniste et putschiste instaurée par Jair Bolsonaro au Brésil.

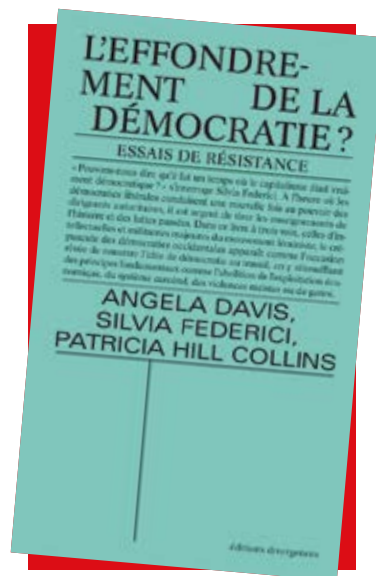
Pour Angela Davis, philosophe, ayant milité au sein des Black Panthers, il ne peut y avoir de démocratie sans participation féminine : « *uand les femmes noires ont avancé vers la liberté, jamais elles n'ont représenté qu'elles-mêmes. Ce qu'elles représentaient, c'était tout à la fois les communautés noires, indigènes et pauvres. Lorsque que les femmes noires se soulèvent, c'est le monde entier qui s'élève avec elles.* »

Patricia Hill Collins, sociologue, pose une question fondamentale : « *Qu'est-ce que le féminisme noir?* » et y répond en évoquant les violences subies par la population afro-américaine. Penser la liberté des Noir-es n'a aucun sens si on ne reconnaît pas « *du même coup la pertinence du genre dans la façon de vivre une expérience de captivité, ou de lui résister.* »

« *Pouvons-nous dire qu'il*

fut un temps où le capitalisme était vraiment démocratique? » s'interroge Silvia Federici, l'autrice de *Caliban et la sorcière : Femmes, corps et accumulation primitive* (Éditions Entremonde, 2014), mais aussi celle qui a participé à la fondation du Collectif international féministe pour exiger un salaire pour le travail domestique. « *Partout, les femmes reconstituent les biens communs. [...] Ce sont leurs biens qu'elles défendent lorsqu'elles défendent la forêt, la terre ou les eaux contre une compagnie minière ou pétrolière. Ce sont leurs biens communs qu'elles défendent en affirmant que la terre appartient à tous-tes.* »

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard



ANGELA DAVIS, SILVIA FEDERICI, PATRICIA COLLINS,
L'effondrement de la démocratie?
Essais de résistance
Éditions Divergences, 2025.

Plus tard et plus loin la Commune

Pierre Bance nous livre un ouvrage ambitieux intitulé *La Grande Fédération* où il nous propose de nous mettre en réflexion sur le devenir et sur la construction d'une société de liberté, en d'autres termes libertaire. Il nous propose pour cela d'interroger et d'actualiser la geste révolutionnaire dans l'esprit de l'unité révolutionnaire prolétarienne telle que pensée lors de la création de la Première Internationale (AIT) en 1864.

Pour étayer son propos, le livre est bâti autour et sur quatre théorèmes où l'exemple de la Commune de Paris, du syndicalisme révolutionnaire, le projet communalisme libertaire, etc., sont sollicités.

Le premier est en résonance parfaite avec les vieilles intuitions libertaires : « *croire que l'État peut ne pas être dominateur est comme croire que le Capital peut ne pas être pro-*

fiteur » et que souvent, dans les périodes révolutionnaires, sa tendance est à son renforcement et/ou à réapparition comme en Russie après 1917 ou encore en Espagne de 1936 à 1939.

Le deuxième théorème : « *sans un mouvement pour la démocratie directe, la commune et le fédéralisme, un autre futur est impossible* ». La démonstration ici s'appuie sur trois modèles de réalisations révolutionnaires, réformistes ou radicales et sur le principe d'une nécessaire acceptation mutuelle, articulée à une convergence non étatiste des courants sociaux émancipateurs.

Le troisième : « *Faute d'avoir pensé les institutions de la société à venir, la révolution communaliste est vouée à l'échec* ». Ici, l'auteur préfigure quelques fonctionnements institutionnels et autogestionnaires de la société future, mais où il se garde bien de dire « *comment nous ferons la révolution, mais [seulement] comment être prêts à la survenance*

de l'événement ».

Le quatrième et dernier théorème : « *Faute d'avoir dessiné les droits et les libertés de la société à venir, la révolution émancipatrice est vouée à l'échec* ». Bance brosse ici, sans dogmatisme, mais en donnant des pistes, les incontournables juridiques et sociaux qui doivent garantir les libertés et les droits individuels et collectifs dans une société autogérée.

En d'autres termes, pour Pierre Bance, un autre monde, *versus* une grande Fédération libertaire, est possible, mais il se prépare collectivement en amont. À cette fin, une synthèse pratique d'une centaine de pages (et non 460, hors annexe) serait bien utile pour faire accéder plus de lecteurs et de lectrices au processus révolutionnaire qu'il propose.

Hugues
groupe Commune de Paris



PIERRE BANCE
La grande Fédération, démocratie directe et vie fédérale,
Éditions Noir et Rouge, Paris, 2025



Par elles-mêmes, pour elles-mêmes et au-delà...

Somayeh Rostampour, sociologue et enseignante d'origine kurde, spécialisée dans les mouvements sociaux et les luttes féministes, principalement au Moyen-Orient, nous présente dans son ouvrage une passionnante et riche étude sur l'histoire des combattantes kurdes et sur leur politisation, mettant surtout en exergue la naissance d'un féminisme directement inspiré par les pratiques, conjugué à une démocratisation du savoir, la jineologie ou "science des femmes".

Cette théorie fut, à la base, édictée par Abdullah Öcalan, le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'autrice

nous rappelle d'ailleurs, dans les deux premières parties, les différentes phases historiques et souvent complexes de la mobilisation des femmes kurdes au sein du PKK ainsi que les motivations de leur engagement dans la lutte armée.

La dernière partie du livre est une analyse très objective de la jineologie (l'autrice n'hésitant d'ailleurs pas à montrer les contradictions inhérentes à cette théorie) et de son rapport au féminisme des "pays du Nord" (Europe, États-Unis, etc.) avec lequel collaborent les militantes kurdes, mais qu'elles trouvent trop autocentré, libéral et apolitique, entre autres, et souvent très éloigné de leurs propres préoccupations.

Cet ouvrage vaut aussi pour les nombreux témoignages et la parole donnée aux femmes, actrices de leur propre émancipation.

La Jineologie, pour paraphraser Somayeh Rostampour, c'est "une science des femmes" et "au-delà du féminisme en mots, un féminisme en actes".

Et si nous analysons cette théorie et nous en inspirions ?

L'émancipation des femmes est-elle seulement l'œuvre des femmes elles-mêmes ?

Messieurs, je vous laisse méditer sur ce sujet, en tirer les conclusions qui s'imposent (Öcalan parle de « tuer la masculinité ») pour surtout devenir acteurs, et pas seulement en paroles, de l'amélioration et de la défense des droits des femmes, et Mesdames et Messieurs, pas seulement chez nous, mais partout dans le monde en tenant compte des contextes et savoirs indigènes.

Yannick
Liaison FA 87



SOMAYEH ROSTAMPOUR
Femmes en armes, savoirs en révolte
Du militantisme kurde à la Jineoloji

Éditions AGONE, 23 mai 2025
388 pages, 22 euros
Disponible à Publico

Le début d'un débat

La *Libre Pensée* est encore souvent perçue comme cantonnée à un anticléricalisme à la mode de jadis. Comme si, en France, le poids de l'Église catholique avait disparu de la vie politique et sociale et que la laïcité n'était pas chaque jour un peu plus détricotée.

Comme si, dans le monde, le poids des religions ne cessait pas de s'accroître !

Comme si ceux qui défendent une laïcité chaque jour un peu plus malmenée par les tenants d'une laïcité « ouverte » à tous les appétits cléricaux et marchands étaient si nombreux !

Et comme si, a contrario de l'individualisme capitaliste libertarien et identitariste du moment, c'était ringard de se réclamer de valeurs universelles comme la liberté associée à l'égalité, à la frater-sororité et à une révolution sociale !

Dans ces conditions, et seuls s'en étonneront ceux qui

s'étonneront toujours de tout pour ne s'être jamais étonnés d'eux-mêmes, rien d'étonnant à ce que, dans ce livre, la *LP* ouvre un débat sur la famille, la sexualité et les genres. Eh oui, un débat ! Car même sur la base de la liberté, de l'égalité et de l'émancipation, ça se discute, tout simplement parce que ces problématiques sont complexes.

Pour ce faire, ce livre revisite un peu le passé avec André Lorulot ; deux portraits de Madeleine Pelletier, féministe de toujours ; d'Olympe de Gouges « une imposture historique » ; les femmes et la révolution française...

S'ensuivent : une réflexion sur la famille, sexualité et genre ; l'histoire du viol ; la domination masculine, un fait social universel ? ; la responsabilité de l'État en matière de condamnation de l'homosexualité ; de la famille au pouvoir : séparer l'inceste de l'endogamie ; à propos du féminicide...

Bref, ce livre « sans dieu ni maître » est tout sauf une

profession de foi ou un « prêt à penser » dans les corridors glacés d'un manichéisme à front bas. C'est juste une ode à une pensée libre et émancipatrice.

Une denrée rare, donc !

Jean-Marc Raynaud

En vente à la librairie de la Libre Pensée, 10-12 rue des Fossés Saint-Jacques 75005, Paris ou à la librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris. Rajoutez quelques € pour le port.



CHRISTIAN EYCHEN (dir.)
La question sexuelle et la Libre Pensée

Éditions de la Libre Pensée, 188 pages, 6 €,



Les drames d'Ibsen

Les éditions du Brigadier continuent la réédition des drames d'Ibsen. Outre les classiques déjà parus récemment (*Brand*, *Le Canard sauvage*, *Un Ennemi du peuple*, etc.), sont aujourd'hui disponibles *La Dame de la mer*, *Les Prétendants à la couronne*, *Le Petit Eyolf* et *John Gabriel Borkman*. Quatre titres qui continuent d'être montés sur les scènes du monde entier. Dans *La Dame de la mer*, Ibsen montre son héroïne, Ellida, en proie à une folie qu'elle refuse de reconnaître. L'humour, comme souvent chez l'auteur, n'est pas absent. Avec ce personnage de Ballested, par exemple, un jour homme de théâtre, puis barbier et coiffeur, puis président de la fanfare et maître de danse... « Dans une petite ville comme celle-ci, il faut savoir faire un peu tous les métiers. » Ibsen est capable de passer d'un registre extrêmement sérieux (*John Gabriel Borkman*, sur le pouvoir et la culpabilité) à une pièce plus joviale (*Le Petit Eyolf*) en dépit de l'apparente dureté du sujet (la mort d'un enfant). *Les Prétendants à la couronne* est un drame historique prenant la Norvège du XIII^e siècle pour cadre.

La question de la succession du trône se réduit à une lutte pour le pouvoir entre le jeune Håkon et Skule, son beau-père. Son regard presque détaché, ou tout au moins empli d'ironie, inscrit Henrik Ibsen parmi les dramaturges proches des idées anarchistes, très prégnantes dans le monde artistique de la fin du XIX^e siècle. De fait, ces pièces ont beaucoup moins vieilli qu'on aurait pu le craindre et, comme celles du Suédois August Strindberg ou du Français Octave Mirbeau, ses deux illustres confrères contemporains, continuent à être inspirantes.

Thierry Maricourt

HENRIK IBSEN

La Dame de la mer

(Fruen fra havet, 1888), trad. revue et corrigée Maurice Prozor;

John Gabriel Borkman

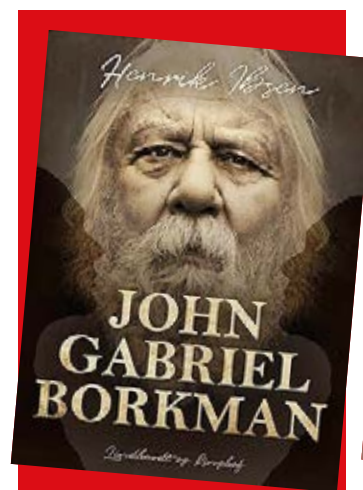
(John Gabriel Borkman, 1897), trad. revue et corrigée Maurice Prozor;

Le Petit Eyolf

(Lille Eyolf, 1894), trad. Maurice Prozor;

Les Prétendants à la couronne

(Kongs-Emnerne, 1864), trad. Heinar Birkeland : Le Brigadier, 2025 (entre 12 et 16 € le volume).



Haut les crêtes

Bloodi, c'est un punk toxico qui ne pense qu'à se désosier les veines avec de la « Malosienne » pure et à baiser sa meuf Riquette (qui est en fait une rate). Bloodi c'est violent, c'est gore, c'est vulgaire, c'est trash et immoral à souhait. Mais cet anti-héros, clairement détestable, va devenir, au fil des albums et de son évolution graphique, tout autant enragé par la puanteur de ce monde qu'obsédé par faire des casses dans des pharmacies.

Sous leurs aspects ignobles, les planches de Pierre Quin, qui feront rire les adeptes de l'humour noir, traitent parfois de

sujets sérieux comme la réduction des risques pour les usagers de drogue, la répression des consommateurs ou le nihilisme destructeur du capitalisme.

Ces 6 tomes ne sont pas à mettre entre toutes les mains. Âmes sensibles s'abstenir. Bloodi, on aime ou on déteste... et souvent les deux en même temps.

Après le décès de Pierre Quin en 2015, l'intégrale de Bloodi a été mise en téléchargement gratuit avec le consentement de sa famille dans le cadre de l'initiative *Pirate ta BD* !

Fab

Groupe henri Laborit





SYLVIE GILLOT ET HÉLÈNE HERNANDEZ
**DE ÈVE À PHILOMÈNE
SANS OUBLIER LES AUTRES**
portraits de féministes

L'émission « Femmes libres » sur Radio libertaire (89.4 MHz) chaque mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 a vu le jour, à l'initiative de Nelly Trumel, en mai 1986, date anniversaire de la Révolution espagnole. Ce titre a été choisi en hommage à l'organisation Femmes libres (Mujeres libres) créée en avril 1936 et qui regroupait 20 000 femmes anarchistes espagnoles. Cette organisation avait pour but de « libérer les femmes du triple esclavage dont elles étaient victimes : esclaves de leur ignorance, esclaves en tant que productrices et esclaves en tant que femmes ».

Depuis 39 ans, donc, l'émission décrypte l'oppression spécifique des

femmes dans nos sociétés patriarcales et capitalistes structurées par la domination masculine. C'est un espace de réflexion et d'étude à nul autre pareil.

Ce livre de Sylvie Gillot et Hélène Hernandez y a puisé la matière pour une trentaine de portraits de féministes, pour la plupart peu connues, remarquablement illustrés par des dessins d'Amande Art et d'OLT.

À l'heure où le féminisme universaliste et révolutionnaire subit les assauts d'un libéralisme identitaire sectaire, c'est un courant d'air frais dans le confusionnisme féministe du moment.



230 pages - 11 x 17 cm - 10€

À commander à :

Éditions du Monde Libertaire

Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

editions@federation-anarchiste.org

Parce que l'anarchisme est toujours bien vivant. Parce que l'anarchisme se nourrit d'idées, de réflexions, de débats. Parce que les temps actuels, de jour en jour, nous donnent raison. Parce que la voix de l'anarchie est plus que jamais nécessaire.

**Lisez et faites lire
Le Monde Libertaire
en ligne**

<https://monde-libertaire.net/>

**Offrez un abonnement
découverte du journal papier
3 mois pour 6 euros**

voir bulletin d'abonnement page 2 ou en ligne

<https://monde-libertaire.net/abonnements/2-accueil>



GRILLE DES PROGRAMMES

08-09-2025

| LUNDI | MARDI | MERCREDI | JEUDI | VENDREDI | SAMEDI | DIMANCHE |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 11 h 00 - Lundi Matin | 10 h 30 - Un classique, s'il vous plaît ! (Quinzomadaire) | 09 h 30 - L'entonnnoir | 11 h 00 - Livres en luites (1er) | 11 h 30 - Médias et antifascisme (2ème) - Des pavés sur les Plages (4ème) | 08 h 00 - Réveil hip-hop | 10 h 00 - Un peu d'air frais (1er) - Les Amis de Maurice Joyeux (2ème 4ème) |
| 13 h 00 - C'est là que ça se passe | 12 h 30 - Remue-ménages féministe | 10 h 30 - Un rayon de soleil (2ème 4ème 5ème) | 11 h 00 - Parours d'artistes (2ème) - Le nucléaire et son monde (3ème) - Le temps des poètes (4ème) | 14 h 30 - Les oreilles libres (1er 5ème) - Longtemps, je me suis couché de bonne heure (4ème) | 10 h 00 - La philanthropie de l'ouvrier charpentier (1er 5ème) - Longtemps, je me suis couché de bonne heure (4ème) | 12 h 00 - Folk à lier |
| 14 h 30 - Ondes de choc | 15 h 00 - Dépêchez vous de rester jeune ! (Quinzomadaire) | 12 h 30 - Compositrices (1er) | 12 h 00 - Faites-nous des chansons (1er) | 16 h 30 - La rage dedans (Quinzomadaire) | 14 h 00 - Tempête sur les planches (2ème 4ème 5ème) | 14 h 00 - Tempête sur les planches (2ème 4ème 5ème) |
| 16 h 00 - Trous Noirs | 17 h 00 - En veux-tu ? En v'là ! (Quinzomadaire) | 14 h 00 - Flemnardise et réveil mots (1er) | 14 h 00 - Radio cartable | 17 h 30 - Radio espéranto (4ème) | 15 h 30 - On a déjà traité le sujet (1er) - Wild Side (2ème) - Avant Le Mélange (3ème 4ème) - Micro-ondes 94 (5ème) | 15 h 30 - On a déjà traité le sujet (1er) - Wild Side (2ème) - Avant Le Mélange (3ème 4ème) - Micro-ondes 94 (5ème) |
| 18 h 00 - Les mangeux d'ierre (1er) - Sciences en liberté (2ème) - La société dans tous ses états (3ème) - Le tour du Monde Libertaire (dernier) | 19 h 30 - Paname's not dead (1er 2ème 4ème 5ème) - Le grand soir du mardi (3ème) - Radiolibertaria : ETPREC 75 (1er) - Radiolibertaria : EDUC 93 (2ème) - Radiolibertaria : PTT RP (3ème) - Radiolibertaria : Le Mouvement Perpétuel (4ème) - Radiolibertaria : des syndicats CNT (5ème) | 16 h 00 - Le Ferré Club (1er) - Et pourtant elle existe cette Littérature... (1er) - Au fil des pages... (2ème 4ème) - Soul Power (3ème) - Femmes libres (1er 3ème) - Carapatage (1er 3ème) - Orage mécanique (2ème) - Paradoxal Système (4ème) - Blues en liberté | 15 h 00 - Bibliomanie (1er 5ème) - Au-delà du R.L. (2ème) - L'antenne du social (3ème) - Les amis d'Orwell (Quinzomadaire) - Sure shots (1er) - Jazzlib' (seconde partie) (1er 3ème) - Gabriel, Maurice, Claude et les autres (2ème) - Musiques en lutte (4ème) - Epsilonia | 19 h 00 - Chroniques syndicales (1er 2ème 3ème 5ème) - Le cri du peuple (4ème) - Chroniques rebelles (1er) - Deux sous de scène (3ème) - Bulles noires (Quinzomadaire) - Tribune latinamericana (Quinzomadaire) - Contre-bandes (Une semaine sur 4) - Tormentor (Quinzomadaire) | 17 h 00 - Le mélange (3ème 4ème 5ème) - Y a de la fumée dans le poste (Quinzomadaire) - Détruire l'ennui (2ème 4ème 5ème) - Rudie's back in town (Quinzomadaire) - Seppuku (Quinzomadaire) | 17 h 00 - Le mélange (3ème 4ème 5ème) - Y a de la fumée dans le poste (Quinzomadaire) - Détruire l'ennui (2ème 4ème 5ème) - Rudie's back in town (Quinzomadaire) - Seppuku (Quinzomadaire) |
| 19 h 30 - Le monde merveilleux du travail (1er 3ème 5ème) - L'Autre Voix de l'Amérique (2ème) - Services publics (4ème) | 22 h 30 - Wreck this mess (Quinzomadaire) | 18 h 30 - Femmes libres (1er 3ème) - Carapatage (1er 3ème) - Orage mécanique (2ème) - Paradoxal Système (4ème) - Blues en liberté | 18 h 00 - Si vis pacem (1er) - Jazzlib' (première partie) (1er 3ème) - Jeudi noir (2ème 4ème) - Jazzlib' (seconde partie) (1er 3ème) - Gabriel, Maurice, Claude et les autres (2ème) - Musiques en lutte (4ème) - Epsilonia | 21 h 00 - Les amis d'Orwell (Quinzomadaire) - Sure shots (1er) - Jazzlib' (seconde partie) (1er 3ème) - Gabriel, Maurice, Claude et les autres (2ème) - Musiques en lutte (4ème) - Epsilonia | 20 h 30 - Détruire l'ennui (2ème 4ème 5ème) - Rudie's back in town (Quinzomadaire) - Seppuku (Quinzomadaire) | 20 h 30 - Détruire l'ennui (2ème 4ème 5ème) - Rudie's back in town (Quinzomadaire) - Seppuku (Quinzomadaire) |
| 21 h 00 - Les muses s'amuse (1er) - Le proton se rebiffe (3ème) - Nuit noire (1ère partie) (Quinzomadaire) - Indezine (Quinzomadaire) | 22 h 30 - Wreck this mess (Quinzomadaire) | 18 h 30 - Femmes libres (1er 3ème) - Carapatage (1er 3ème) - Orage mécanique (2ème) - Paradoxal Système (4ème) - Blues en liberté | 18 h 00 - Si vis pacem (1er) - Jazzlib' (première partie) (1er 3ème) - Jeudi noir (2ème 4ème) - Jazzlib' (seconde partie) (1er 3ème) - Gabriel, Maurice, Claude et les autres (2ème) - Musiques en lutte (4ème) - Epsilonia | 21 h 00 - Les amis d'Orwell (Quinzomadaire) - Sure shots (1er) - Jazzlib' (seconde partie) (1er 3ème) - Gabriel, Maurice, Claude et les autres (2ème) - Musiques en lutte (4ème) - Epsilonia | 20 h 30 - Détruire l'ennui (2ème 4ème 5ème) - Rudie's back in town (Quinzomadaire) - Seppuku (Quinzomadaire) | 20 h 30 - Détruire l'ennui (2ème 4ème 5ème) - Rudie's back in town (Quinzomadaire) - Seppuku (Quinzomadaire) |
| 22 h 30 - Nuit noire (2ème partie) (Quinzomadaire) | 22 h 30 - Wreck this mess (Quinzomadaire) | 18 h 30 - Femmes libres (1er 3ème) - Carapatage (1er 3ème) - Orage mécanique (2ème) - Paradoxal Système (4ème) - Blues en liberté | 18 h 00 - Si vis pacem (1er) - Jazzlib' (première partie) (1er 3ème) - Jeudi noir (2ème 4ème) - Jazzlib' (seconde partie) (1er 3ème) - Gabriel, Maurice, Claude et les autres (2ème) - Musiques en lutte (4ème) - Epsilonia | 21 h 00 - Les amis d'Orwell (Quinzomadaire) - Sure shots (1er) - Jazzlib' (seconde partie) (1er 3ème) - Gabriel, Maurice, Claude et les autres (2ème) - Musiques en lutte (4ème) - Epsilonia | 20 h 30 - Détruire l'ennui (2ème 4ème 5ème) - Rudie's back in town (Quinzomadaire) - Seppuku (Quinzomadaire) | 20 h 30 - Détruire l'ennui (2ème 4ème 5ème) - Rudie's back in town (Quinzomadaire) - Seppuku (Quinzomadaire) |

<https://radio-libertaire.org>
Tél. studio : 01 43 71 89 40

Siège social : Publico - 145 rue Amelot 75011 Paris

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les adresses mails
@federation-anarchiste.org
sont abrégées en
@fede...

00 NOMADES

Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

01 AIN

Liaison Saint-Julien-sur-Reyssouze
divad427@gmail.com

02 AISNE

Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine02.org/

- Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09
- L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER

Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...

07 ARDÈCHE

Groupe d'Aubenac.
fa-groupe-daubenac@wanadoo.fr

Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevrenoire@fede...

09 ARIÈGE

Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe Germinal
loran@w-n-e.net
www.groupegerminal.lautre.net

Groupe Oaï
oaï@federation-anarchiste.org

14 CALVADOS

Liaison Calvados
calvados@fede...

17 CHARENTE-MARITIME

Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE

Liaison Corsica
corse@fede...

21 CÔTE-D'OR

Liaison Côte-d'Or
cote-d-or@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...

Groupe l'Entraide.
lentraide@fede...

24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS

Groupe Proudhon
CESL - c/o Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz 25000 Besançon

- Librairie l'Autodidacte
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

27 EURE

Liaison Eure
eure@fede...

28 EURE-ET-LOIR

Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE

Groupe Le Ferment
leferment@fede...

Liaison May Piquera
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

Liaison Audierne
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

30 GARD

Groupe Delgado Granado
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
gr.delgado-granado@proton.me

31 HAUTE-GARONNE

Groupe Libertad de Toulouse
c/o Les Chats Noirs Toulousains
270 avenue de Muret
31300 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS

Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...

Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE

Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT

Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

Groupe Michel la Louise
ganges@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 Rennes
contact@falasociale.org
Groupe Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...

37 INDRE ET LOIRE

Liaison Tours
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

38 ISÈRE

Liaison Grenoble
grenoble@fede...

42 LOIRE

Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE

Liaison anarcho-syndicaliste
Fernand Pelloutier
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

50 MANCHE

Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE

Liaison Reims-Ardenne
reims@fede...

56 MORBIHAN

Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
https://grouperenelochu.noblogs.org/

Groupe libertaire Francisco Ferrer (GLFF)
glff-lorient@proton.me
https://www.facebook.com/FA.Lorient/

57 MOSELLE

Groupe de Metz
Local Libéraire "Le Sabot"
21 rue des allemands
Metz 57000
Lundi & Mercredi : 17 h - 20 h
Samedi : 15 h - 19 h
groupedemetz@fede...

58 NIÈVRE

Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD

Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@fede...

60 OISE

Liaison anarcho-syndicaliste
L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

63 PUY-DE-DÔME

Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...
Groupe « Enza Siccadi »
Cournon-Auvergne
enza-siccadi63@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES

Groupe John Cage
vente du Monde libertaire
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...

67 BAS-RHIN

Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

69 - RHÔNE

Liaison Commune de Lyon
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
communedelyon@fede...

70 HAUTE-SAÔNE

Liaison Haute Saône
liaison.haute-saone@fede...

71 SAÔNE-ET-LOIRE

Liaison « La vache noire »
399 quai Jean Jaurès
71000 Mâcon
lavachenoire@le-local-libertaire.com

74 HAUTE-SAÛNE

Groupe Alp'Anar
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS

Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegu@gmail.com

Groupe « Commune de Paris »

Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...

Groupe Louise Michel

Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...

Groupe La Révolte
la-revolte@fede...

Groupe Pierre Besnard

vente du Monde libertaire
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIX^e
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME

Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN

Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE

Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...
www.fa85.org

86 VIENNE

Liaison Poitiers
poitiers@fede...

87 HAUTE-VIENNE

Liaison 87
LiaisonFA87@proton.me

92 HAUTS-DE-SEINE

Liaison Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS

Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionysversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE

Groupe libertaire d'Ivry
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE

Liaison 95
liaison95@fede...

BELGIQUE

Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...



Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations
sur ces groupes, sur leurs blogs,
leurs sites, leurs librairies,
leurs activités
www.federation-anarchiste.org

LIBRAIRIE PUBLICO

La librairie du Monde libertaire

*Dernières parutions
Octobre 2025*



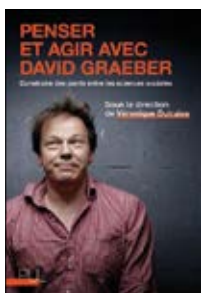
Commandes à adresser à Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris
Chèque à l'ordre de PUBLICO (Frais de port : 15 %, minimum 3 €)
ou <https://www.librairie-publico.com>
Contact : 01 48 05 34 08 librairie-publico@sfr.fr



DE ÈVE À PHILOMÈNE SANS OUBLIER LES AUTRES

Syvie Gillot, Hélène Hernandez,
Les Éditions du Monde libertaire, 232 p., 10 €

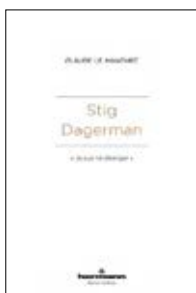
Une trentaine de portraits de féministes puisés dans l'émission *Femmes libres* sur Radio libertaire (89.4 MHz). À l'heure d'un libertarisme identitaire sectaire, c'est un courant d'air frais dans le confusionnisme féministe du moment.



PENSER ET AGIR AVEC DAVID GRAEBER. CONSTRUIRE DES PONTS ENTRE LES SCIENCES SOCIALES.

Sous la direction de Véronique Dutraive. Éditions des Presses universitaires de Lyon. 316 p., 25 €

Actualité des enjeux centraux de son œuvre tels que le travail et les mouvements sociaux, la dette et la monnaie, le capitalisme et le pouvoir, l'anarchisme et la liberté.



STIG DAGERMAN.

« JE SUIS NÉ ÉTRANGER »

Claude Le Manchec, Hermann, 166 p., 24 €

L'œuvre de Stig Dagerman se déploie dans plusieurs genres. Sollicité une nouvelle fois en 1950 par son éditeur qui attend de lui un cinquième roman, il tente de justifier son silence et finalement se résume par cette phrase : « Je suis né étranger ».



DEAD CITIES. RÉCITS D'UN TEMPS DE CATASTROPHES.

Mike Davis, Amsterdam Éditions, 250 p., 19 €

Mike Davis affirme que l'aliénation cognitive produite par la mise au ban de la nature a suscité une angoisse constante tout au long du XX^e siècle. Dans une veine à la fois mélancolique et optimiste, l'auteur invite à une nouvelle science urbaine.



DE LA BÊTISE ARTIFICIELLE

Anne Alombert, Éditions Allia, 144 p., 8.50 €

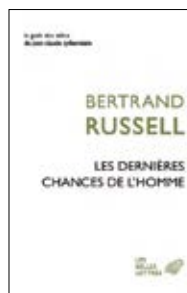
Il est impossible d'opposer machines et humains. Au contraire, nous devons interroger leur co-évolution pour comprendre les effets des automates algorithmiques sur nos esprits, nos cultures et nos sociétés. Ainsi nous pourrions les mettre au service de l'intelligence collective et de la contribution.



LES ANARCHISTES ET LE DEVOIR DE MÉMOIRE

AUSCHWITZ, NUREMBERG, 80 ANS APRÈS
Pierre Sommermeyer,
Les Éditions du Monde libertaire, 152 p., 10 €

Pourquoi est-il si difficile de penser l'impensable ? Face ce qui se passe en Ukraine, à Gaza... et de la montée irrésistible de l'illibéralisme, les mêmes causes produisant souvent les mêmes effets, il est des devoirs de mémoire qui s'imposent.



LES DERNIÈRES CHANCES DE L'HOMME

Bertrand Russell, Les Belles Lettres,
300 p., 17 €

Pierre angulaire de la pensée antinucléaire, ce livre illustre la position d'un philosophe qui fut pleinement engagé dans son temps, pose et analyse la question cruciale de la survie de l'Humanité dans un langage rationnel et profondément humaniste.



ÉLISÉE RECLUS ET LA SOLIDARITÉ

TERRESTRE. Roméo Bondon, Éditions Le passager clandestin, 128 p., 12 €

Élisée Reclus, théoricien français de la géographie moderne, est un grand voyageur, écrivain prolifique, partisan végétarien de la cause animale, critique de la domination coloniale, défenseur de « la terre nourricière » et de la liberté de la femme.



PEUT-ON SE PASSER DE L'ÉDUCATION ?

Eberhard Schulz
Éditions Le Hêtre Myriadis, 276 p., 20 €

L'auteur plaide pour des relations adultes-enfants où l'enfant est considéré comme une personne de même valeur que l'adulte, détentrice de droits humains. De telles relations permettent une coexistence pacifique et joyeuse entre adultes et enfants.



UN TAYLORISME AUGMENTÉ. CRITIQUE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Juan Sebastian Carbonell, Amsterdam Éditions, 176 p., 13 €

Le déploiement d'un management algorithmique (organisation du travail et gestion du personnel par des algorithmes) a pour but principal de renforcer le contrôle et la surveillance de la main-d'œuvre. Ce livre se veut une invitation à résister.